

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉVOLUTION
DES
RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA CHINE
AVEC LES PUISSANCES
(1587-1929)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 mars 1931, à 14 heures

PAR

TCHAO TCHUN TCHÉOU

Président : M. DE LAPRADELLE, professeur

Suffragants : { M. BASDEVANT, professeur
{ M. LE FUR, professeur

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1931

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

ÉVOLUTION
DES
RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA CHINE
AVEC LES PUISSANCES

(1587-1929)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 mars 1931, à 14 heures

PAR

TCHAO TCHUN TCHÉOU

Président : M. DE LAPRADELLE, professeur

*Suffragants : { M. BASDEVANT, professeur
 { M. LE FUR, professeur*

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1931

*26585

EVOLUTION
DES
RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA CHINE
AVEC LES PUISSANCES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PARIS

A. PÉDONT, DENTISTE

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'ART ET DE MÉTIERS DES ARTISANS
18, RUE SÉVIGNÉ, 18

1881

ÉVOLUTION DES RELATIONS DIPLOMATIQUES DE LA CHINE AVEC LES PUISSANCES

(1587-1929)

INTRODUCTION. — Le Pacifisme chinois.

« Nous avons deux idéals : l'humanité et la justice ; ils sont fondés sur l'esprit de douceur et l'amour de la paix. »

SHUNG-KING (315 av. J.-C.) (1).

« Qui dit Chinois, dit Paix. »

DE LAPRADELLE (1901 ap. J.-C.) (2).

Pacifisme est un néologisme français d'origine récente, né dans les horreurs même de la dernière guerre mondiale (1914-1918). Il nous faut pourtant l'employer ici pour traduire les vieilles idées chinoises, qui font de l'amour de la paix la suprême vertu humaine. Son contraire est l'impérialisme, terme synthétisant de nos jours l'âpre désir de conquête des peuples ; l'impérialisme entraîne la suprématie de la force sur le droit. Il y a des siècles

1. Tsen Tsonming, *La Chine pacifique*. Lyon, 1924.

2. *Revue Générale de Droit Intern. public*. Paris, 1901, p. 289.

que les philosophes chinois ont opposé « la Voie royale » et « la Voie de la Force », qu'ils ont déclaré qu'aucun fondement solide ne pouvait exister par la seule force s'élevant contre le droit et l'étouffant (1).

La civilisation chinoise, l'une des plus anciennes du monde, remonte authentiquement, d'après les preuves des documents de l'histoire, à 2600 ans avant l'ère chrétienne ; ses vieilles conceptions sur les luttes humaines expriment les idées modernes sur la guerre, fruit de la douleur des peuples occidentaux. La guerre, dit-on maintenant, chez les nations les plus civilisées, ne doit être que le châtiement infligé au coupable de lèse-humanité. Les vieux philosophes chinois en avaient fait la suprême punition infligée aux pires criminels. Elle est inscrite dans un des plus anciens livres de notre droit pénal, le *Hing fa tihe* de l'histoire des Han antérieurs.

Notre mot guerre lui-même, *Wou*, est représenté par deux signes qui ont leur éloquence ; l'un d'eux est une lance, symbole des armes, l'autre un pied au repos, qui signifie arrêt. La guerre est donc l'arrêt des armes, l'arrêt de la lutte, et c'est bien ainsi que l'admettent seulement nos philosophes. Il faut prendre les armes, lorsqu'il y a impérieuse nécessité de mettre fin à des conflits générateurs de combats sanglants, nuisibles à la justice, dont l'homme

1. Voir à ce sujet le Triple Démisme de Suen Wen, traduit par Pascal M. d'Elia S. I. Chang-Haï, 1929, p. 2 de la 1^{re} partie.

qui se respecte doit avoir le culte. « Celui qui nuit à l'humanité est appelé brigand, celui qui détruit la justice, est appelé tyran », a écrit notre célèbre penseur Meng-tseu (1). Concentrez toute votre énergie et tous vos efforts pour maintenir le repos intérieur et la paix, recommande également le penseur Tchang-tseu (275 av. J.-C.). Les dépenses faites en vue de la guerre sont amèrement critiquées par le célèbre Lao-tseu (2), l'auteur de *La voie et la Vertu*. Quant au maître lui-même de la morale chinoise à Kong-fou-tsen (3), il a fait de la justice (yi) la puissance dominatrice supérieure à la force humaine et la vertu sociale par excellence, la vertu d'humanisme (jen-yi) qui caractérise l'homme digne de son titre d'homme.

Et d'ailleurs pourquoi la Chine n'aurait-elle pas été pacifique ? Riche de par les produits naturels de son sol et de son sous-sol, le Chinois est un agriculteur et, comme le paysan de n'importe quel pays, il a horreur de ce qui détruit ses récoltes, sa paisible demeure, de ce qui l'arrache aux travaux de la terre, pour aller tirer de la lance, de l'arc ou des armes plus perfectionnées.

En remontant dans l'histoire si longuement ancienne de la Chine, nous voyons bien l'Empire du Milieu coloniser ses voisins, recevoir des tributs,

1. Meng-tseu. Son nom latinisé par les missionnaires chrétiens est devenu Mencius pour les Occidentaux, il vivait à la fin du iv^e siècle av. J.-C.

2. 570 av. J.-C.

3. 551 av. J.-C. Son nom latinisé est Confucius.

mais à cette époque, la Chine jouait en Extrême-Orient le rôle que plus tard Rome devait jouer en Occident. Quand l'empereur Wou mourut en 87 av. J.-C., la Chine avait atteint le royaume des Parthes et le pays unifié était parcouru par de riches marchands (1).

Dans la première moitié du xix^e siècle, la Chine sera encore la seule puissance asiatique capable d'imposer sa volonté par la force des armes et d'assurer une protection à ses voisins. Comme la civilisation romaine, la civilisation chinoise a rayonné au point d'attirer à elle les peuples faibles ; la Chine les a annexés pacifiquement et pourtant même ces extensions de territoire ont été combattues par les « Lettrés ». Il faut lire la célèbre « délibération sur l'abandon de Tchouyai » (2) pour se rendre compte de l'anti-impérialisme des « Lettrés ». Cet écrit condamnait l'annexion de Tchouyai « Berge des Perles » ancien état situé dans la province de Koangton ; il proclamait la nécessité de laisser en paix les « barbares du Sud ». Car pour les Chinois, fiers de leur civilisation supérieure, tous les étrangers étaient des « barbares », que l'on pouvait accueillir s'ils demandaient à se « chinoiser » par le seul fait de la crainte ou de l'admiration, mais que l'on n'avait pas le droit d'aller subjuguier. Refuser les tributs offerts aurait été une sorte de péché d'orgueil, d'acte contraire à l'humanisme, vertu primordiale,

1. *Le triple Démisme de Suen-Wen*, op. cit., 1^{re} partie, p. 129.

2. V. *Le triple Démisme de Suen-Wen*, op. cit., p. 92 et suiv.

et c'est pourquoi la Chine proprement dite a plutôt été conquise qu'elle n'a conquis, mais ses conquérants se sont eux-mêmes chinoisés, par suite de l'influence forcée d'une civilisation supérieure sur une inférieure ; ils ont été englobés dans la nation. Pour se défendre contre les incursions de ses voisins guerriers, les Turcs, les Mongols, les Tartares, l'Empire chinois a toujours loué des mercenaires, parce qu'on « ne se sert pas d'un honnête homme pour faire un soldat », dit un proverbe, comme « on ne se sert pas de bon fer pour faire des clous » (1).

Mais ce fut précisément cette richesse naturelle répartie à l'Empire du Milieu qui fut la cause des malheurs venus de l'extérieur. La question économique n'est pas née d'hier et les luttes de peuples pour la conquête d'un territoire particulièrement favorisé datent de longtemps. Les Grecs tournaient leurs regards vers Troie, parce que Troie était la porte de l'Asie, la porte par où arrivaient les richesses du merveilleux Orient. Les Turcs firent au x^v^e siècle la guerre à l'Empire Byzantin, parce que le faste, le luxe, les richesses de Constantinople fascinaient ces conquérants. « Ta-tchin » (2), telle était la dénomination qu'ils donnaient à l'Occident romain, mieux connu d'eux que la véritable Chine qu'ils appelaient « Tchina ».

La même faim de richesses, la même « faim de

1. Brenier, *L'illusion jaune. Annales des Sciences politiques*, 1898, p. 249.

2. La grande Chine.

terre » jettera l'Europe à la conquête des routes maritimes conduisant à cet Empire que le voyageur italien, Marco Polo, avait dénoncé au ^{xiii}^e siècle, comme « le pays le plus riche du monde ».

De la fin du ^{xv}^e siècle date en effet la ruée vers l'Asie extrême. C'est vers elle qu'allait Christophe Colomb avec les caravelles du roi Ferdinand d'Espagne et c'est à ces rives enchantées, dont le commerce était une source immense de richesses pour les nations occidentales que le navigateur génois avait cru atteindre. Il mourut avec cette conviction.

Depuis le début du ^{xv}^e siècle Tamerlan avait séparé l'Europe de la Chine et son immense Empire interceptait les relations commerciales de l'Occident. Vasco de Gama en atterrissant à Calicut après avoir doublé le Cap de Bonne-Espérance ouvrit la route maritime vers la Chine et dès lors la course de l'Occident vers l'Extrême-Orient s'organisa et se développa.

L'on a pu dire que, derrière nos généraux chinois (1), se cachait toujours un diplomate, nous pourrions dire que, derrière les missionnaires ou commerçants de l'Europe se déguisait toujours la diplomatie des puissances désireuses de trouver en Chine la terre d'expansion nécessaire à leurs mar-

1. Voir ce qu'écrit sur le général Pan-tchéo M. G. Maspero dans son livre *La Chine*, p. 26, Paris, 1925 : « Pour ce général, c'est à l'esprit de combattre l'épée, qui n'est qu'un argument qu'on emploie en désespoir de cause. Se battre, gagner une bataille, c'est l'œuvre brutale et sans intérêts. »

chés, à la production constante de leurs étoffes, de leurs machines et de leurs armes perfectionnées et à leur soif des richesses minières ou agricoles de l'Empire chinois (1).

En étudiant l'histoire de l'évolution des relations de la Chine et des puissances, nous verrons un grand Empire asiatique longtemps ouvert et accueillant aux étrangers se refermer graduellement puis se rouvrir sous la pression forcée des conquérants. Pacifique et faible, l'Empire chinois a cru pouvoir s'enfermer chez lui comme le philosophe dans sa Tour d'ivoire sans tenir compte des convoitises humaines et de l'interdépendance toujours grandissante des peuples modernes. La réalité, dure à son habitude, a arraché le rêveur à son fier isolement, l'a jeté dans la mêlée des peuples et lui a appris à lutter pour vivre.

1. V. *Rev. gén. de Dr. Int. public: La question chinoise*, par G. de Lapradelle, 1901, p. 320 et suiv. ; Elysée Reclus, *La Chine et la diplomatie européenne*. Paris, p. 4.

PREMIÈRE PARTIE

LES RELATIONS DE L'EMPIRE CHINOIS AVEC LES PUISSANCES OCCIDENTALES AVANT LE XVII^e SIÈCLE

CHAPITRE I. — L'antiquité et le moyen âge.

« Souvent, écriront les annalistes chinois, les souverains de Ta Tsin ont voulu se mettre en rapport avec la Chine, mais les Parthes jaloux de conserver le monopole des soies chinoises les ont toujours empêchés. » Les Parthes détenaient en effet la grande route commerciale entre la Chine et l'Europe ; ils avaient tout avantage à monopoliser l'exportation des richesses de l'Extrême Orient. Leurs successeurs, les Ommiades, puis les Persans, les Arabes, les Turcomanes firent de même. Ils isolèrent des consommateurs de l'Occident la Chine productrice de denrées recherchées. Les Romains, amateurs des riches étoffes tissées par les Sinae (1), n'ignoraient pas le pays qu'ils désignaient sous le nom de Sérique (2), qui était habité

1. Sinae : les Chinois du Sud.

2. Sérique : pays de la soie ; Chinois du nord : Seres.

par les Seres dont le qualificatif le plus souvent employé « *ultimi* » indiquait bien qu'ils étaient les derniers habitants du monde alors connu. C'est à cette frontière ultime de la terre que vinrent des marchands romains à la recherche des tissus précieux et ceci très probablement à l'époque des Antonins. Certains historiens disent en effet que l'un de ces empereurs envoya des ambassadeurs au souverain chinois, mais les annales chinoises, en 166, notent l'arrivée de ces hommes venus de la Ta-Ts'in en ajoutant qu'ils n'étaient pas des ambassadeurs « parce que leurs présents n'étaient pas des objets précieux que la Ta-ts'in exporte ». Les relations commerciales existaient donc dans l'antiquité entre les mondes méditerranéen et chinois par les mers du Sud de l'Asie. Les Arabes, maîtres de la Perse dès 642, puis de Samarkand et voisins immédiats des possessions occidentales de la Chine, avaient le monopole du commerce avec l'extrême-Orient soit par la route terrestre soit par la route maritime. Canton était la seule ville où les étrangers étaient autorisés à commercer jusqu'à la destruction de cette ville en 879. La cité chinoise fut mise à sac par les commerçants arabes qui s'y étaient fixés. Alors pour un temps le commerce fut interrompu.

Il fut repris au XIII^e siècle par d'audacieux aventuriers, qui partirent à la cour du grand Khan Mongol Koubilaï. Les plus célèbres sont les Vénitiens Polo, dont l'un d'eux Marco gagna si bien la confiance de l'Empereur Mongol qu'il devint son « légat

enquêteur secret » durant 17 ans (1). Il a laissé le récit de son séjour à la cour mongole ; il a donné dans son célèbre *Livre des Merveilles* une description du pays qu'il parcourut. D'ailleurs la grande période mongole de 1260 à 1295 a été celle des grandes relations de la Chine avec l'Occident. La tolérance des Mongols de l'Iran de la maison Houlayou apparentée à celle de Koubilaï contrastait avec la zénophobie des Sultans Mamelucks d'Egypte. Aussi la route de Perse vers l'Inde et la Chine était plus fréquentée que celle de la mer Rouge. La route de terre était plus courte d'ailleurs. Elle passait par le Badakchan, le Thibet et le Koukounor ou par l'Asie Centrale et les Tien-chan. Elle offrait toutefois des dangers plus grands que la route maritime. Elle fut prise par des moines, par Jean Du Plan-Carpin, par Guillaume de Rubrouck, par Maro Polo à l'aller, par Odoric de Pordenone.

Au XIII^e siècle le franciscain Jean de Monte Corvino fut le premier missionnaire catholique qui pénétra en Chine, si l'on en excepte les Nestoriens, qui s'y étaient installés au VII^e siècle, y avaient édifié des églises avec l'autorisation tacite du gouvernement Chinois. Après le concile d'Ephèse, en 431, ces chrétiens schismatiques, repoussés de la Chrétienté, avaient trouvé un paisible refuge en Chine. Au XIII^e siècle ils avaient douze églises sous la

1. De 1277 à 1295, la dynastie des Youen (1280 ap. J.-C.) attira en effet les Occidentaux.

direction d'un patriarche qui résidait à Khan-balik (nom mongol de Pékin).

Le franciscain Jean de Monte-Corvino, fut également autorisé à s'installer à Pékin. Il devint archevêque de Khan-balik et le pape lui envoya des missionnaires. Ces prêtres eurent de l'influence sur les empereurs mongols si bien qu'en 1336, Togan Timour (1) envoya une ambassade à Benoît XIII. Deux chrétientés, celles de Pékin (2) et celle de Zayton, jouissaient de la liberté du culte. Les guerres civiles amenèrent la chute de la dynastie mongole. Togan-Timour (3) fut remplacé par la dynastie chinoise des Ming (1368-1644) qui fut isolée de l'Europe par la puissance du conquérant turc Tamerlan, dont le royaume en 1404 s'étendait sur la Mésopotamie, l'Iran, les plaines de l'Amou-Daria et de Syr-Daria. Comme ses prédécesseurs, Tamerlan gardait jalousement les routes commerciales de la Chine.

CHAPITRE II. — La découverte des routes maritimes.

Le partage du monde.

Les routes commerciales qui menaient en Chine étaient l'une au Nord, par la mer Noire, la mer Gaspienne et ensuite les Caravanes, à travers l'Asie

1. Exista jusqu'en 1369.

2. Exista jusqu'en 1362.

3. Chonen-ti.

Centrale, l'autre au sud par les ports de l'Egypte, de la Syrie et de la mer Arabique. Gênes avait le monopole de celle du Nord, et Venise de celle du Sud. La ligne gènoise fut rompue par les Tartares et les Turcs ; le commerce de Gênes fut sur le point d'être ruiné. Pour rétablir les affaires commerciales de Gênes, des navigateurs intelligents, qui croyaient à la sphéricité de la terre, parce qu'ils avaient observé la forme circulaire de l'horizon et la disparition graduelle des navires au large, parce qu'ils avaient médité les manuscrits des astronomes et des philosophes arabes eurent l'idée d'utiliser la rotondité de la terre pour trouver une nouvelle route vers l'Extrême-Asie. Un vaisseau, songeaient ces navigateurs, qui partirait devant lui, après avoir traversé le détroit de Gibraltar et gagné l'Atlantique devait toucher aux Indes (1). Toscanelli, ami du Gênois Christophe Colomb, qui avait étudié les écrits d'Averroës, était partisan déclaré de ce moyen de relever le commerce gènois. Mais les théologiens, européens vérifièrent l'orthodoxie de ce projet par la confrontation avec les textes des Pères de l'Eglise, de saint Chrysostome, de saint Augustin, de saint Jérôme, de saint Grégoire, de saint Basile, de saint Ambroise, avec les épîtres des apôtres, avec le Pantateuque, avec l'Evangile. Le Concile de Salamanque repoussa les idées de Toscanelli et de

1. Toscanelli avait construit une mappemonde terrestre, mais il évaluait la distance entre l'Europe et l'Asie par l'Atlantique, à celle de l'Italie au golfe de Guinée.

Colomb comme perverses ; Christophe Colomb quitta Gênes pour l'Espagne et c'est de là qu'il partit en août 1492, du port de Palos, pour l'Extrême-Asie.

On sait ce qu'il advint de la méprise de Toscanelli et de celle de Christophe Colomb. Espagnols et Portugais rivalisaient alors pour la conquête des routes maritimes assurant sur les eaux la suprématie de la route commerciale de l'Asie.

Par une bulle du 20 février 1494 (1) le Pape avait accordé aux Portugais la concession des terres qu'ils découvriraient depuis le cap de Bojador jusqu'aux Indes inclusivement.

Lors de son premier voyage, Christophe Colomb, avait remarqué la déviation de sa boussole à l'Ouest, alors qu'il se trouvait à deux degrés et demi à l'est de Corvo, une des Açores ; cette déviation s'accroissait à mesure qu'il avançait. D'autres que lui avaient noté cette inclinaison, mais le premier il trouva le point d'immobilité. A son retour, il nota le même phénomène, seulement en sens inverse. La variation du côté de l'ouest diminuait graduellement jusqu'à ce qu'il eut atteint le plein Nord. Christophe Colomb en conclut que la ligne de non variation, limite certaine entre l'hémisphère oriental et occidental était fixe et déterminable. C'est pourquoi l'Espagne, arguant des découvertes du navigateur Gênois, demanda au Pape Alexandre VI, un Borgia

1. La date de la bulle est incertaine, mais en général on indique celle que nous donnons d'après l'*Histoire générale de la Chine*, de H. Cordier, 1920, t. III, p. 285 et suiv.

qui était espagnol, de démarquer les possessions du Portugal et de celles de l'Espagne. La bulle pontificale du 2 mai 1493 donna à l'Espagne toutes les terres situées à l'Occident d'une ligne tirée d'un pôle à l'autre et passant à cent lieues à l'ouest des Açores et des îles du cap Vert. Les Portugais avaient toutes les nouvelles terres à l'est de cette ligne (1).

La bulle du Pape mécontenta les Portugais ; rivaux sur les mers des Espagnols. Ils cherchèrent à contourner le continent africain et, le 9 juillet 1497, trois navires commandés par Vasco de Gama doubleraient le cap de Bonne-Espérance (2) et arrivèrent le 19 mai 1498 à Calicut sur la côte de l'Inde. Conformément à la bulle de 1493, les Portugais conquerraient par ce voyage à l'est le droit au commerce de ces régions dénommées « Indes », d'où provenaient les épices et les soieries vendues si cher sur les marchés d'Occident. La conquête « du pays des épices » par le Portugal enleva à l'Italie sa prospérité commerciale. La Méditerranée fut détrônée par l'Atlantique comme plus tard nous verrons le Pacifique concentrer l'activité maritime des Puissances. A dater de 1498, la situation du petit royaume portugais devient merveilleuse ; il est le premier état

1. H. Cordier, *Histoire générale de la Chine*, t. III, p. 149, *op. cit.*

2. Cap de Bonne-Espérance, ainsi dénommé par Jean II de Portugal, après que Barthélemy Diaz eut doublé le cap des Tempêtes et trouvé la mer libre vers le Nord.

maritime d'Occident ; il se croit tout permis et part à la conquête de l'Extrême-Orient.

La plupart des historiens fixent la date de 1517 pour la première incursion portugaise en Extrême-Orient. Mais une lettre de Florentin Andréa Casali, écrite de Cochin le 6 janvier 1515 à Julien de Médicis, semble indiquer pour ce premier voyage celle de 1514. « L'année passée, écrit-il, nos Portugais naviguèrent à la Chine et on ne leur permit pas de descendre à terre (1). » Le premier Portugais, qui soit allé en Chine, ou tout au moins, le premier dont l'histoire nous ait conservé le nom serait un parent de la femme de Christophe Colomb, Raphaël Perestrello. Il aurait fait le voyage à bord d'une jonque envoyée par Abbuquerque, gouverneur de Malacca en 1515. Il y fut bien reçu ; en 1518, les Portugais obtinrent le droit de débarquer à Canton et d'y faire le commerce.

Mais, tout de suite, ils montrèrent des allures de conquérants, comme si ces régions leur appartenaient. Ils prirent ombrage des Arabes paisiblement installés en cette ville et qui n'avaient jamais eu d'autres prétentions que de commercer avec les nationaux. Les Portugais se croyaient des droits sur les « terres des épices » de par la bulle pontificale de 1493 et ils voulaient écarter tous ceux qui pouvaient nuire à leur commerce ; ils savaient que derrière eux d'autres occidentaux arriveraient et tenaient à s'assurer

1. H. Cordier, *op. cit.*, t. III, p. 118

la prépondérance. Leurs navires ne sont pas des caravelles comme celles des Arabes, mais des navires armés de canons et d'armes à feu, qui attirent la méfiance des habitants de Canton ; ils pourchassent les Arabes, puis ne tardent pas à maltraiter les princes et les habitants. Bientôt la population rejette à la mer ces pirates belliqueux et inflige aux prisonniers portugais le châtimement réservé aux détrousseurs de grand chemin, aux voleurs. On coupe en morceaux les occidentaux, qui n'ont pas eu le temps de regagner les navires. Mais les Portugais ne renoncent pas pour cela à la Chine, car les Espagnols arrivent par l'ouest dès 1520, se conformant ainsi à la bulle pontificale sur le partage du monde. Sous le commandement de Ferdinand Magellan, cinq vaisseaux partis de Séville le 10 août 1519 contournent le continent sud américain au cap Horn et traversent le grand Océan, le Pacifique.

Magellan fit voile à l'ouest, toucha terre aux îles Mariannes et fut tué en ces régions soit par des sauvages, soit par son équipage. Son lieutenant prit le commandement, doubla le Cap de Bonne-Espérance et le 7 septembre 1522, entra dans le port de Saint-Lucas près de Séville après avoir accompli pour la première fois le tour du globe terrestre.

Dès l'année suivante, les Espagnols s'installèrent aux Philippines et s'efforcèrent d'établir des relations avec le Fou-Kien ; ils obtiennent le monopole du commerce étranger dans l'île de Amoy.

Les Portugais envoyèrent en 1521 un ambassa-

deur à Pékin dans le but de négocier avec l'Empereur un traité de commerce au nom de leur roi. Les mandarins locaux, charmés par les cadeaux, le reçurent fort bien et il conçut grand espoir d'arriver à ses fins ; mais, pendant qu'il était sur le point de négocier, le Sultan de Banton fit savoir à Pékin que les Portugais s'introduisaient non avec de seules idées commerciales, mais en vue de conquérir du territoire et d'en chasser les habitants comme ils l'avaient fait à Coa et à Malacca. La traduction de la lettre du Roi de Portugal à l'Empereur de Chine fut faite par un musulman, et elle fut jugée insolente. Le terme de frère était habituel entre les souverains d'Occident ; il ne l'était pas en effet entre l'Empereur de Chine et les souverains des pays limitrophes qui s'adressaient à l'Empereur pour être admis au titre de tributaires. Thomas Pirès échoua et l'on ne sait au juste quel fut son sort. En 1535 les Portugais n'ont plus que Macao pour commercer avec la Chine Méridionale. Mais il y a ici un fait important à noter, c'est la location, sans délai, du port de Macao aux Portugais. L'administration de ce port fut mise à la disposition de ces derniers moyennant un loyer annuel de vingt mille taëls (1). Le bail avait été établi sans stipulation de délai. L'on a vu dans cette concession l'origine des territoires à bail dont nous parlerons plus loin, mais le texte officiel constitutif de cette location fait

1. Chiffre réduit en 1582 à 500 taëls.

défaut. Etait-il un accord de nation à nation, ou une simple faveur consentie par l'administration locale ? Cette situation des Portugais à Macao a duré jusqu'en 1849 et nous aurons à en reparler.

Toutefois les exactions des Portugais, et en particulier le massacre sans raison de tout un village par Lancerole Pereire, attirèrent la colère des Chinois sur leur colonie. Celle-ci fut en effet complètement détruite en 1545. Douze mille chrétiens, huit cents Portugais et quatre-vingts navires furent anéantis ou brûlés. L'orgueil et l'impérialisme portugais avaient été cause de ce massacre ; ces étrangers, ces « barbares d'Occident » étaient considérés comme la « malédiction » de Dieu. Mais, tenaces et habiles, les Portugais cherchaient à gagner par leurs présents la sympathie des Mandarins ; ils les intéressèrent à la prospérité de leur commerce, si bien qu'en 1549, lors d'une nouvelle révolte contre eux à Tchang-Tchéou du Fou-Kien, ils trouvèrent de secrets protecteurs dans les hauts fonctionnaires. En 1557, les Portugais s'établissaient à l'extrémité de la presqu'île de Macao, dans l'estuaire de Canton, mais en 1578 la prudence chinoise barra l'isthme par un mur, qui isolait Canton et ce ne fut qu'en 1578 qu'il les autorisèrent à trafiquer en cette ville. Les Portugais apprennent à connaître le caractère chinois. Ils s'insinuent dans la vie de l'Empire avec précaution ; ils pénètrent les mœurs et les coutumes. Ils cherchent à rendre des services importants à la dynastie des Ming qui est en lutte contre

les Mandchous. Ils lui fournissent des hommes, des canons, des fusils, des munitions. Ils les aident dans la lutte contre les Pirates qui infestaient l'estuaire de la rivière de Canton.

Il le faut bien d'ailleurs. D'autres concurrents occidentaux arrivent. Ce sont les Anglais et les Hollandais. La première tentative maritime anglaise pour la Chine date de 1596. La grande Reine Elisabeth écrit à l'Empereur du Céleste Empire pour lui demander son appui pour cette expédition, mais la mission ne parvient pas à destination. Il faut attendre le ^{xvii}^e siècle pour voir se dessiner la conquête commerciale du Pacifique par l'Europe. Les Russes vont eux aussi s'avancer vers l'Est et en 1587, nous les trouvons à Tobolsk, en marche vers le Pacifique. Ce sont eux qui vont obtenir le premier traité avec la Chine. Voici venir également des missionnaires chrétiens ; le P. Ricci arrive à Pékin en 1581 et il va gagner la confiance de l'Empereur Ming Chen-tsong par son savoir.

En 1584 paraît à Anvers la première carte de la Chine éditée en Europe d'après des documents chinois.

Désormais la Chine, l'Empire du Milieu, l'Empire des Fleurs, la Terre des dix-huit provinces, la fabuleuse et riche Chine n'est plus isolée à l'extrémité du monde. Les convoitises de l'Occident sont à sa porte et elle cherche en vain à la fermer devant l'envahisseur. Le Pacifique attire l'Europe et les rivalités des Puissances Occidentales vont s'exercer devant la Chine figée dans ses antiques conceptions de cérémonial et de prédominance.

DEUXIÈME PARTIE

LES PUISSANCES EN CHINE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES ET JUSQU'A LA GUERRE DE L'OPIUM

CHAPITRE I. — Les Portugais.

Nous avons vu que l'arrivée et l'installation des Portugais sur le littoral Chinois ne se fit guère pacifiquement. Pourtant avant le xvi^e siècle, le « Pays de la Soie », le riche « Pays des Epices » était ouvert ; les échanges commerciaux se faisaient paisiblement à travers l'Asie Centrale ou par l'Océan Indien et l'Egypte. Gênes et Venise avaient dû leur prospérité à leur commerce avec l'Extrême-Orient. Pourquoi donc, dès le xv^e siècle, la Chine devient-elle rude à ceux qui veulent commercer avec elle ? Pourquoi essaie-t-elle de repousser l'arme à la main, ou de décourager par des vexations les Occidentaux qui arrivent sur des caravelles ? Tout d'abord parce que les Portugais (1) étaient venus en conquérants, avaient chassé les Musulmans, d'Ormuz, de Diu, de Malacca, portant par la victoire de Diu (3 fév. 1509) un coup terrible au commerce des

1. *Vide supra*, p. 21.

Musulmans dans l'Inde. La prise de Malacca le 11 août 1511 par Albuquerque avait eu un grand retentissement en Extrême-Orient. La Chine s'était alors repliée sur elle-même; elle était revenue aux anciennes traditions qui lui prescrivaient d'accueillir les « Barbares » s'ils s'inclinaient devant sa civilisation supérieure et de s'isoler de ceux qui ne voulaient pas rendre hommage à l'Empereur, payer un tribut et se soumettre au lieu de chercher à soumettre.

Les Portugais tout d'abord ont été cause de la fermeture progressive de la Chine au xvi^e siècle. Il fallut les considérations dont nous avons déjà parlé, aide dans la lutte contre les Pirates établis dans les îles (1) de l'estuaire de Canton, pour qu'elle leur ait donné la permission de s'établir dans le port de Macao en 1557, d'y payer sous forme de location un tribut, de n'avoir à acquitter aux douanes du Céleste Empire que la taxe payée par les marchandises chinoises elles-mêmes. Ce privilège était tel que les Portugais accordaient conjointement avec les autorités chinoises aux Espagnols installés à Manille le droit de venir commercer à Mocao.

En reconnaissance, les Portugais aidèrent les souverains de la dynastie chinoise Ming dans leur lutte contre les Mandchous dans la première moitié du xvii^e siècle. En 1647, en 1649, ils fournirent des soldats, des officiers, de l'artillerie à la Chine. En

1. On dénommait ces îles « Ladrões ».

1651, c'est même sur le conseil des Portugais que l'Impératrice douarière députa au Pape Innocent X le Jésuite Boym, afin de demander par l'intermédiaire pontificale l'aide de l'Europe contre les envahisseurs mandchous. Cette mission demeura sans résultat, mais les Portugais avaient en 1662 obtenu le droit de trafiquer à Canton ; lorsqu'on leur retira ce droit, ils envoyèrent une ambassade spéciale à Pékin qui l'obtint à nouveau en 1670.

En 1727, l'ambassadeur Meneses fait confirmer leurs privilèges aux Portugais qui ne cessaient de s'opposer à l'octroi aux autres étrangers de faveurs comparables aux leurs.

Au ^{xix}^e siècle l'importance de Macao est très amoindrie comme nous le verrons plus tard par l'installation des Anglais dans la baie de Hon-Kong et son établissement en port libre. En 1846 les Portugais pour lutter contre la concurrence anglaise supprimèrent les douanes et en 1849 ils firent même supprimer les douanes chinoises, malgré l'opposition de la Chine.

Ce conflit ne fut réglé avec le Portugal qu'en 1887 ; dès 1849, les Portugais cessèrent aussi de payer la redevance annuelle qu'ils versaient à la Chine depuis le ^{xvi}^e siècle pour la location du port de Mocao ; la Chine refusa également jusqu'au traité de commerce de 1887 de connaître les consuls portugais.

CHAPITRE II. — Les Espagnols.

Rivaux du Portugal quant à la conquête des routes maritimes au xvi^e siècle, les Espagnols n'ont joué au xviii^e siècle qu'un rôle effacé en Chine et leur puissance coloniale porte plus ombrage à l'Angleterre qu'au Portugal. Le 29 avril 1587 les Anglais brûlent les navires espagnols et détruisent leurs approvisionnements. La rivalité s'accroît entre Philippe II et la reine Elisabeth. Le roi d'Espagne projette une grande revanche contre l'Angleterre, mais « l'invincible Armada » est détruite en 1588 avec ses 130 vaisseaux, 2400 canons, 16.000 marins, 19.000 soldats.

Il en résulte la déchéance maritime de l'Espagne sur le Pacifique. Les Espagnols se contentent de commercer avec l'autorisation des Portugais et des Chinois à Macao et s'installent en Indo-Chine, au Cambodge, ne jouant dans l'Empire du Milieu qu'un rôle très secondaire. Seuls, leurs missionnaires les y représentent.

CHAPITRE III. — Les Hollandais.

Les véritables rivaux des Portugais apparaissent devant Canton en 1601. Ce sont les Hollandais, ceux-ci à la fin du xvii^e siècle cherchaient la route des Indes par le Nord et ce fut précisément l'un

des leurs, prisonnier à Lisbonne en 1594, Cornelius de Houtman d'Alkmaar, qui rapporta en Hollande des renseignements sur l'Océan Indien. Il avait enquêté durant sa captivité auprès des pilotes et des négociants. Sitôt libéré, Houtmann s'empressa de former une « Compagnie dite des Pays lointains » (1595). Le premier voyage eut lieu en 1597 sous sa direction ; Houtman commandait 4 vaisseaux ; le voyage dura deux ans et quatre mois. De nouvelles expéditions partirent d'Amsterdam, de Zélande, de Rotterdam. La célèbre « Compagnie des Indes Orientales » date de 1602, après l'établissement des Hollandais à Java (1604). En 1603, les Hollandais envoient une ambassade, ambassade Matelief (1607), afin d'obtenir des avantages comparables à ceux des Portugais, mais ils échouent. En 1609 Pierre Both était nommé gouverneur général des Indes Orientales, et sous son troisième successeur, Jean Pietersz Coen, le fort de Jacatra recevait le 11 mars 1610 le nom de Batavia.

Coen entreprit alors la première véritable expédition pour la Chine. Les Hollandais voulaient en chasser les Portugais.

Les instructions données à Cornélis Reyersz portaient la prise de Macao et l'établissement sur un point de la côte chinoise. Royersz arriva devant Macao le 19 juin 1622, mais les Portugais aidés des Chinois l'obligèrent à s'en éloigner le 24 juin après une défaite. Remontant le long du littoral, il s'em-

para des îles Ponghon ou Pescadores dans le détroit de Formose.

Toutefois les Chinois s'inquiétèrent de voir les Hollandais si près du Fou-Kien et ils obtinrent qu'ils s'éloignent et s'installent dans l'île neuve de Formose, à (Tai-ouan). L'arrangement fut pris le 19 février 1625 par le premier gouverneur de la colonie Martin Sonk.

Mais les Japonais étaient alors les maîtres à Formose où ils faisaient le commerce. Les Hollandais eurent à lutter contre eux et contre les Espagnols qui avaient l'intention de s'y installer. En s'entendant avec les Japonais, les Hollandais, de 1626 à 1684, se fortifièrent dans l'île de Zolandia et en 1742, ils finirent par rester seuls maîtres de l'île, où ils apportèrent leur foi.

Ayant appris par le Père Martini, qui se rendait en Europe par Batavia, que le nouvel Empereur avait autorisé les étrangers à trafiquer librement à Canton, ils envoyèrent en janvier 1653 un agent, le négociant Frédéric Schedel, au mandarin de Canton, pour obtenir l'autorisation de commercer. Les Portugais agirent naturellement contre l'envoyé Hollandais, mais infructueusement puisqu'il put laisser, à Canton, Pierre Bolle à la tête d'un comptoir permanent. Toutefois les intrigues continuelles des Portugais forcèrent Pierre Bolle à s'en aller de Canton. De nouveau Schedel et Zacharie Wagenaer tentèrent de les déjouer, mais en vain. Le grand conseil de Batavia fit alors choix comme ambassadeur de

deux nobles commerçants : Pierre de Goyer et Jacob de Keyser. Ceux-ci quittèrent Batavia le 14 juin 1655. Une tempête les empêcha d'entrer à Macao ; l'un des bateaux, le *Kourkarcke* arriva près de Canton le 18 août 1655, l'autre, le *Blomendaël* quarante-huit jours plus tard. Les mandarins locaux s'efforcèrent d'empêcher les envoyés de la Hollande d'aller à Pékin. Toutefois ils arrivèrent à la capitale le 17 juillet 1656. Le missionnaire allemand, Adam Schall, joua un grand rôle dans les pourparlers. Les Hollandais furent reçus par l'Empereur comme des envoyés d'un pays tributaire ; on leur accorda quelques avantages commerciaux et la faveur d'apporter leur tribut tous les huit ans.

Mais en 1662 le grand pirate chinois Tcheng-tcheng-Kong (Koxinga) força les Hollandais à abandonner Formose.

Toutefois, ceux-ci gardaient les passes qui conduisaient à l'Empire du Milieu et continuaient leur lutte contre les Portugais dont ils avaient pris presque toutes les Colonies (1). Les Portugais restaient à Macao et conservaient les privilèges que leur avait accordé la Chine.

Les Hollandais, d'ailleurs, s'étaient fait détester des Chinois. « Ils sont, écrivait en 1717, un général Chinois de Khonang-tong, les plus méchants et les plus irritables de tous les hommes. Semblables à des tigres et à des loups féroces, ils jettent l'effroi

1. Sauf Goa.

partout. Dès qu'ils ont abordé à quelque terre, ils cherchent les moyens de s'en rendre maîtres. Leurs vaisseaux sont à l'épreuve des tempêtes. Chacun porte au moins cent canons. Personne ne peut leur résister (1). »

En vain « l'East India Company » envoie ses doléances à Pékin. Son comptoir d'Amoy (2) subit toutes les vexations. En 1756, son envoyé à Pékin chargé d'exposer ses plaintes est emprisonné et son comptoir d'Amoy est détruit ; les bateaux anglais ont l'ordre de n'y plus aller et les bateaux français sont officieusement informés qu'ils ont intérêt à n'y point accoster.

Les Hollandais, par leur attitude de conquérants, heurtaient le caractère chinois habitués à voir les négociateurs étrangers se plier à leurs exigences, au cérémonial strict ; ils ont contribué à la fermeture de la Chine.

Ce ne fut qu'en 1863 que la Hollande obtint un traité de commerce.

CHAPITRE IV. — Les Anglais.

La première expédition anglaise en Chine date de 1596 (3) ; nous avons vu plus haut ce qu'il en advint.

1. *La Chine*, par G. Maspero. Paris, 1925, II, p. 98.

2. Eloignée de Canton par les Portugais, la Cie Orientale des Indes s'était installée à Amoy en 1615.

3. V. *suprà*, p. .

Dès 1604, Jacques I, Roi d'Angleterre, avait accordé à Sir Edouard Michel-Borne, la permission de commercer au « Cathay, Chine, Japon, Corée et Cambodge ». Mais la première expédition anglaise eut lieu en 1634. John Wedel, qui commandait l'escadrille arriva devant Canton. Il demandait à conclure un traité de commerce au nom de son roi, Charles I. Toutefois les Portugais, qui avaient déjà à écarter les Hollandais, représentèrent aussitôt les Anglais comme de dangereux hérétiques sans scrupules. Ils poussèrent les Chinois à attaquer l'escadrille anglaise. Celle-ci offrit une résistance qui les surprit ; Chinois et Portugais plièrent, pour revenir ensuite au vieux système d'escarmouches lassantes. La ténacité anglaise mit en échec l'astuce des Portugais, et les Anglais développèrent leur commerce à Macao même, qui était devenu le grand marché international pour le thé, la porcelaine et la soie. Dès cette époque, ils introduisirent sur le sol chinois le funeste opium comme médicament. Ils apprirent aux Chinois à le fumer et son commerce prit une extension considérable. La Chine qui voyait se multiplier les incursions étrangères sur son littoral, chercha à tirer parti du commerce avec l'étranger pour la prospérité des finances de l'Empire. En 1702, le ministère des Finances — « Le Houpou » — nomma un fermier général des exportations, avec qui les étrangers représentés par leurs Grandes Compagnies étaient seuls autorisés à trafiquer. Ces étrangers d'ailleurs étaient parqués sur la rive

gauche de la rivière de la Perle dans les magasins spéciaux.

Bientôt prenant modèle sur les Européens, la Chine remplaça le fonctionnaire impérial par un groupe de marchands qui eut le privilège exclusif du commerce avec l'extérieur. Ce groupe reçut le nom de Ko-Hong et les occidentaux les désignaient sous le nom de Hong-Merchants ou de Hannistes. Ces hannistes étaient responsables vis-à-vis des autorités chinoises des transactions commerciales maritimes ; ils l'étaient aussi des faits et gestes des officiers et de l'équipage tout entier des navires étrangers. Les amendes pleuvaient sur eux et leur vie était parfois menacée. En revanche ils faisaient la loi commerciale, fixaient les droits de douane et les pénalités pour ceux qui contrevenaient à ce qu'ils avaient décidé. Les conditions même de vente relevaient d'eux.

Les rapports devinrent si difficiles entre les hannistes et les Européens que ceux-ci protestèrent à maintes reprises. Afin de ne pas écarter l'étranger qui était une source de bénéfice pour le Trésor public, la Chine faisait droit à ces revendications, mais ensuite rétablissait sous une autre forme un système analogue.

A cette même époque (1702) les deux Compagnies anglaises se fondaient en une seule, la « United Compagny of Merchants trading to the East India, » qui, jusqu'en 1834 accroît malgré les Portugais son commerce en Extrême-Orient.

En 1742, l'Angleterre, pour soutenir les réclamations de cette Compagnie, est obligée d'envoyer devant Moco un navire de guerre. Le *Commodore Anderson* est forcé de braquer ses canons sur la ville de Canton pour obtenir qu'il soit fait droit aux demandes anglaises. Mais il est à peine parti, que la Compagnie a les mêmes difficultés et, de guerre lasse, songe à s'établir à Ning-Po.

Pour trouver une base d'entente, les Anglais ont recours en 1762 à un ambassadeur qui doit porter à Pékin leurs réclamations. Elle choisit un Anglais, Flint (1), qui habite la Chine et qui parle le chinois comme un naturel. Il ne se conforme pas aux usages et est jeté en prison durant trois ans pour le punir de son audace d'avoir été à Pékin protester au nom de l'Angleterre.

En 1773, l'Anglais Scott ne réussit pas davantage, il est pendu et, l'année suivante, un marin anglais cause la mort d'un Chinois, il est châtié de la pendaison.

Les Anglais décidèrent en 1792 d'envoyer à l'Empereur de Chine une importante ambassade tant par les personnages choisis que par leur nombre et la somptuosité dont elle s'entoura. L'ambassade coûta à l'Angleterre 30.000 liv. sterl. ; le chef de la mission, Lord Macartney, était un ancien gouverneur des Indes entouré d'hommes éminents.

De somptueux présents étaient portés à l'Empe-

1. Flint était directeur de l'« United Company of Merchants trading to the East India. »

reur de Chine au nom du roi d'Angleterre. Le but de la mission était d'obtenir l'autorisation de commercer, au Chou-san, à Ming-po et à Tien-tsin, l'abolition des droits de transit entre Canton et Macao ou tout au moins la diminution de ces droits. Les Anglais voulaient aussi obtenir des entrepôts de marchandises sur le sol chinois et à Pékin même.

L'ambassade fut, conformément aux coutumes chinoises, courtoisement accueillie à le-Hol, résidence d'été de l'Empereur. Les Anglais passèrent une année en Chine ; ils y furent traités avec faste comme des tributaires ayant apporté à l'Empereur du Milieu l'hommage d'un nouveau vassal. Lord Macartney crut s'être concilié l'Empereur, mais il n'obtint en réalité aucun des desiderata anglais et la coûteuse expédition rentra à Londres.

En 1802, l'Angleterre, à qui il fallait des entrepôts sur le sol chinois, tenta de conquérir par les armes ce que la diplomatie n'avait pu lui faire obtenir. Elle voulut occuper militairement Macao, mais les Portugais repoussèrent l'attaque. En 1808, l'expédition de l'Amiral Drucy devant Canton fut mise en échec par les troupes chinoises. L'amiral anglais dut se replier si vite qu'il sembla fuir ; il compromit le prestige anglais.

En 1814, une frégate anglaise voulut devant Canton se saisir de vaisseaux américains. Les Chinois protestèrent contre le droit que s'arrogeait l'Angleterre de contrôler les vaisseaux qui venaient trafiquer à Canton ; ils exigèrent que les marchands

britanniques retinssent cette frégate (1). Ceux-ci ne le purent ou ne le voulurent ; il s'ensuivit une crise aiguë entre fonctionnaires et commerçants. Toutefois l'Angleterre obtint le droit de correspondre directement sous pli fermé avec le gouvernement central, le droit d'avoir des serviteurs chinois et l'inviolabilité du domicile des Anglais.

Mais le gouvernement britannique tenait à développer son commerce avec la Chine ; l'usage du thé s'était répandu en Angleterre, tandis que l'opium de Bénarès devenait la principale marchandise importée en Chine (2). Les Anglais décidèrent de tenter un nouvel effort diplomatique pour améliorer les conditions de leurs relations commerciales avec l'Extrême-Orient. En 1817, ils chargent Lord Amherst (3), ancien gouverneur de l'Inde, de se rendre à Pékin. Le difficile était de trouver des interprètes capables de traduire les desiderata et d'introduire la mission suivant le cérémonial. Les Anglais s'adressèrent aux missions françaises qui refusèrent de leur fournir le personnel nécessaire. Ils demandèrent à un couvent italien, qui avait deux jeunes chinois, mais ceux-ci ignoraient le cérémonial de la cour à tel point que l'Ambassade anglaise ne put être

1. La frégate anglaise *Doris* pendant la seconde guerre des Etats-Unis captura un navire américain et amena sa prise à Macao. Les Chinois par protestation cessèrent tout commerce avec les Anglais d'avril à décembre 1814.

2. 3.210 caisses en 1816.

3. William Pitt, Baron Amherst.

reçue et sous ce prétexte que les rites d'introduction n'avaient pas été observés.

En 1834, le privilège de « l'United Cy of Merchants trading to the East Indies » cessa. Elle disparut et le gouvernement anglais dut entrer officiellement en lutte avec la Chine. A partir de cette date une ère nouvelle s'ouvre pour la Chine, elle entre dans les préoccupations diplomatiques de l'Occident, qui veut la contraindre d'ouvrir ses portes et de sortir de ses anciennes traditions d'isolement. Mais auparavant, encore une fois, le gouvernement anglais envoie une mission pour protéger ses nationaux en Extrême-Orient. Elle est dirigée par Lord Napier. Arrivé à Canton, le gouverneur ne veut voir en lui qu'un commerçant et refuse ses lettres de créance. Il lui conseille de s'adresser par supplique aux commerçants de Ko-hong. Lord Napier est froissé par cette façon de traiter un ambassadeur anglais. Il décide de se rendre à Pékin ; mais, il n'est pas accrédité à la Cour comme le veut le cérémonial, il ne peut voir l'Empereur, ni soumettre à la Cour aucune réclamation. Il retourne à Macao et y meurt de la fièvre (octobre 1834).

La Chine n'avait d'ailleurs jamais pu s'habituer aux « Barbares » anglais, qui s'étaient toujours montrés tenaces dans leurs revendications, qui exportaient l'argent chinois et qui débilitait les nationaux par le commerce de l'opium. Un censeur chinois, en 1838, présentait au trône le rapport suivant : « Partout les transactions souffrent, les revenus ne rentrent pas

parce que l'argent est cher et le billon déprécié. Or cette cherté de l'argent vient de ce qu'il sort du pays en masse, drainé par le commerce de l'opium... Maintenant les Anglais sont venus en Chine ; consommation qui fera sécher nos os, ver qui rongera notre cœur, ruine de nos familles et de nos personnes. Depuis que l'Empire existe, il n'a couru un pareil danger. C'est pire qu'un déluge universel, qu'une invasion de bêtes féroces. Il demande qu'on inscrive la contrebande de l'opium parmi les crimes punis de mort. »

Nous verrons plus loin la Chine proscrire le commerce avec les Anglais et la guerre en résulter avec ses pénibles injustices.

CHAPITRE V. — Les Français.

La France n'a guère commencé à s'intéresser à la Chine qu'au ^{xvii}e siècle. Auparavant son rôle est effacé. La Compagnie française des Indes limitait son activité aux Moluques et à l'Inde. Ce furent les Jésuites (1) qui attirèrent l'attention de Louis XIV sur la Chine ; par lettres patentes, en date du 25 septembre 1660, le Grand Roi fonda la Compagnie de Chine qui fusionna en 1664 avec la Compagnie des

1. Le Jésuite Philippe Couplet, Flamand venu de Macao en 1682 passant par Paris vit Louvois et le Duc du Maine qui décidèrent de le charger de leur désirata en Chine. Le Père La Chaise conseilla à Louis XIV de confier les intérêts de la France aux missionnaires Français.

Indes Orientales. Louis XIV et Colbert voulaient que les intérêts commerciaux marchent de pair avec les intérêts religieux et l'un et l'autre étaient assurés de la protection royale.

La première mission catholique française partit le 1^{er} mars 1685 et arriva en Chine, à Pékin le 7 février 1688. Elle était composée de savants dont le Père Gerbillon, qui apprit très vite la langue mandchou ; nous le trouvons comme interprète de l'Empereur Kanghi lors du Traité de Nertchinsk (12 août 1689). Le Père Verbiest avait en 1669 écrit en France pour demander des missionnaires français savants, capables de le seconder en Chine. Le Père Verbiest venait en effet de reconquérir par son savoir toute son influence auprès de l'Empereur de Chine, celui-ci avait, à sa majorité, constaté les erreurs faites dans le calendrier par un soi-disant Lettré chinois. Ce dernier avait remplacé, à la suite d'intrigues, le Père Schaal (1) dans la charge de Président du Tribunal des Mathématiques. L'empereur ayant eu recours aux savants européens et entre autres au Père Verbiest, celui-ci en profita pour faire rétablir le libre exercice de la religion chrétienne ; lors de la révolte du général chinois Won-

1. P. Adam Schaal, successeur du P. Ricci, mort le 11 mai 1610, avait obtenu la direction du tribunal des mathématiques, que dirigeaient depuis plus de trois cents ans les savants musulmans. La réforme du calendrier et la science du Père Schaal lui attirèrent la confiance du jeune prince, dont il devint le précepteur. Cette faveur lui attira la jalousie des Lettrés chinois qui obtinrent sa disgrâce et il aurait été condamné à mort sans l'intervention personnelle de la reine douairière.

Sang-Konei il aida l'Empereur de ses conseils, fit fondre plusieurs canons à la manière occidentale inconnue en Chine. Grâce à cette artillerie, l'Empereur Kang-hi dissipa les rebelles et s'affermir sur le trône. Ce fut à la suite de ce service rendu au Souverain que le Père Verbiest songea à s'adjoindre des missionnaires et écrivit à Louis XIV.

La mission française comprenait les jésuites, qui étaient les plus propres aux observations mathématiques et astronomiques ; ce furent les Pères Jean de Fontanay, Jean François Gerbillon, Joachim Bouse, Louis le Comte et Claude de Visdelon. Ils emportaient avec eux tous les instruments propres aux observations. L'orsqu'ils parvinrent en Chine (1688), le Père Verbiest venait de mourir.

L'Empereur, homme éclairé, chargea ces français instruits de composer en langue tartare des traités d'arithmétique et de géométrie. Lui-même devint leur élève et écrivit un livre de Géométrie. Il honorait les savants et tolérait les missionnaires, mais il défendait à tous ses sujets d'embrasser la religion chrétienne, peut-être par prudente sagesse. En effet, les nouveautés étrangères ne plaisaient ni aux bonzes ni aux mandarins. Le Tribunal des Rites se prononça contre eux, mais sans le faire ouvertement en raison de la protection de l'Empereur. Celui-ci intervint pour le rendre favorable aux Chrétiens et promulgua un édit de tolérance pour les églises chrétiennes en 1692. Toutefois il prévint ses amis d'écrire à leurs frères de province de n'avoir pas

trop à s'en prévaloir pour ne pas mécontenter les mandarins. Les Jésuites surent entendre cet avis ; de plus ils connaissaient la doctrine de Confucius et le respect des Chinois pour ce philosophe et pour ses prescriptions relatives au Culte des Ancêtres. Ils introduisirent dans leurs cérémonies l'hommage aux Défunts et le Pape Alexandre VI admit, en vue du progrès de la religion chrétienne, le mélange des rites chinois et des rites catholiques.

Mais les Dominicains et les missions étrangères, qui s'installaient en Chine, dénoncèrent les Jésuites auprès de l'Europe comme des apostats. Le Pape condamna les pratiques des Jésuites et envoya en 1720 un légat à l'Empereur de Chine, pour obtenir de lui la permission pour les Chinois chrétiens de se conformer aux décisions du Pape sur les cérémonies de l'Empire. L'Empereur de Chine ne pouvait admettre une compréhension aussi fausse de ce qu'il pouvait consentir ; il répondit que « les décrets du Pape étaient incompatibles avec les usages de l'Empire et que la religion chrétienne n'y pouvait plus subsister ».

L'Empereur Kang-hi mourut. Les lettrés se coalisèrent contre les missionnaires, les accusant de troubler la paix. Le nouvel Empereur porta la plainte des Lettrés devant le tribunal des Rites ; celui-ci fit un rapport concluant « à la tolérance des Européens utiles au calendrier et aux autres services », mais « à la nécessité de conduire à Macao tous les autres de nulle importance ». Le 11 janvier 1724, l'Empe-

reur rendit un édit conforme à cette décision.

Ainsi se termina la mission française, aussi scientifique que religieuse, que Louis XIV avait envoyée en Chine et que Louis XV avait soutenue.

En 1699 Louis XIV avait délégué à Canton une mission chargée de conclure un accord commercial ; elle obtint, pour les commerçants français, la liberté de trafiquer et de s'établir en cette ville, mais non d'y avoir un Consulat (1).

C'était en réalité les missions catholiques qui s'occupaient des Français en Chine et qui avaient facilité les relations commerciales de la France.

En 1742 une bulle du Pape Benoît XIV condamna comme hérétiques tous hommages rendus à Confucius et aux ancêtres. Les lois existant en Chine contre les sectes perverses furent alors mises en vigueur contre les missionnaires chrétiens. Les édits se succédèrent et, en 1814, la peine de mort contre tout missionnaire et la déportation contre tout chrétien furent insérées dans le code d'Empire « et pourtant, écrit un auteur catholique, les persécutions des chrétiens ne furent guère générales. Elles eurent lieu sur quelques points isolés de la Chine par la généreuse imprudence d'un missionnaire, la forfanterie maladroite d'un prêtre indigène, ou le zèle importun d'un magistrat soupçonneux ».

Nous verrons d'ailleurs plus loin comment les missionnaires servirent de prétexte à intervention

1. Le Consulat français ne fut autorisé qu'en 1776, il disparut sous la Révolution et fut rétabli en 1829 par Charles X.

aux puissances occidentales sur le territoire chinois.

Il faut attendre 1842, après le traité de Nankin, pour retrouver le gouvernement français réclamant des avantages en Chine et envoyant une mission diplomatique pour soutenir véritablement les intérêts français.

CHAPITRE VI. — Les Russes.

La fin du xvi^e siècle nous a montré les Russes en route vers l'Est à travers les steppes de la Sibérie.

Ils étaient établis à Tobolsk sur l'Irtych depuis 1587, à Iakoustk sur la Lena et ils exploraient l'Asie le long des affluents de ces fleuves. Ils avaient entendu parler par les Mongols du « Saghalien Oula » par les Chinois du Hei-long Kiang, le fleuve du Dragon Noir (1). En 1632, ils étaient sur les bords de mer d'Okhotsk. Dès 1643, ils dirigent leurs explorations vers l'Amour. Une expédition sous les ordres de Vasili Poyarkov (1643-1646) en descend le cours depuis le confluent de la Zeïa jusqu'à l'embouchure (1646). Khabaron renouvelle cette expédition et fonde Albazin sur la rive du nord du fleuve. En 1653 la première ambassade russe conduite par Isakovitch Baïkov avait essayé sans succès de négocier avec les Chinois et en 1654, le russe Stépanov se heurte pour la première fois aux Chinois qui lui

1. L'Amour, 4.400 km. (quatre fois la longueur de la Loire.)

oppose une résistance telle qu'il est obligé de rebrousser chemin.

C'est que l'activité des Russes, des « barbares » du Nord-ouest inquiétait les Chinois avec juste raison ; ils se fortifiaient dans les villes et prétendaient accaparer le droit de chasse sur les martres zibelines. En 1765, Nicolas Spatar Milesco fut chargé d'aller à nouveau négocier avec les Chinois. Il se rendit à Pékin et comprit de suite qu'il valait mieux conserver de bonnes relations avec les Chinois, mais les marchands moscovites n'en firent rien et continuèrent leur incursion en territoire chinois. Alors pour mettre fin à cette situation, l'Empereur Kang-hi (1) décida la destruction d'Albazin.

En 1685, la ville était rasée et les habitants conduits à Pékin. Mais les Russes, sitôt l'expédition chinoise partie, reconstruisirent la ville ; à nouveau l'Empereur en fait le siège ; Albazin résiste et des deux côtés on était las du siège, lorsqu'une Ambassade conduite par Galovine demanda à parler. Il proposa de cesser les hostilités et de régler les frontières en prenant le fleuve Amour comme limite des deux empires.

L'Empereur de Chine refusa. Les négociations furent longues ; ce fut le P. Gerbillon, dont nous avons parlé plus haut (2), qui persuada aux Russes de céder Albazin et d'accepter les limites proposées

1. Second des Empereurs Mandchous.

2. V. *supra*, p. .

par l'Empereur. Il revint même avec un traité de paix tout préparé et, de guerre lasse, Galovine le signa, abandonnant à regret les riches plaines de la rive Nord de l'Amour. Ce traité signé à Nertchinsk (1) le 12 août 1689 accordait comme frontières la Gorbitza (Kerbichi) (2) et les montagnes formant limite des eaux de l'Amour au sud et de la Léna au nord.

Ce premier traité officiel signé entre les Chinois et les Russes accordait à ces derniers la liberté de circuler et de faire le commerce en Chine pour tous leurs nationaux ayant des papiers en règle. Pour la première fois les Chinois avaient conclu un traité avec une puissance européenne et pour la première ils lui accordaient le droit de commercer à l'intérieur.

Mais c'est précisément cette liberté qui entraîna Pierre le Grand (3) à envoyer plusieurs ambassades à Pékin. Les colons russes étaient loin d'avoir une moralité parfaite et leurs incursions, leurs brigandages en territoire chinois mécontentaient l'Empereur K'anghi, qui n'accorda jamais à Pierre 1^{er} les remaniements de frontière qu'il souhaitait.

En 1692 une ambassade dirigée par l'Allemand Everard Isbrand arrivait à Pékin avec une très riche escorte. Mais l'ambassadeur de Russie dût rempor-

1. En chinois Ni pai T ch'ou.

2. Affluent de la Chilka.

3. (1689-1725).

ter la lettre du Tsar parce que le nom de Pierre I^{er} précédait celui de l'Empereur de Chine ; il venait demander l'autorisation de fonder un couvent russe dans la capitale chinoise.

Il y avait en effet à Pékin une petite colonie russe qui était un reste de la population d'Albazin. Ces Russes, déportés lors de la destruction de cette ville en 1685, n'avaient pas voulu rentrer en Russie après le traité de Nertchinsk. L'Empereur K'ang-hi les y avait pourtant autorisés, mais, installés à Pékin, certains s'y étaient mariés et commerçaient. Chaque année régulièrement arrivait une caravane de marchands moscovites apportant non seulement les produits russes, mais encore les produits de la Prusse.

En 1712, une ambassade chinoise envoyée par l'Empereur aux Tartares Tourgoutes, sur les bords de la mer Caspienne, traversa à deux reprises le territoire russe. Le gouverneur de Sibérie lui fit le meilleur accueil. Mais l'inconduite des marchands russes à Pékin fut telle qu'elle nécessita une mesure énergique du gouvernement chinois. L'accès de la ville leur fut interdit (1716).

Une nouvelle ambassade fut donc dépêchée à Pékin en 1720 pour demander au gouvernement chinois de revenir sur cette décision. Léon Ismaïlov fut choisi pour cette mission ; brillant officier et habile diplomate, il obtint de nouveau la libre circulation des caravanes à Pékin. Un Suédois, Lange, accompagnait Léon Ismaïlov ; il avait déjà fait de fréquents voyages à Pékin et l'Empereur lui

accorda la permission d'y demeurer pour s'occuper des sujets russes ; il fut le premier Consul de Russie en Chine, mais en 1722 il dut à nouveau quitter la ville, toujours à cause de l'amoralité et du sans gêne des marchands de la nationalité qu'il représentait. A ce moment la guerre faillit éclater, mais l'Empereur K'ang-hi vint à mourir et Pierre le Grand avait d'autres préoccupations. En 1725 le czar de Russie mourut et sa femme, Catherine I, envoya une ambassade à la cour de Pékin pour annoncer son accession au trône.

Le comte Sava Vladislavitch, chef de la mission, était chargé de profiter de cette occasion pour obtenir d'autres avantages commerciaux, une meilleure délimitation des frontières et une nouvelle réglementation des caravanes, avec l'autorisation d'ériger une église à Pékin. Cette ambassade ne put arriver à la ville impériale.

Elle conclut à Kiachta, le 21 octobre 1792, un traité favorable. L'art. 5 de ce traité reconnaissait l'installation de l'archimandrite Hilarion à Pékin. Ce Pape arrivé à Pékin en 1715 sans doute, était désigné sous le nom de « Lama » (1) et il était censé pour les Mandchous desservir une pagode. Le texte latin du traité portait « sacerdos » et dans le texte chinois, l'archimandrite était porté comme desservant une pagode. « Les Russes, dit le Père Wiéger (2), dans une traduction, demandent l'autorisation d'honorer

1. Moine du Thibet de religion bouddhique.

2. P. Wieger.

Bouddha et de réciter les prières selon leur usage ».

Les Chinois autorisaient donc non une église à Pékin, mais un temple de culte bouddhique. Il n'y avait donc pas contradiction entre cette autorisation et les mesures prises à cette même époque contre le christianisme.

Le traité de Kiachta (1727) a été la base des relations de la Chine et de la Russie pendant tout le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e. Il a permis aux Russes de s'établir d'une manière prépondérante dans la région de l'Amour, de développer d'une façon continue leur commerce dans les provinces du Nord de la Chine et à Pékin. Les incidents furent écartés par la diplomatie russe qui s'ingéniait à ne pas froisser la dignité chinoise ; c'est ainsi que depuis l'échec de la mission de 1692, le nom de l'Empereur de Chine précédait toujours celui de Czar de Russie.

Depuis lors, différentes ambassades refirent le chemin de Pékin. Par le traité de Kiachta, les Russes avaient accepté de ne pas se servir du port d'Okhotsk comme débouché commercial sur le grand Océan. Ce port d'ailleurs bloqué par les glaces d'hiver était impraticable une grande partie de l'année ; de plus il n'était relié à Iakoust que par une route terrestre fort mauvaise. L'Amour au contraire était facilement navigable ; les Russes avaient étendu leur activité jusqu'au Kamtchatka et aux Kouriles, depuis la fin du XVII^e siècle, mais ils avaient besoin d'un port de ravitaillement pour ces régions ; c'est

pourquoi en 1768 Kropotiv, puis, en 1805, Golvkine, furent envoyés à Pékin en vue d'obtenir le droit de navigation sur l'Amour, le libre exercice du commerce sur la frontière, la faculté d'établir à l'embouchure du fleuve un dépôt d'approvisionnement pour le Kamtchatka. Golvkine fut retenu à Kalyan, puis ayant refusé de se soumettre au cérémonial de la prosternation, il fut éconduit. Au même moment, 1805, l'amiral Krusenstern était arrivé devant Canton à la tête d'une escadrille demander le droit d'avoir des agents russes dans ce port. Le gouverneur lui refusa tout ce qu'il demandait.

En 1820-1822, nouvelle ambassade de Timkovski et nouvel échec.

Ce n'est qu'après 1844, que les Russes reprendront leur activité sur la frontière chinoise et chercheront à obtenir un débouché sur le Pacifique.

CHAPITRE VII. — Relations diverses.

A peine les Etats-Unis d'Amérique s'étaient-ils constitués en Etat indépendant que l'*Empress-of-China* (1781) (1), vaisseau parti de New-York, abordait à Canton. En 1786, les Etats-Unis obtiennent d'avoir un consulat à Canton. Le premier consul est Samuel Shaw, subrécargue de l'*Empress*. En 1789,

1. A ce moment-là l'Amérique n'était pas sur le Pacifique, mais sur l'Atlantique.

part de Boston la *Columbia*, puis l'*Espérance* et en 1811 la première ligne de navigation régulière vers le Pacifique est créée.

Les Américains profitent des luttes européennes pour développer leur commerce avec l'Asie. Ils deviennent bientôt en Chine les véritables rivaux de l'Angleterre. En 1820, écrit un navigateur (1), marchand français, « le nombre des navires américains dépasse celui des navires anglais ».

Les Danois et les Suédois commerçaient à Canton dès 1620 ; quant à l'Allemagne, nous avons dit que ses commerçants faisaient le commerce en Extrême-Orient par l'intermédiaire de la Russie. Au xviii^e siècle une compagnie prussienne, « la Compagnie d'Emden, » se spécialisa dans le commerce avec la Chine. En 1822 une société royale se fonda à Brême pour le commerce maritime ; elle avait au début deux vaisseaux seulement.

Il faut attendre la seconde moitié du xix^e siècle pour que ces puissances agissent en Chine par voie diplomatique. C'est ainsi que nous les verrons dans la troisième partie de cette étude.

Le Japon a été en contact avec la Chine dès le vii^e siècle de l'ère chrétienne. La première ambassade japonaise d'après les historiens chinois date de 631. Elle serait venue pour nouer des relations avec le puissant « Empire du Milieu » dont elle accueillait avec respect la civilisation supérieure ; mais

1. Annales du ministère de l'Intérieur français, 1825.

dans la suite les souverains mongols voulurent en faire un pays tributaire et n'y réussirent pas.

Au ^{xiii}^e siècle, les Japonais, profitant des guerres civiles chinoises firent des incursions en territoire chinois. Battus, ils se replièrent, mais ils adaptèrent à leurs coutumes les méthodes chinoises et se cloîtrèrent dans leur île dès le ^{xvii}^e siècle jusqu'en 1844.

TROISIÈME PARTIE

LES RELATIONS DE LA CHINE ET DES PUISSANCES AU XIX^e SIÈCLE

L'ÈRE DES TRAITÉS

CHAPITRE I. — L'Angleterre.

On a traité la Chine de « nation ermite » (1), mais nous avons montré dans ce qui précède que le Céleste Empire recevait volontiers dans l'antiquité, au moyen âge et jusqu'au début du XIX^e siècle, les commerçants, les missionnaires et les envoyés des souverains occidentaux, s'ils consentaient à se plier aux usages de l'Empire, qu'elle-même avait recours aux savants français (2), aux artistes ou aux industries occidentales (3).

La Chine très ouverte jusqu'au XIV^e siècle pour ceux qui venaient paisiblement chez elle s'est fer-

1. Griffis, *American in the East*.

2. Le Grand Khan Koubilaï envoya en 1269 une ambassade au Pape pour l'envoi de Chine de 200 missionnaires savants dans les sciences d'Europe.

3. Voir H. Cordier, *La France en Chine au XVIII^e siècle*, p. 97. En 1765, l'Empereur de Chine commandait en France des estampes représentant ses conquêtes, des glaces de dimensions grandioses..., etc.

mée graduellement à partir du xv^e siècle, au moment de l'arrivée maritime des Barbares d'occident sur des caravelles armées ; elle s'est faite rébarbative, lorsque les Européens de plus en plus nombreux ont cherché à conquérir un marché qui pouvait donner aux années favorables un bénéfice de 145 % et aux années mauvaises celui de 65 %. Et ces Européens, rivaux entre eux, appartenaient à cette caste des marchands que les coutumes chinoises considérait comme une caste inférieure ; la plupart étaient des aventuriers accompagnés de matelots peu recommandables qui suscitaient du trouble dans les villes où ils étaient admis et qui échappaient à la justice locale en s'enfuyant sur les navires étrangers. Comment donc les Chinois n'auraient-ils pas eu un certain orgueil justifié de leur ancienne civilisation devant ces mauvais représentants de l'Europe !

Quant aux ambassades marchandes dont nous avons parlé dans les pages précédentes, elles étaient confiées à des chefs de comptoir plus qu'à des diplomates. La Chine habituée à voir les Occidentaux s'entre-disputer pour des avantages commerciaux n'accordaient quelque considération qu'aux missionnaires chrétiens qui s'imposaient par leur savoir à la Cour de Chine (1). Il n'en était pas de même des autres Européens appartenant à la caste méprisée des marchands ; ceux-ci se pliaient à

1. Vide, *supra*, p. 39 et suiv.

toutes les exigences pour augmenter leur prépondérance commerciale. C'est d'ailleurs cette façon de faire qui leur permettait d'aller à Pékin, la ville impériale, apporter l'hommage de la nation tributaire à l'Empereur.

Dès que les marchands sont remplacés par des diplomates, la ville de Pékin se ferme ; le Chinois devient méfiant devant l'étranger qui oppose son cérémonial au sien et qui veut traiter d'égal à égal avec l'Empereur du Céleste Empire.

Le ^{xix}^e siècle va précisément nous montrer une phase nouvelle de l'expansion des puissances en Chine.

Nous avons dit plus haut que le commerce américain rivalisait avec le commerce anglais en Extrême-Orient ; cette concurrence inquiétait les exportateurs britanniques. L'Amérique n'ayant pas établi de monopole en faveur d'une Compagnie, les marchands anglais agirent dès 1819 pour obtenir plus de liberté dans leur commerce avec la Chine et firent tant, que le privilège de la « United Cy of Marchants brading to the East Indies » venant à expirer le 21 avril 1834 ne fut pas renouvelé. A partir donc du 22 avril de la même année, les commerçants anglais qui traitaient leurs affaires avec la Compagnie East India représentée par ses agents à Canton, purent exporter à leur guise en toute liberté.

En outre, la protection des nationaux fut assurée directement par le gouvernement britannique qui nomma à Canton des fonctionnaires représentants

de la Couronne. Ceux-ci n'étaient pas des marchands ; ils n'avaient pas même le droit de commercer. Les agents de l'East India Cy savaient dans l'intérêt de leur monopole se plier aux coutumes locales et accepter l'humiliation, compensée par des bénéfices importants. Il n'en fut plus de même, lorsque des fonctionnaires de la Couronne remplacèrent les commis marchands ; un choc se produisit naturellement.

Le gouvernement anglais avait donné l'ordre à Lord Napier, son premier représentant officiel, de ne pas accepter de traiter avec la Compagnie des Hannistes, mais bien directement avec le vice-roi, et sur le pied de la plus parfaite égalité. Lord Napier arriva donc à Canton avec cette idée arrêtée, et il voulut présenter ses lettres de créance au gouverneur. Celui-ci, ignorant du protocole européen, déclara qu'il ne pouvait rien recevoir et que l'usage voulait que tout étranger présentât une supplique aux commerçants du Ko-Hong. Devant l'intransigeance du fonctionnaire chinois, le délégué anglais voulut se rendre à Pékin, mais il n'y fut pas autorisé et fut obligé de retourner à Macao. Lord Napier demandait au duc de Wellington d'obliger le gouverneur chinois à s'incliner devant la force, mais le ministre anglais refusa (1) ; lord Napier mourut dans l'inaction à Macao, de maladie (oct. 1834), sans qu'aucune solution soit intervenue.

1. Comp. *Michie the Englishman in China*, t. II, p. 39.

Après lord Macartney, après lord Amherst, l'envoyé spécial de la reine d'Angleterre avait été obligé de céder devant le cérémonial chinois. Lord Napier fut remplacé par Davis, qui n'eut pas plus de succès ; quant au deuxième successeur de lord Napier, au superintendant Ch. Elliot (1836), il lui fallut bien accepter, pour venir à Canton, d'entrer en rapport, non avec le vice-roi, mais avec les hannistes et de se servir des termes habituels pour communiquer aux autorités provinciales.

L'opinion d'ailleurs était alors nettement en Chine contre les Anglais importateurs de l'opium, produit qui empoisonnait le peuple chinois et ruinait le Trésor par la sortie continuelle de l'argent chinois, sortie qui augmentait chaque année en proportion directe de l'importation de « la drogue ».

Le gouvernement chinois avait plusieurs fois tenté d'interdire l'entrée de l'opium (1) néfaste à tous les points de vue, mais c'était là la principale marchandise importée par les Anglais.

Depuis la suppression de l'East India Compagnie, les importations d'opium en Chine s'accroissaient encore parce que la compagnie anglaise, par son monopole, maintenait les prix élevés et que la concurrence n'agissait pas.

Du jour où le monopole fut supprimé, la lutte entre commerçants anglais amena la baisse de « la drogue » et sa plus grande diffusion.

1. Edits de 1796.

Il y avait bien eu des édits contre l'opium mais les fonctionnaires chinois secondaires, soudoyés par les Anglais fermaient les yeux sur un commerce qui les enrichissait.

En 1816 il était entré 3.210 caisses ; en 1830, on constatait l'entrée de 18.750 caisses et en 1836 de plus de 27.000 caisses (1).

Cette progression démesurée inquiétait le gouvernement chinois.

En 1838 dans un placet présenté au trône, on peut lire : « Partout les transactions souffrent, les revenus ne rentrent pas parce que l'argent est cher et le billon déprécié. Or cette cherté de l'argent vient de ce qu'il sort du pays en masse drainé par le commerce de l'opium. Ce commerce est fait par les Anglais (2). »

A ce même moment le gouverneur Lin demandait la prohibition de l'opium qui faisait sortir chaque année de l'Empire plusieurs centaines de millions de taëls.

Les pièces d'argent disparaissaient en effet drainées par les Anglais.

Le gouvernement chinois, devant le danger qui pesait sur la santé publique et sur le Trésor sentit la nécessité d'agir.

1. Chiffres rapportés par Chang Chang Tao-Len. *Traité inégaux de la Chine et l'attitude des Puissances*. Paris, 1929, p. 13.

2. Passage cité par M. G. Maspéro, *La Chine*. Paris, 1925, t. I, p. 122-123.

Il envoya Lin Tsen-Sin comme haut commissaire impérial au Kuang-Toung où l'importation se faisait. Il est chargé d'enrayer par tous les moyens utiles l'entrée de la « drogue » néfaste. Dès son arrivée, le 10 mars 1839, il ordonne aux étrangers de remettre aux autorités chinoises dans un délai de trois jours tout ce qu'ils possèdent d'opium.

Il veut arrêter deux des principaux importateurs. L'un s'enfuit chez le superintendant Elliot qui refuse de le remettre aux autorités locales.

Lin Tsen-Sin prend alors les mesures énergiques que comporte la situation ; il fait entourer le consulat anglais par ses soldats, et exige la livraison des vingt mille caisses d'opium trouvées sur des navires étrangers stationnés dans le port. Il fait détruire les cargaisons saisies.

Le capitaine Elliot proteste contre cette mesure qui lèse les intérêts des commerçants anglais. Il quitte Canton pour Macao avec ses nationaux. Lin Tsen-Sin avait décrété l'interdiction générale de faire du commerce avec les étrangers. Il lève l'interdiction, à condition expresse que l'opium ne serait plus importé en Chine. Tous les commerçants étrangers, à l'exception des Anglais, acceptèrent de se conformer à cette prohibition. Le Haut Commissaire Chinois se vit donc dans l'obligation de s'opposer à l'entrée des bateaux et marchandises anglaises à Canton. Cette mesure logique s'imposait en effet, mais elle n'était pas faite pour satisfaire les com-

merçants anglais, qui réclamaient de leur gouvernement des mesures propres à leur assurer en Chine un sataut commercial avantageux.

Le capitaine Elliot, de son côté, recevait les réclamations des commerçants anglais pour les caisses d'opium détruites par le Haut Commissaire Chinois ; le gouvernement anglais interdisant à son représentant à Canton de leur verser la moindre indemnité. Devant ce dilemne, le superintendant Elliot demanda à l'Angleterre d'envoyer des navires de guerre pour exiger le remboursement de l'opium détruit et obtenir la liberté du trafic de la « drogue ».

Le gouvernement anglais hésita et il y eut à la Chambre des Communes un long débat, car le motif réel de la guerre, à savoir de vouloir imposer à la Chine l'introduction sur son territoire de l'opium, était immoral. A 9 voix de majorité, l'envoi de navires de guerre fut voté. Il fallait soutenir le prestige de la Grande-Bretagne et le contre-amiral George Elliot (1), nommé premier commissaire anglais arriva en Chine en juin 1840 avec 4 navires armés et deux régiments de 4.000 soldats. Sa première démarche eut précisément pour objet de réclamer la liberté du trafic de l'opium et une indemnité pour les caisses détruites par Lin.

De pareilles prétentions ne pouvaient être acceptées par la Chine. Celle-ci refusa donc et ce fut le

1. Qu'il ne faut pas confondre avec le capitaine Ch. Elliot déjà en Chine.

début de la « guerre de l'opium » ainsi que fut appelée par les Chinois cette période de guerre avec l'Angleterre. Cette dénomination était d'ailleurs si significative de l'objet de cette guerre que l'histoire mondiale l'a adoptée. Et pourtant dans les termes dont Lord Russel s'était servi devant le Parlement anglais, il n'avait été officiellement question que « de réparation des outrages et sévices soufferts par le superintendant et les sujets de Sa Majesté la Reine. » Le mot opium n'avait même pas été prononcé.

Devant le refus chinois de recevoir la lettre officielle (1) de Lord Palmerston dont étaient porteurs les plénipotentiaires anglais, l'amiral G. Elliot et le superintendant Elliot, le bombardement de Canton fut décidé. L'amiral Bremer s'était emparé le 14 juillet 1840 du fort de T'ing-hai dans l'île de Tchewan-chan (Chusan) en face de Mingpo du Tcho Kiang. L'une des premières prises par les Anglais avait un caractère international ; ils avaient bloqué Canton afin que leurs rivaux commerciaux, les neutres, ne puissent profiter de l'état de guerre entre la Chine et la Grande-Bretagne, pour augmenter leur trafic en Extrême-Orient. Les préoccupations commerciales dominaient la conduite de toute cette période.

C'était en effet aux points marqués par les

1. Lettre en termes très blessants, dit l'histoire des Tsing, exigeant le paiement de l'opium détruit, l'ouverture des ports de Canton, Amoy, Fou Tchéou, Tchéou-Chan, et Chang haï.

commerçants anglais que se portèrent les efforts de la flotte. Sitôt que les ennemis de la Chine furent maîtres du fleuve Bleu, Kichin, gouverneur général de Tche Li reçut les plénipotentiaires anglais et la lettre impérative de Lord Palmerston; il fallait en effet obtenir des délais pour recevoir les ordres de Pékin. Nommé commissaire Impérial à la place de Lin, le 29 novembre 1840, il arrivait à Canton le 7 janvier 1841; à ce moment Sir John Bremer remontait en effet la rivière de Canton et les transports *Némesis*, *Entreprise*, *Madagascar* débarquaient des troupes, parce que les négociations traînaient en longueur et que les fièvres décimaient les troupes anglo-indiennes. Le *Welleslay* vaisseau amiral ainsi que *Laine*, *Quenn* et *Némesis* bombardaient les forts. Kichin fut obligé d'entrer en pourparlers directs et de signer le 21 janvier des arrangements préliminaires avec le superintendant Elliot. Ils comprenaient : 1^o la cession de l'île et du port de Hong-Kong à l'Angleterre ; 2^o une indemnité de six millions de dollars payables en deux parties, l'une immédiate, l'autre en diverses échéances jusqu'en 1846 ; 3^o des relations officielles directes sur le pied d'égalité entre les deux pays ; 4^o le port de Canton ouvert au commerce dans l'intervalle de dix jours après le début de l'année chinoise.

Kichin fut rappelé à Pékin et disgracié pour avoir apposé sa signature au bas de pareilles conditions. Les hostilités reprirent mais l'action diplomatique accompagna celle des armes.

Le superintendant Elliot de son côté, avait été destitué, pour s'être trop vite félicité de la signature de ces négociations avec Kichin, pour avoir rendu les forts, pour avoir agi trop vite, tout dominé par des préoccupations exclusivement marchandes, à savoir redonner au commerce anglais le marché chinois avant l'hiver. Il fut remplacé par Sir Henry Pottinger. Envoyé à la cour de Pékin comme seul plénipotentiaire, il réclame un statut diplomatique qui permette d'établir des relations sur une base fixe ; mais il n'obtient ce qu'il désire qu'après les attaques vigoureuses de l'amiral Parker, commandant la flotte anglaise. Les pertes des Chinois en hommes avaient été beaucoup plus nombreuses que celles des Anglais. Entre le 5 juillet 1840 et le 21 juillet 1842, les statistiques donnent les chiffres de 18 à 20.000 hommes tués et blessés pour la Chine et 520 pour les Anglo-indiens. La Chine ainsi éprouvée s'inclina devant la force.

Après la prise de Tchen-Kiang (21 juillet 1842) la situation s'aggrava encore pour la Chine. Les Anglais pouvaient en effet remonter jusqu'à Nankin. Le 11 août, ils étaient prêts à « bombarder » cette ville, lorsque les autorités chinoises demandèrent à négocier (18 août 1842). Onze jours après la cessation des hostilités, le traité de Nankin fut signé le 29 août 1842 à bord du vaisseau anglais, le *Cornwallis*, au nom de S. M. la Reine du Royaume uni et de Grande-Bretagne et d'Irlande, par Sir Henry Pottinger et au nom de S. M. l'Empereur de Chine

par les Hauts Commissaires Ki-Ying, membre de la famille impériale, précepteur du Prince Impérial, Général Commandant la garnison de Canton et Ilipu, allié à la famille impériale, fonctionnaire de 1^{re} classe, décoré de la Plume de Paon, ancien ministre et gouverneur général alors lieutenant général commandant à Tcha-Pou.

Approuvé par l'Empereur de Chine le 27 octobre 1842 (1), ce traité, le premier signé avec l'une des Puissances occidentales venues par mer (2), inaugure l'ère des traités si funeste à la Chine. Dans ce traité il n'est naturellement pas question de l'importation de l'opium, véritable motif de la guerre, mais motif dont l'Angleterre sentait le peu d'honorabilité.

Le traité de Nankin se compose de 13 articles, qui consacrent les desiderata des commerçants anglais. La Chine en effet dut accepter d'ouvrir les cinq ports, Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ming-po et Chang-haï. L'Angleterre a le droit et le devoir (3) d'y établir des consuls (art 2). L'île de Hong-Kong est cédée comme base navale (art. 3). Une indemnité de six millions de dollars doit être payée par la Chine en compensation de l'opium saisi à Canton en mars 1839 (art. 4). Dans l'article 5, l'Empereur de Chine déclarait abolir la compagnie des Han-

1. Les ratifications eurent lieu à Hong-Kong, le 26 juin 1843.

2. Le traité de Nertchinsk (12 août 1689), l'avait été avec une puissance venue par terre.

3. C'est une obligation pour l'Angleterre.

nistes, qui monopolisait le commerce à Canton (1), il s'engageait à payer trois millions en remboursement des dettes que cette société avait contractée vis-à-vis des sujets anglais et une indemnité de guerre de douze millions de dollars, ce qui portait à un total de 21 millions de dollars ce que la Chine devait verser à l'Angleterre. Par l'article 10 les marchandises anglaises obtenaient le droit, après avoir acquitté la douane dans l'un des cinq ports, d'être transportées partout dans l'Empire en payant un droit de transit subordonné à un tarif *ad valorem*. L'article 12 autorisait l'occupation anglaise des deux îles de Koolangsao et de Chusan tant que les clauses précitées ne seraient pas remplies. Telles sont les principales clauses du traité. Elles consacraient la suprématie de la Force sur le Droit.

Le Traité de Nankin marque une date importante dans l'histoire diplomatique de la Chine. Pour la première fois la Chine avait une convention régulière avec l'une des Puissances occidentales maritimes ; elle la reconnaît son égale (2) ; elle n'accordait plus comme une faveur temporaire le droit de commercer, mais comme un droit conquis par la Force soutenant les commerçants anglais. La brèche faite par l'Angleterre va servir aux autres nations désireuses de trouver en Extrême-Orient un nouveau champ d'expansion pour leurs industries et

1. *Vide supra*, p. 32.

2. Le gouvernement chinois consentait à ne plus employer le mot « barbare » dans les notes diplomatiques.

de diminuer les droits de la souveraineté de la Chine sur son propre territoire.

Sir Henri Pottinger, le délégué anglais, ne s'était jamais occupé que des desiderata de « l'East India and China Association » ; mais il ne s'était pas préoccupé d'établir le « statut juridique des personnes et des biens » des sujets britanniques en Chine. Il avait laissé aux lois du pays la protection des sujets anglais et la juridiction sur eux comme cela se passait en Angleterre pour les sujet étrangers (art. 1). La compétence civile ou pénale des consuls n'est point fixée par le traité de Nankin.

C'est pourquoi lors de la ratification du traité (26 juin 1843) il y eut lieu d'établir un protocole annexe intitulé : « Règlements généraux pour le commerce dans les cinq ports ». Il y est question de pilotage, de stationnement, de choses maritimes et aussi dans l'article 13, de la manière de juger les querelles entre Anglais et Chinois. L'article 14 de ces règlements établit pour la Chine la coutume du croiseur stationnaire dans les cinq ports et ceci afin de soutenir par sa présence l'autorité du consul et empêcher les désordres. L'article 15 substitue enfin la garantie du consul a celle des hannistes pour l'acquittement des droits de « douane chinoise (1) ». Un traité supplémentaire intervint encore le 8 octobre 1843 ; c'est le traité connu sous le nom d'Hom-

1. Cette responsabilité a été l'origine d'une des plus puissantes créations des Européens en Chine, celle des douanes maritimes impériales.

monschaï. Il étend l'autorité des consuls anglais dans un rayon à déterminer avec les autorités locales dans les cinq ports ; c'est la zone d'influence à l'état d'embryon. Il fixe pour les Anglais le droit de circuler (art. 6), le droit de louer des maisons et terrains, droit originaire de deux institutions qui en se développant deviendront les concessions et les settlements. L'article 9 est relatif aux marins déserteurs. L'article 17 traite du régime spécial des lorchaes (bateau chinois de coque et d'armature sans pavillon étranger). Ce traité qui pourrait être considéré comme un premier traité d'établissement était incomplet, seulement Sir Henry Pottinger avait assuré aux Anglais par l'article 8 les mêmes droits que ceux qui pourraient être accordés aux sujets des autres nations (1) et de même que nous allons voir l'Amérique et la France profiter du traité de Nankin, de même l'Angleterre profitera des perfectionnements apportés par les autres nations dans leurs traités particuliers avec la Chine.

CHAPITRE II. — Les Etats-Unis et la France.

Sitôt que les Américains connurent la teneur du traité de Nankin, ils se hâtèrent d'envoyer une mission en Chine, 8 mai 1843, afin d'obtenir des avan-

1. Les termes de « nation la plus favorisée » ne furent plus employés parce qu'ils choquaient la pudeur chinoise qui confondait favorisé et favorite. Des périphrases furent donc trouvées.

tages comparables à ceux de l'Angleterre. Les instructions données au premier envoyé Caleb Cushing portaient qu'il fallait chasser de l'esprit de la Chine que « ses autres nations étaient ses tributaires ».

Les Américains avaient de grands intérêts à Canton, et leur commerce avait souffert du fait de la guerre chino-anglaise. La mission américaine arriva à Macao le 24 février 1844, sur la frégate *Brandyne*. Caleb Cushing tenta en vain d'aller à Pékin, on lui délègue Ki-Ying et le 3 juillet suivant un traité est signé à Wanghia près de Macao. Les ratifications eurent lieu à Canton le 31 décembre 1845 par le commodore Biddle. C'était en somme la répétition du traité de Nankin, mais les Américains obtenaient d'avoir non seulement des maisons de commerce, mais encore des cimetières et des hôpitaux. Les Consuls américains acquéraient en plus le droit de juridiction sur leurs nationaux.

L'Empereur de Chine dans un esprit de justice ordonna l'extension des clauses du traité de Nankin à tous les étrangers. Le Consul de France, le comte de Ratti-Menton prit acte de cette décision et en fit part à son gouvernement. M. Thiers, ministre des Affaires Etrangères, président du Conseil des ministres, appuyé d'ailleurs par l'opinion publique française, envoya une mission en Chine chargée d'obtenir un traité séparé. Le chef de la mission M. Th. de Lagrené partit accompagné de sa femme et de ses deux filles et d'un important personnel diplomatique, de délégués des chambres de commerce de Reims, Lyon,

Mulhouse, Saint-Etienne, Paris et du représentant du ministère des Finances.

En arrivant à Macao le 14 août 1844, M. de Lagrené rencontra le délégué américain qui venait de signer le traité de Whampoa. Il écrit aussitôt à son ministre : « tout ce qu'il a fait, nous est acquis » (1). Il songea naturellement à obtenir davantage. Le 24 octobre 1844, à bord de la corvette *Archimède*, fut signé le traité de Whampoa (2) entre les plénipotentiaires français et chinois, ce dernier était Ki-Ying. Les ratifications eurent lieu à Macao le 25 août 1845. Il comprenait trente-six articles dont l'un, le XXII^e, a une importance toute particulière; le voici :

Article XXII : « Tout Français qui conformément aux stipulations de l'article II, arrivera dans l'un des cinq ports, pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises ou bien affermer des terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront de la même manière établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles, et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées. Le prix des loyers et des fermages sera libre-

1. Lavollée, *France et Chine*. Paris, 1900, t. I, p. 9.

2. Whampoa, rivière de Canton.

ment débattu entre les parties intéressées et réglé autant que faire se pourra conformément à des prix locaux. Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux d'exiger des prix exorbitants et le consul de son côté veillera à ce que les Français n'usent pas de violences ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il est bien entendu d'ailleurs que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français dans les cinq ports ne seront pas limités et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et convenances des ayant droits. Si des Chinois violaient ou détruiraient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant la rigueur des lois du pays. »

Cet article XXII servira, nous le verrons, de précédent au baron Gros en 1860.

En outre M. de Lagrené obtenait de Ki-Ying, gouverneur de deux Konang une pièce, signée le 28 décembre 1844, qui reconnaissait aux Français le libre exercice de leur culte dans les cinq ports ouverts par les traités. Peu après la ratification, le 26 février 1846, l'Empereur promulgua un édit de tolérance envers la « religion du Seigneur du Ciel » (1).

Les traités américains et français avaient en outre prévu le droit de relâche dans un port quelconque, mais sans droit de commercer. Tandis que l'Angleterre qui avait fait la guerre à la Chine, ne pouvait

1. Les missionnaires ont appelé « M. de Lagrené, le grand bien-facteur des missions en Chine ».

avoir qu'un croiseur stationnaire dans chaque port ouvert, la France pouvait avoir plusieurs vaisseaux.

Dans le traité de Whampoa, le traitement de la nation « la plus aimée » fut accordé à la France.

CHAPITRE III. — **Traités divers.**

La Belgique, par l'intermédiaire du Consul général Lannoy s'assura par un traité analogue à celui de Whampoa le même traitement pour ses intérêts et pour ses nationaux. Il fut signé par le Haut Commissaire Ki-Ying le 25 juillet 1845.

La Suède et la Norvège envoyèrent Ch. Frédéric Liljevalch signer avec Ki-Ying, haut commissaire Impérial un traité de paix, d'amitié, et de commerce le 20 mars 1847 ratifié par la Suède le 28 octobre 1847.

CHAPITRE IV. — **Pénétration intérieure.**

Changhaï, Ning-po Amoy avaient été ouverts au commerce dès 1843, Fou Tchéou en 1844, toutefois le commerce anglais ne retirait pas de l'ouverture de ces ports les bénéfices commerciaux qu'avaient escomptés les représentants anglais. Les ports étaient ouverts, mais les produits de la Grande-Bretagne ne pénétraient pas à l'intérieur ; la Chine protégeait ses industries et ne laissait fournir par l'étranger, qui avait forcé ses portes, que des matières échangeables et l'échange se faisait surtout avec

l'opium que l'Angleterre s'était engagé à interdire, et dont la contrebande avait repris.

Les « opium clipperes » étaient capables de se défendre contre les pirates et contre les autorités. Ils débarquent leurs marchandises à neuf mille de Chang-haï à Wosonng, sur le Ouang-pou, sur de très vieux pontons. Mais les consuls anglais ferment les yeux et les autorités locales chinoises tolèrent. Le gouvernement impérial lui-même n'ose interdire la « drogue » qui est passée dans l'usage. L'opium redresse la balance commerciale anglaise et les Anglais, dont les importations sont tombées à un million et demi contre cinq millions d'exportations chinoises (en 1850) augmentant l'envoi de la denrée si utile aux maisons de commissions et d'armements.

Mais la haine contre les étrangers grandit et engendra la révolte des Tai-p'ing contre l'empereur mandchou qui a pactisé avec les « Barbares ». Le 27 août 1851, les rebelles sont maîtres de la partie orientale du Kouang-si. Le fondateur des Tai-p'ing (la Société de la Grande Pureté), Siaon-ts'inan, se déclare « souverain des Tai-p'ing. » Il marche vers le Nord, il atteint le Fleuve Bleu à la fin de 1852 et prend Nankin le 29 mars 1853. Il en fait sa Capitale. L'Angleterre, conformément à ses coutumes, songe à aider la révolte contre l'empereur mandchou ; ses missionnaires étaient favorables à Hong-Sieouts'ivan, parce qu'il se déclarait le frère cadet de Jésus-Christ. L'Angleterre fait part de ses projets

au gouvernement des Etats-Unis, mais le sous-secrétaire d'Etat, W.-L. Marcy, rappelle à son agent en Chine, qui était enclin à suivre l'Angleterre dans sa politique de *Divide ut imperes*, que les Etats-Unis sont en principe non interventioniste dans les rapports des peuples et de leur gouvernement. L'Angleterre est décidée à tenter l'aventure. Le 22 avril 1853 Sir George Bonham arrive devant Nankin sur le steamer *Hermès* et le 27, il envoie l'interprète Meadows demander aux rebelles une entrevue avec le chef des Tai-p'ing. Il reçoit cette déclaration : « Le chef des Tai-p'ing est le souverain du monde ; il permet aux Anglais de faire le commerce et il leur ordonne de l'adorer. » Sir George Bonham comprit que l'Angleterre avait fait fausse route, il répondit aux rebelles d'avoir à respecter le traité de Nankin. Les Tai-p'ing progressaient dans la vallée du Fleuve Bleu. En 1854 le représentant américain voulut se rendre compte des forces des Tai-p'ing ; il fut fixé par leur chef qui lui fit déclarer qu'il autorisait les Américains à envoyer tous les ans un tribut.

L'Angleterre s'était retournée, après son échec diplomatique de Nankin, vers le gouvernement mandchou que la révolte faisait trembler. En décembre 1854, le vice-roi de Canton demanda son aide contre les rebelles menaçants. Sir John Bro-wing accepta et envoya cinq vaisseaux devant la ville, ce qui détourna l'attaque. Il cherchait à se concilier le gouverneur de la ville Yeh, successeur de Ki Ying. Lord Clarendon lui envoyait en effet

des instructions relatives à ce qu'il fallait obtenir du gouvernement chinois pour l'amélioration des relations commerciales :

- 1^o Accès de l'intérieur et des villes cotières ;
- 2^o Liberté de navigation sur le Yanghsé et accès des grandes villes situées dans la vallée du fleuve ;
- 3^o Légalisation de la vente de l'opium ;
- 4^o Abolition du droit de transit ;
- 5^o Répression de la piraterie sur les mers de Chine ;
- 6^o Réglementation de l'émigration des ouvriers chinois ;
- 7^o Obligation pour la Chine de pourvoir à la résidence des envoyés étrangers à Pékin ;
- 8^o Garantie de transmission des correspondances échangées entre les deux gouvernements ;
- 9^o Facilité d'accès pour les envoyés étrangers auprès du gouvernement central ;
- 10^o Interprétation des traités selon le texte des langues étrangères (1).

Mais le gouverneur général Yeh refusa de revenir sur le traité de Nankin.

La coopération des trois « treaty posers » est alors décidée. Leurs ministres arrivent sur le Peï-Ho le 15 octobre et tentent de faire recevoir leurs réclamations par l'empereur qui les trouva trop importantes.

1. Une entente avait eu lieu à Londres entre l'Angleterre, la France et l'Amérique, le 18 février 1854, pour essayer d'obtenir une amélioration des traités.

Le délégué américain, le D^r Peter Parker, proposa de les modérer, mais sir Bowring s'y opposa. Les riches marchands anglais, Dent et Matheson, qui vivaient dans des palais à Hong-Kong, voulaient la guerre. Sir Bowring pensait qu'ils avaient raison, mais l'Angleterre et la France étaient prises par la guerre de Crimée, il fallut patienter.

CHAPITRE V. — Les prétextes « L'Arrow ». Les traités de Tien T'sin.

Libérée en Orient, l'Angleterre reprit ses aspirations en Extrême-Orient et chercha pour les raisons dites plus haut, des motifs à intervention. Il lui fallait la Chine intérieure. Elle trouva un prétexte dans une affaire, où, de son propre aveu, elle était pourtant dans son tort.

Le 8 oct. 1856, une lortcha (1) nommée l'*Arrow* battant pavillon anglais faisait voile dans la rivière de Canton ; elle fut arrêtée par des officiers chinois, parce que les lortchas servaient généralement à la fraude, supprimant leur pavillon étranger (2) devant les douanes chinoises des ports non ouverts (3) et l'arborant au contraire, lorsque cela

1. Le célèbre consul anglais Alcock a reconnu l'abus anglais pour les lortchas et devant la protestation chinoise, l'Angleterre promit de ne plus enregistrer comme navire anglais les lortchas venant de Hong-Kong.

2. Il n'y avait pas alors de pavillon maritime chinois.

3. Traité de Honmon Schaï, 8 octobre 1843.

leur était utile. Les Chinois avaient recours au pavillon étranger parce que les pirates avaient appris à s'en méfier et qu'ainsi les marchandises confiées aux « lortchas » voyageaient plus sûrement ; mais les mandarins étaient contre cette utilisation de la marine étrangère ; de plus les pirates, eux aussi, s'abritaient sous le pavillon britannique afin d'éviter la police chinoise.

L'*Arrow* fut précisément arrêté pour cause de piraterie (2) et douze hommes de l'équipage furent mis en prison, après, assura le capitaine britannique, que le pavillon anglais eut été amené.

Le consul anglais Parkers réclama des excuses officielles. Le vice-roi opposa que la lortcha avait été construite dans un port non ouvert et qu'il y avait infraction au Traité de Honmou Schaï, que trois des matelots étaient des pirates notoires et que, s'il consentait à relâcher les autres pour donner satisfaction à l'Angleterre, il ne pouvait rendre la liberté à trois bandits connus comme tels. Le consul anglais exigea, malgré cette déclaration, la mise en liberté de ces derniers, en raison du droit d'asile accordé par l'art. 9 aux navires britanniques, traité de Honmou Schaï. Le vice-roi Yen consentit encore à cela, mais il déclara qu'il nedeavait pas d'excuses et qu'il n'en ferait pas, car aucune insulte n'avait été faite au Pavillon de la Grande-Bretagne, puisque,

1. La raison était que le 6 septembre ces pirates avaient commis à San-Tchéou-Tang dans l'île de San-Tchonen un acte de brigandage contre un navire marchand.

d'ailleurs l'enregistrement de la lortcha avait expiré le 27 septembre et qu'elle n'était plus régulièrement sous pavillon anglais.

Parkers avait envoyé un ultimatum ; n'ayant pas eu satisfaction, il fit ouvrir les hostilités par les autorités navales anglaises et le 23 octobre, l'amiral Seymour prenait les quatre forts de la Barrière ; il continuait les opérations en tirant le 27 sur le Yamen du Commissaire impérial malgré les efforts des autorités chinoises ; le 4 décembre 1856 les factoreries brûlent ; plus de mille magasins chinois sont détruits. Les étrangers s'enfuient par crainte de représailles ; ils se réfugient à Hong-Long.

La guerre n'était pourtant pas ouvertement déclarée ; et il faut attendre le 3 février pour que la reine d'Angleterre annonce officiellement l'état de guerre avec l'appui de la France ; celle-ci avait pour prétexte l'assassinat du missionnaire Chapdelaine au Kouang-Si le 26 février 1856. Les Etats-Unis, malgré les insistances anglaises, restaient dans la neutralité, bien que le Dr Parker, envoyé américain conseilla la coopération. Les amiraux anglais et français Seymour et Rigault de Genouilly eurent le commandement militaire et deux envoyés extraordinaires Lord Elgin (1) et le baron Gros leur furent adjoints.

L'attaque de Canton commença le 28 décembre 1857 et le lendemain Canton avait capitulé. Le

1. Lord Elgin, qui était depuis le début de l'affaire de l'*Arrow* en Chine comme ambassadeur extraordinaire, avait écrit : « Cette malheureuse affaire est un scandale pour nous ». V. *Let-*

5 janv., les Alliés y firent leur entrée, se conduisant en vrais barbares, pillant archives et trésorerie.

Lord Elgin avait eu des instructions détaillées dont une partie était impérative, à savoir :

1^o Réparation des injures faites aux sujets anglais et en cas de coopération, aux sujets français ;

2^o Assurer la complète exécution à Canton comme dans les autres ports des stipulations des traités ;

3^o Réclamer une indemnité pour les pertes subies durant les troubles ;

L'autre partie était négociable ;

4^o Obtenir qu'un ministre anglais régulièrement accrédité par la Reine réside à Pékin ;

5^o Révision générale des traités en vue de faciliter davantage le commerce anglais par l'accès des villes situées sur les grands fleuves, et ainsi que le droit pour les vaisseaux chinois de fréquenter Hong-Kong.

Les instructions de Lord Clarendon (20 avril 1857) éclairent d'ailleurs la volonté anglaise sur les causes commerciales de la guerre de 1857 ; lord Elgin ne cesse de se tenir en correspondance avec les Chambres de Commerce, avec les Grandes Maisons de Trade With China, avec les consuls de Liverpool et de Manchester. Il se documente pendant que les hostilités ont lieu, il se documente pendant les

ters and Journal of James, eight Earl of Elgin comp Michie, op. cit., t. I, p. 323.

pourparlers ; il est l'ambassadeur des maisons anglaises.

L'Angleterre et la France auxquelles se joignent les puissances neutres, les Etats-Unis et la Russie (1), adressent au premier Ministre de Chine, Yu Tscheng quatre notes réclamant des concessions dans l'intérêt général de la communauté occidentale mais avec des considérants particuliers à l'intérêt de chacune de ces nations.

Les Anglais insistaient pour l'installation permanente d'un ministre à Pékin ; les autres puissances se contentaient de l'admission de leurs ministres à la Cour en cas de divergences. Les Américains voulaient la porte ouverte avec la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la Chine par les Puissances.

Quant à la Russie, elle prétendait obtenir plus d'avantages que les autres en donnant d'un côté son appui moral aux « Alliés » qui avaient pour eux le bénéfice de l'action militaire et en manifestant de l'autre, à la Chine un esprit de conciliation amicale.

Le 31 mars 1858 les quatre plénipotentiaires arrivent à T'ien-tsin, après avoir forcé la barre du Peiko et occupent cette ville avec cinq mille hommes. Ils y attendent les plénipotentiaires chinois, qui n'arrivèrent que le 3 juin 1858.

Le premier traité signé (2) le fut avec la Russie le

1. Depuis que l'Angleterre et la France avaient obtenu les traités de Nankin et de Wampoa le gouvernement russe avait repris sa politique d'expansion en Extrême-Orient.

2. Il contenait 12 articles.

13 juin. Les gouvernements russes et chinois s'engageaient à communiquer entre eux, non plus par l'intermédiaire du Li-Fan-Yuen (1), mais par celui du Premier Membre du Conseil supérieur de l'Empire et du ministre des Affaires Étrangères russe sur la base de la plus parfaite égalité (art. 2). La Chine, par l'art. 3, autorisait le commerce russe par voie maritime, sans suppression de la voie de terre accordée par le traité de Nertschinck ; par l'art. 5 le droit (et non l'obligation) de nommer des consuls dans certains ports et d'y avoir des stationnaires pour le maintien de la sécurité et de l'ordre des sujets russes ; par l'art. 7 toute affaire entre Russes et Chinois dans les ports ouverts ne pourrait être instruite et jugée en dehors de la personne du consul de Russie ou de son représentant. Les sujets Russes accusés de délit ou de crime devaient être jugés d'après les lois russes ; par l'art. 2, application de la clause de la nation la plus favorisée.

Préalablement par le traité d'Aïgoun la Russie avait obtenu par un règlement de frontières un immense territoire sur la rive gauche de l'Amour.

Le traité de Tien-Tsin (13 juin 1858) signé par le comte Poutiatine constitue la base moderne des relations de la Chine et de la Russie.

Le second traité de Tien-Tsin (18 juin 1858) fut signé par Kounéi-Siang pour la Chine et par William

1. Bureau des affaires relatives aux pays tributaires.

B. Reed pour les Etats-Unis (1). Par l'art. 5, le ministre des Etats-Unis avait le droit de se rendre à Pékin, d'y séjourner toutes les fois qu'il le jugerait utile, mais une seule fois par an, il pourrait s'y rendre avec une suite de 20 personnes après avoir annoncé sa visite au Bureau des Rites. Il devait ne pas s'attarder dans la capitale. Toutefois par l'art. 6, il était entendu que « si la Chine permettait au représentant d'une autre nation de résider à Pékin, le Ministre américain jouirait aussitôt, sans négociation nouvelle ou autorisation spéciale, du même droit.

Par l'article 2, était réglé la question des Chinois coupables de crimes envers des sujets américains ; ils devaient être jugés conformément à la loi chinoise par des autorités chinoises, quant aux sujets américains coupables sur terre ou sur mer envers des sujets chinois ils devaient être punis par les autorités américaines conformément à la loi américaine.

L'arrestation des coupables de l'une ou l'autre nationalité pouvait se faire par l'une ou l'autre autorité.

L'article 38 accordait aux Etats-Unis la clause de nation la plus favorisée. Le 28 juillet 1868 sont signés huit articles additionnels. L'article 7 réglait la collaboration intellectuelle, le droit d'établir des écoles dans toutes les villes où les sujets américains pour-

1. Il comprenait 30 articles.

raient résider. Le droit était réciproquement accordé aux Chinois résidant aux Etats-Unis.

Les pourparlers anglo-franco-chinois furent plus longs ; le 23 juin un accord intervenait, mais il ne fut signé que le 27, parce que les négociations avec les Anglais étaient difficiles et que la France ne voulait pas signer avant les Alliés. Lord Elgin ne voulait pas céder sur la question de la légation permanente à Pékin et sur la liberté du commerce intérieur. Finalement devant cette intransigeance la Chine dut s'incliner et le traité fut signé avec cette clause (art. 3), que la Chine n'avait encore jamais accordée, le 26 juin par Konei-Liang, Commissaire Impérial pour la Chine et Lord Elgin pour la Grande-Bretagne (1).

Le traité avec la France permettait aux agents diplomatiques français de se rendre à Pékin, quand les affaires (2) importantes les y appelleraient, mais, comme aux Etats-Unis, le droit de résidence continue devait être accordé à la France si la Chine l'accordait à une autre puissance.

L'article 13 accordait le libre exercice du culte catholique, et la protection des missionnaires munis de passeports réguliers et la liberté pour tout individu d'embrasser, s'il le désirait la religion chrétienne et d'en suivre les pratiques.

Cette clause déjà spécifiée dans le traité de Wham-

1. Le traité comprenait 46 articles.

2. Art. 6 du Traité de Tien-Tsin sur les Etats-Unis.

poa, se retrouvait d'ailleurs dans les traités russes (1), américains (2), et anglais (3). Un délai d'un an était convenu pour la ratification. Dans l'intervalle Lord Elgin est remplacé par M. Bruce (1^{er} mars 1859) et le baron Gros par M. de Bourboulon. M. Bruce arriva à Chang-haï le 6 juin 1859 ainsi que le ministre de France. Kouei-Lang commissaire Impérial et gouverneur général des deux Kiangs, qui prévoyait les conséquences funestes du voyage des ministres dans le Nord, les supplia de rester à Chang-haï jusqu'à l'échange de ratifications. Mais M. Bruce, qui avait reçu des instructions de son gouvernement (4), brusqua les choses le 17 juin, l'amiral anglais Hope à la tête de toutes ses forces navales arrivait à l'embouchure de Pei-Ho avec les ministres. Aussitôt, M. Bruce décide de se rendre à Pékin sans attendre les commissaires chinois et en se faisant protéger par les troupes anglaises. M. de Bourboulon était plus patient, plus conciliant et pour la voie diplomatique. Mais le délégué anglais qui n'avait pas voulu prendre la route de Pé-Tang à Pékin indiquée par le gouverneur Kouein-Ling tenait pour la route de Ta-Kou qui était défendue par les forts remis en état depuis la guerre de 1858. L'amiral Hope somma donc la Chine d'ouvrir cette route aux diplomates dans un délai de trois jours ; devant le silence chi-

1. Art. 8.

2. Art. 29.

3. Art. 8.

4. Instructions de lord Malwesburg.

nois, le 26 juin 1859, à deux heures et demie, l'amiral Hope fait bombarder les forts de Ta-Kou ; ceux-ci répondent et les anglais-français, après six heures de bombardement sont obligés de se retirer. Leurs pertes s'élèvent à 500 hommes tués ou blessés. Ils battent en retraite retournant à Chang-haï, punis de leur impatience et de leur entêtement à ne pas suivre les conseils de modération et de patience des autorités chinoises.

Ce triomphe chinois suscita dans l'entourage de l'Empereur, chez les gouverneurs et les gouverneurs généraux un enthousiasme fort compréhensible et la population n'eut plus qu'une idée fondée sur le patriotisme, repousser l'envahisseur qui voulait faire la loi en Chine, qui démolissait les fortifications d'une route formée alors qu'on leur en indiquait une autre libre et sûre, qui le 1^{er} août avait débarqué à Pei-t'ang au mépris de tout droit (1). Le Gouverneur général du Tche-Li écrivait toutefois au général Ward, ministre Américain, qui suivait les opérations anglo-françaises, que l'Empereur était décidé à éviter la guerre si les troupes alliées retournaient sur leurs navires en même temps que les troupes impériales se replieraient vers l'intérieur. Il pria M. le ministre des Etats-Unis de vouloir bien communiquer ces propositions aux deux ambassadeurs anglais et français, et de leur faire comprendre que si leurs troupes étaient très fortes sur mer, elles

1. Les Alliés avaient en effet débarqué au nombre de 16.000 à Pei-t'ang le 1^{er} août.

le seraient moins sur terre en présence des innombrables armées impériales et qu'un second échec aurait de plus graves conséquences que le premier. Les propositions du Cabinet de Pékin avaient la forme d'un ultimatum ; le délai accordé était de trois jours. M. Ward renonça à son rôle de médiateur et quitta Tien-Tsin pour Chang-haï. Les hostilités reprises depuis le 13 novembre 1859 (1) furent amplifiées.

Le 3 octobre 1860 les alliés, qui avaient reçu des renforts, marchaient sur Pékin avec chacun quatre mille hommes. Le 12, ils lancèrent une proclamation aux habitants les prévenant que si la paix n'était pas signée le lendemain à midi, la ville serait bombardée. Devant cet ultimatum, Pékin céda et le 13 à midi, la porte du Sud (Ngan Ting Men) vit passer les étrangers vainqueurs. Puis le 6, le palais d'été fut pillé et ses collections uniques de livres chinois furent brûlées sur l'ordre de Lord Elgin malgré l'opposition, qu'on ne doit pas oublier, du baron Gros.

L'Empereur de Chine avait fui à Jehol ; à sa place il avait laissé le Prince Kong. Ce fut à lui que Lord Elgin notifia son droit de raser le Palais d'été après l'avoir pillé, si la Chine n'acceptait pas les conditions des Alliés. En vain, le baron Gros cherchait à modérer lord Elgin, le ministre russe Ignatief de son côté venu à Pékin avec les Alliés, conseillait au

1. Le général de division Cousin Montauban était le commandant en chef des forces françaises de terre et de mer. Le major général Sir Hope Grant était le commandant de la force anglaise.

Prince Kong d'accepter les conditions anglaises pour ne pas entraîner la Chine dans de plus grands malheurs.

Le Prince Kong céda et le 24, au ministère des Rites à Pékin furent signées la convention (1) anglaise ainsi que les ratifications du traité de 1858 entre le Prince et lord Elgin.

L'indemnité de guerre à payer par la Chine à l'Angleterre fut de 8.000.000 de taëls. La Chine autorisa l'émigration et céda une partie de Kion-Long en face de Hong-Kong.

Le lendemain 25, le baron Gros et le Prince Kong signèrent la convention française (2). La France se voyait confirmer le traité de 1858 sauf les changements apportés par la présente convention et le changement de l'indemnité portée de deux millions à huit millions de taëls par l'article 4.

La Chine récompensa la Russie de sa médiation au cours des négociations en ajoutant au traité russe de Tien-t'sin (14 nov. 1860) la possession de territoires situés entre l'Oussouri et la mer. Ce traité additionnel de Pékin « relatif aux frontières et aux relations commerciales terrestres de la Chine et de la Russie, complète les traités de Tien-T'sin et d'Aïgoun. Ils constituent à eux trois les bases des relations contemporaines russo-chinoises jusqu'à la révolution de 1917.

1. La convention comprenait 9 articles.

2. 10 articles.

Les Etats-Unis ne réclamaient en reconnaissance de leur attitude aucun acte additionnel.

L'Angleterre, la France et la Russie se hâtèrent d'établir leurs représentants à Pékin. La ville impériale n'était plus fermée aux étrangers. M. de Bourboulon, ministre de France, et M. Bruce, ministre d'Angleterre, y étaient depuis la fin du mois de mars 1861. Le colonel Balliouzek hissait le pavillon tsariste sur la légation russe le 8 juillet 1861. Le Fleuve Bleu, conformément à l'article 10 du traité de 1858, fut remonté par le vice-amiral Hope avec l'autorisation du prince Kong. Il était, ainsi, officiellement ouvert à la navigation étrangère.

L'isolement de la Chine était terminé ; elle est désormais jetée dans le communisme international de par la règle de l'interdépendance des richesses naturelles départies sur le globe.

CHAPITRE VI. — Les traités avec diverses puissances.

Naturellement les autres puissances voulurent entrer en relations officielles avec l'Empire Chinois et signer des traités leur assurant les mêmes avantages qu'à l'Angleterre, la France et la Russie. Des Etats dont elle soupçonnait à peine l'existence, vinrent à Pékin réclamer des conventions. Ce fut ainsi qu'à cette époque le Prince Kong déclare au ministre français qu'il ignore complètement à quelle

catégorie d'empire appartient la Prusse, qui n'a eu aucune relation avec la Chine (1). Le Prince d'Eulembourg, envoyé en mission en 1861, réclamait avec arrogance des droits similaires à ceux des grandes Puissances. La France dut intervenir en sa faveur et obtint pour la Prusse le droit d'accréditer cinq années après l'échange des ratifications, un agent diplomatique près de la Cour de Pékin (traité signé à Tien-tsin, 2 sept. 1861).

Puis ce fut le Danemark (13 juillet 1866), les Pays-Bas (6 oct. 1863), l'Espagne (10 oct. 1864), la Belgique (2 nov. 1865), l'Italie (26 oct. 1869), le Pérou (2 nov. 1869), le Brésil (8 oct. 1881), le Japon (29 juillet 1871).

Quant au traité signé avec le Portugal le 13 août 1862 il ne fut pas ratifié, parce que le texte chinois ne concordait pas avec le texte étranger. Le Portugal considérait Macao comme affranchi du vasselage et la Chine considérait ce territoire comme faisant partie de la province de Konang-Toung.

Tous ces traités sont calqués sur ceux accordés à l'Angleterre et à la France à Tien-Tsin et sont la base des relations diplomatiques de la Chine et de ses cocontractants.

L'intercourse diplomatique avait succédé à l'intercourse commerciale des missions marchandes. Elle avait été établie par la Force, non par la courtoisie réciproque de nation à nation.

1. *Vide supra*, p. 48.

CHAPITRE VII. — Perte des pays vassaux.

Le Gouvernement Impérial avait signé les traités de Tien-Tsin ; il avait laissé pénétrer les étrangers dans l'intérieur du territoire chinois, mais il n'avait pu agir sur la mentalité de la nation, qui voyait avec colère les instructeurs militaires étrangers, les professeurs européens, les missionnaires, envahir l'armée, les écoles et convertir même quelques lettrés chinois. Les missionnaires considéraient d'ailleurs la Chine comme un pays tombé sous la domination européenne et, comme l'a dit M. H. Cordier, « ils avaient des prétentions excessives ». La xénophobie se manifesta de différentes façons. Les droits de douane intérieure, dits likin, furent perçus ; les lettrés protestèrent contre les leçons données à la jeunesse par les « barbares » ayant forcé la porte de l'Empire ; les mandarins signèrent des édits contre ceux qui corrompaient le peuple en l'enlevant aux croyances des ancêtres et en prenant les petits enfants « pour s'en nourrir ou pour des expériences de physique ». Il est vraisemblable que dans une situation inverse, les mêmes exagérations auraient produit les mêmes effets sur les Anglais ou sur les Français ; cela eut lieu sur le peuple chinois. Les ministres étrangers firent des représentations amicales sur l'inobservation des traités.

A ce même moment l'américain Anson Burlin-

game, Haut Ministre, envoyé par le gouvernement chinois à toutes les puissances à traiter fut reçu avec des honneurs extraordinaires, conformément au cérémonial occidental. Les ministres des Puissances accréditées à Pékin crurent que le Prince Kong désirait également recevoir leurs visites, mais le Prince Kong leur fit répondre que le cérémonial chinois n'était pas celui d'Occident et que M. Burlingame, un Occidental, avait eu mission de n'accepter les honneurs occidentaux qu'après avoir déclaré qu'ils n'étaient pas en usage en Chine.

Le mouvement de réaction contre les traités s'accroissait au point même qu'en 1870, le gouvernement chinois manifestait sa lassitude. Les incidents se multiplièrent ; le peuple chinois s'exaspérait ; des massacres eurent lieu ; le consul de France lui même, Fontainier, fut tué dans une émeute.

Les puissances représentées à Pékin remirent au Prince Kong une note collective de protestation. Le Prince Kong envoya un ambassadeur en France pour porter les regrets du gouvernement chinois et son désir de voir le bon accord régner perpétuellement entre les deux Etats.

Cet envoyé arriva lorsque les Prussiens étaient déjà devant Paris. Il remplit son mandat malgré les difficultés de l'heure. En févr. 1871, le Prince Kong soumet au représentant français (1) à Pékin, le « mémorandum » en huit articles qui fut repoussé

1. La France était la protectrice des missions sur le sol chinois.

parla France, l'Angleterre et les Etats-Unis, comme lésant les intérêts des missions.

Les froissements d'ailleurs entre le cérémonial chinois et celui des pays étrangers étaient nombreux. Il eut lieu à propos du mariage de l'Empereur Tong-Tché (16 oct. 1872), de la déclaration de majorité (21 oct. 1872), de l'audience impériale demandée par les ambassadeurs (29 juin 1873).

Parmi les faits qui excitaient la xénophobie, citons encore la « traite des jaunes » sans nous y arrêter (1).

Les relations avec les missions étrangères étaient mauvaises ; les Anglais songeaient à pénétrer dans l'intérieur de la Chine par les voies de terre (2) depuis si longtemps délaissées. D'autres incidents diplomatiques naquirent de cette tentative. Une mission anglaise chargée de reconnaître la route de Birmanie en Chine par le Yun-nan, fut attaquée sur la frontière de Chine et obligée de rebrousser chemin (22 fév. 1875). Le consul, M. Margary qui allait à sa rencontre muni de tous les sauf conduits fut assassiné en territoire chinois (21 fév.). M. Wade représentant du gouvernement anglais à Pékin fit des remontrances et exigea une procédure d'enquête con-

1. Exportation des coolies sur le Pérou et Cuba où ils étaient traités comme des esclaves. En chinois un livre avait eu pour titre : « Aperçu de l'Enfer illustré » et avait montré la misérable condition des travailleurs chinois.

2. Les Anglais cherchaient depuis 1852 à s'ouvrir des débouchés commerciaux vers les provinces du sud-ouest de la Chine, vers le Yunnan. Les Français cherchaient à parvenir au même but par la vallée du Mékong.

forme aux articles xiv et xvii du traité de Tien-Tsin.

L'enquête prouva que l'assassinat était un complot local, mais l'Angleterre voulut en tirer profit ; elle feignit de croire qu'il était l'œuvre des autorités chinoises et fit remettre le 11 août 1875 au gouvernement chinois un mémorandum où il était bien question des réparations pour l'attaque de la mission et la mort de Margary, mais encore plus des relations avec les puissances étrangères et de la protection du commerce, telles que la revision des droits du likin. Le représentant anglais d'ailleurs agit en dehors de ses collègues qui n'apprirent sa démarche que la *Gazette de Peking* du 23 sept. 1875 et ceux-ci protestèrent auprès du bureau des Affaires Etrangères afin d'attirer l'attention du Ya-men sur le fait qu'il y avait certaines questions d'intérêt général pour lesquelles tout arrangement pour être exécutoire devait être agréé au préalable par les représentants étrangers.

Le 13 septembre 1876 l'Angleterre obtenait à *Tche-Fou* (1) une convention particulière, où il était question du Yunnan, mais aussi de questions d'intérêt général, comme relations officielles, judiciaires, douanières.

La convention de Tché-Fou porte atteinte à la souveraineté juridique de la Chine puisque dans le cas de litiges mixtes les contestations sont jugées par le représentant de la nationalité du défendeur, celui

1. Par Li Houg-Tchang pour la Chine et Sir Wade pour l'Angleterre.

de la nationalité du plaignant a le droit d'y assister et d'en surveiller la procédure. Si un crime relatif à la personne ou aux biens des sujets anglais a lieu dans l'intérieur de la Chine, le ministre d'Angleterre a le droit d'envoyer des délégués sur place pour participer à l'enquête. Notons également la clause économique des douanes.

Des contestations surgirent entre les autres puissances et l'Angleterre au sujet de la convention de Tché-Fou et principalement avec la Russie rivale des Anglais sur les routes terrestres abandonnées depuis le xvr^e siècle pour les voies maritimes plus rapides, plus sûres et meilleures de toutes façons. Mais depuis que l'Occident cherchait à faire de la Chine un champ d'expansion pour ses produits, les puissances envisageaient la création de lignes de chemins de fer qui relieraient le monde européen à l'extrême Asie. La Birmanie voisine de l'Inde anglaise, pays limitrophe d'une des fertiles provinces de l'Empire Chinois, le Yunnan, sembla en juillet 1860 à la Chambre de Commerce de Manchester, un chemin favorable pour arriver au Sud-ouest de la Chine, en créant une route commerciale directe de Rangoon à l'Empire du Milieu (1).

Après avoir signé un traité de commerce avec la Birmanie (25 oct. 1867) la mission confiée au major Sladen se convainquit que la révolte musulmane rendait tout commerce impossible avec la Chine.

1. Les Français de leur côté cherchaient à se frayer un chemin par la vallée du Mékong.

Depuis précisément la révolte des Musulmans dans le Yunnan, les Russes qui avaient occupé Samarkand en 1873, ouvert le Bokhara au commerce russe et fait du Khokand un état vassal du Tsar, étaient devenus les voisins de l'Empire Chinois. Les villes d'Ili, Kouldja, et de Tarbogatai (Tchougoutchok) étaient le centre commercial des caravanes russes et chinoises. La situation difficile des Chinois dans cette région donna aux Russes le prétexte nécessaire pour occuper la vallée de l'Ili, territoire de l'Empire chinois en assurant que cette occupation serait toute temporaire. C'est pourquoi, sitôt que la Chine eut rétabli son autorité, le maréchal Jong fut aussitôt chargé de s'occuper de la reddition du territoire occupé par les Russes ; mais il ne put y arriver en raison des troubles possibles à la frontière et l'on dû envoyer une mission diplomatique à Saint-Pétersbourg. Le gouverneur général de la Mandchourie Tch'ong-heou fut chargé d'aller en Russie. Il y négocie et y signe en octobre 1877, le traité de Livadia de funeste mémoire. Ce traité accordait aux Russes les routes, les passes militaires et des privilèges commerciaux très étendus. Il souleva l'indignation en Chine et Tch'ong-héou fut disgracié, emprisonné dès son retour et condamné à mort. Les Puissances intervinrent en sa faveur ; on sursit à cette peine, mais le traité de Livadia fut rompu et, après de pénibles négociations le traité de Saint-Pétersbourg fut signé les 12-24 février 1881 par le marquis Tseng pour la

Chine et par M. de Giers pour la Russie. Ce traité fut ratifié le 19 août de cette même année.

Il comprenait 20 articles. L'indemnité destinée à couvrir les frais d'occupations d'Ili et à payer des indemnités à des sujets russes s'élevant à neuf millions de roubles métalliques. Il accordait de grandes facilités au commerce russe terrestre ; il permettait au Tsar d'envoyer des consuls en diverses localités et entre autres à Sou-Tchéou et Tourjan. La Chine rentra dans le territoire d'Ili sauf la partie occidentale, mais elle accorda, par ce traité, différentes clauses territoriales, judiciaires et douanières qui portaient atteinte à ses droits souverains. C'est par ce traité que la Mongolie devint zone d'influence russe.

Le traité de Tché-Fou et celui de Saint-Pétersbourg inaugurèrent la série des traités politiques et, comme l'a si bien dit M. de Lapradelle, « la question chinoise change de forme ; elle devient territoriale, d'économique, elle devient politique (1) ».

En dehors de l'Angleterre et de la Russie, la France de son côté menaçait le sud de la Chine par ses opérations dans l'Annam, pays vassal de la Chine. Par le traité du 15 mars 1874, signé à Saïgon par l'amiral Krantz, la France avait reconnu l'indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère de l'Empereur d'Annam, mais obligeait la politique extérieure de l'Annam à suivre celle de la France.

1. *Revue générale de Droit International Public*, 1902.

C'était un protectorat à peine déguisé qu'instituait le traité au mépris de la suzeraineté de la Chine. Le marquis Tseng, devenu ministre de Chine en France protesta auprès du gouvernement français, mais M. de Freycinet, alors Ministre des Affaires Etrangères lui répondit que la République Française ferait assurer l'exécution de ce traité par les autorités coloniales en Cochinchine, la guerre résulta de cette réponse et aboutit au traité du 9 juin 1885 signé à Tien-Tsin par Li Houng-Tchang, délégué chinois et par M. Patenôtre, délégué français. Ce traité était nettement défavorable pour la Chine ; il consacrait l'abandon des droits suzerains de la Chine sur l'Annam et la reconnaissance du protectorat français. Il ouvrait les routes terrestres à la France sur les provinces chinoises du Yunnan, du Kouang si et du Kouang-Tong.

Il réservait à l'industrie française les voies ferrées à construire en Chine.

La convention annexe du 25 avril 1886 signée par Li Houng-Tchang et M. Cogordan stipulait le droit pour la Chine d'avoir des consuls (1) à Hanoï et Haï-Phong ainsi que dans d'autres villes du Tonkin. Des clauses douanières et fluviales y étaient comprises pour les pays situés au sud et sud-ouest de l'Empire chinois.

Ce fut dans la crainte que la France gagnât l'Inde par la Birmanie que l'Angleterre décida à son tour

1. Clause ajournée.

de prendre la Birmanie vassale de la Chine depuis le ^{xv}^e siècle. Malgré les protestations chinoises, le gouvernement anglais déclara portion du territoire de S. M. l'Impératrice-Reine tous les territoires jadis gouvernés par le roi Hibau (1^{er} janv. 1886), qui avait été vaincu et fait prisonnier.

Le 24 juillet 1886, le prince Ch'ing pour la Chine et O'Connor pour l'Angleterre signèrent à Pékin la convention relative au roi Hibau et à la Birmanie reconnaissant à l'Angleterre le libre droit de gouverner cet état jadis vassal, qui conserva seulement le privilège d'envoyer, comme par le passé, tous les dix ans, une mission de race birmane à l'empereur de Chine, chargée de lui remettre les tributs habituels.

Avant de terminer le chapitre où nous avons montré que l'intercourse diplomatique avait facilité la politique d'expansion commerciale, économique et territoriale des puissances occidentales en Chine, il nous faut parler de la perte des îles Lion-Kiou, qui étaient pays vassal de la Chine depuis 1271.

En décembre 1871, une grande barque de pêche originaire des îles Lion-Kiou fit naufrage sur la côte orientale de Formose. Quarante-quatre matelots furent massacrés par la population sauvage. Le Japon en profita pour protester contre le massacre des matelots soi-disant sujets japonais. La Chine déclara que ces matelots ne dépendaient pas de l'Empire du Levant, mais bien d'un pays tributaire dont la protection devait être assurée par elle seule.

En 1874, le Japon envoya une expédition à Formose ; la Chine répondit par l'envoi de troupes et une note de protestation. L'Angleterre se proposa comme médiatrice et le 31 octobre 1874 une convention sino-japonaise fut signée accordant la somme de 100.000 taëls comme compensation aux familles des naufragés massacrés, mais laissant Formose à la Chine, que le Japon voulait occuper et donnant les îles de Lion-Kiou au Japon. En 1879, le Japon plaça ses îles sous son administration intérieure, sous le nom d'Ankilo-Kain. Nous verrons dans les pages suivantes que le Japon sera la cause d'une phase nouvelle dans l'histoire des relations des Puissances occidentales et de la Chine.

Dans le nord-ouest comme dans le sud-est, l'Empire chinois avait donc été amoindri par les traités qu'il avait signés avec l'Angleterre, la Russie, la France et le Japon. Déjà en Extrême-Orient, comme en Orient, les rivalités des Grandes Puissances vont entrer visiblement en jeu pour les sphères d'influence ; la Chine deviendra, comme la Turquie, l'enjeu de leurs marchés politiques.

QUATRIÈME PARTIE

LES RIVALITÉS DE LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE EN CHINE

CHAPITRE I. — Le traité de Shimonoseki de 1895.

Autant les Chinois sont de nature pacifique, autant les Japonais sont guerriers, par tempérament, par éducation, par culture. La vue de l'Occident vainqueur de la Chine et d'eux-mêmes par les armes, leur fit adopter au ^{xix}^e siècle la civilisation occidentale avec ses qualités et ses défauts. Nous avons déjà vu le Japon au sujet des îles de Lion-Kiou se servir d'un prétexte pour obtenir cet archipel. Nous allons le voir maintenant continuer sa politique impérialiste. La Corée, région continentale située presque en face d'elle ne tardera pas à lui apparaître comme désirable. C'était un état vassal de la Chine pendant plus de deux cents ans avant l'ère chrétienne ; il y existait deux parties : l'une sympathique à la Chine, l'autre au Japon. Ces

deux parties ennemies luttèrent et causaient des troubles inférieurs.

Le gouvernement chinois désireux de ne pas entrer en guerre pour ce pays vassal avec le Japon, résolut de conclure un traité et le 18 avril 1885 un traité fut signé à Tien-Tsin entre Li Houng-Tchang et le comte Ito. Il comprenait trois articles. Le premier concernait le retrait, sous un délai de quatre mois, des troupes qui avaient été envoyées pour le maintien de l'ordre en Corée par les deux pays. Le second, l'interdiction réciproque d'envoyer des instructeurs militaires en Corée. Le troisième était relatif au cas où des troubles graves viendraient à se produire en Corée. Dans cette circonstance, si l'un des pays ou les deux pays ensemble veulent y envoyer des troupes, un avis officiel préalable et réciproque devra être donné séparément ou ensemble.

C'était reconnaître au Japon le droit d'intervenir en Corée. La Chine par ce traité y cédait donc une partie de ses droits suzerains.

En 1894, le gouvernement coréen demandait à la Chine et au Japon de venir l'aider à réprimer une insurrection. Le Japon répondit aussitôt par l'envoi de troupes qu'il laissa à Séoul, selon ses droits, parce que la rébellion lui semblait sérieuse. Mais il ne s'en tint pas là. Le ministre japonais envoya le 28 juin 1894 un ultimatum au roi de Corée pour lui demander d'agir en gouvernant indépendant et d'accepter en retour l'appui de l'Empire du Soleil Levant.

Le roi de Corée ne répondit pas ; le Japon le déposa et nomma à sa place un régent. En son nom, le Japon somma les troupes chinoises d'avoir à quitter le pays (23-27 juillet 1894).

Ce fut devant ce mépris des droits de la Chine sur la Corée, et cette atteinte portée au Traité de 1885, que la guerre éclata entre l'Empire du Milieu et l'Empire du Soleil Levant.

La Chine fut vaincue sur terre et sur mer et elle dut signer le traité de Shimonoseki le 17 avril 1895.

En dehors de la perte de la Corée comme vassale, la Chine perdit la portion sud de la province de Feng-Tien avec les îles se trouvant à l'Est de la base de Liao-Toung ainsi que le nord de la Mer Jaune, Formose et les îles Pescadores.

L'indemnité à payer fut de deux cents millions de taëls ; les ports de Cha-Chi, Tchong-King, Sou-Tchéou, Hang-tchéou étaient ouverts au Japon ; liberté de navigation lui était donnée sur le Yangtsen, d'Yi-tchang à Tchong-King, sur la rivière de Won-Soung et le canal de Chang-haï à Hang-Tchéou.

Comme garantie d'exécution du traité, la Chine consentait à l'occupation temporaire de Wei-Hai-Wei par les forces japonaises.

Un traité de commerce et de navigation devait compléter le traité de Shimonoseki et le Japon sut en tirer des avantages importants, lorsqu'il fut signé le 21 juillet 1896.

La victoire du Japon avait montré la faiblesse des armées chinoises. L'Europe, qui regardait les com-

battants, fut stupéfaite des progrès accomplis par l'Empire du Soleil Levant; le traité de Shimonoseki fait de la Chine « l'homme très malade d'Extrême-Orient », l'homme dont on attend la mort pour se partager l'héritage opulent. Les héritiers aux aguets se surveillent entre eux.

Bientôt des difficultés vont naître avec la Russie qui est impérialiste et ne veut pas laisser au Japon la presque île du Liao-Toug.

La France et l'Allemagne se joignent à la Russie car les Japonais sont sur la route qui mène à Pékin et le 8 novembre 1895 (1), le Japon dut accepter la convention qui rétrocède à la Chine, contre trente millions de taëls, la péninsule de Liao-Toung.

La Chine dut faire à un consortium russo-français un emprunt de 400 millions de francs à 4 % garanti par le revenu des douanes maritimes chinoises.

Cet emprunt servit à payer en partie le Japon. Pour le reste elle recourut aux financiers anglais et allemands qui reçurent comme garantie le Likin.

Par le traité de Shimonoseki, le Japon prend en Extrême-Orient la position d'une grande puissance. Elle reçoit juridiction consulaire et privilèges économiques et commerciaux qui la mettent au même rang en Chine que les puissances occidentales.

1. Plénipotentiaire chinois, Li-Houng-Tchang. Plénipotentiaire japonais, le baron Hayashi.

CHAPITRE II. — Les territoires à bail.

La Prusse de jadis, cette Prusse qui était inconnue de la Chine, lorsque son premier envoyé diplomatique y arriva en 1861, était devenue l'Empire allemand ; son Empereur voyait sur l'eau « l'avenir de son Empire ».

Les savants avaient examiné le littoral chinois et l'un d'eux, le baron de Richtofen, géologue de renom, conseillait de faire de la baie de Kia-tchéou une base de l'influence allemande sur le Pacifique. Mais il fallait un prétexte afin de ne pas mécontenter la France et la Russie, alliées toutes les deux, et l'Angleterre, toujours ombrageuse lorsqu'il s'agissait de conquérir le royaume de la mer. L'Empereur Guillaume II, sans s'en remettre à aucun diplomate, fit à son cousin le Tsar une visite et sut lui faire promettre de laisser les mains libres à l'Allemagne sur la côte chinoise du Pacifique, en lui présentant son installation comme une garantie donnée à l'Europe contre « l'Empire du Soleil Levant » avant que la marine japonaise soit devenue menaçante. En échange, la Russie aurait les mains libres pour s'emparer de Port-Arthur. Les marchés de politique territoriale en usage dans la question d'Orient se retrouvent ici. La France ne voulut pas contrarier son alliée russe ; elle ferma les yeux. Il fallait un prétexte à l'Allemagne ; elle le trouva dans l'assas-

sinat de deux missionnaires allemands tués par des brigands de l'association du « Grand Couteau » dans le petit village de Kia-tchéou, dans la province de Chan-Touong (2 novembre 1897). Sans aucun ultimatum, le 14 novembre, les navires de guerre allemands forcèrent l'entrée de la baie de Kia-tchéou, débarquèrent des troupes à Tsing-tao et hissèrent le pavillon allemand sur le fort de l'Est. L'escadre qui vint à la suite était commandée par le propre frère du Kaiser, le prince Henri de Prusse, auquel à Kiel le 15 décembre 1897 l'Empereur avait déclaré que « quiconque s'opposerait aux droits de l'Allemagne, serait frappé avec un poing ganté de fer » (1). Ce ne fut qu'après la prise de Kia-tchéou que le représentant de l'Allemagne à Pékin présenta ses revendications.

La Chine signa à Pékin le 6 mars 1898 une convention par laquelle elle s'engageait à louer les deux rives de la baie de Kia-tchéou à l'Allemagne ainsi qu'une certaine quantité d'îles pour une période de 99 ans, avec le droit d'y élever des fortifications ; elle concédait à l'Allemagne le droit de construire deux lignes de chemin de fer au Chan-Toung et de mettre en exploitation les gisements miniers avec fonctionnaires chinois et allemands. Toutes les fournitures nécessaires au Chan-Toung devaient être offertes à l'Allemagne en premier.

1. Le prince de Prusse prit soin de faire signer à la Reine d'Angleterre un accord d'après lequel l'Allemagne garderait la neutralité au cas où l'Angleterre entreprendrait une expédition au Soudan.

Aussitôt la convention signée avec l'Empire allemand, la Russie réclama Port-Arthur, Ta-lien-wan avec les eaux avoisinantes comme base navale de la flotte russe et le droit de construire un chemin de fer partant de Port-Arthur et de Ta-lien-wan pour rejoindre le transsibérien dont la concession lui avait été accordée par la Convention dite de Cassini (1).

La Chine céda, loua Port-Arthur et Ta-lien-wan pour une période de 25 années et donna toute satisfaction à la Russie (2).

La guerre entre la Russie et le Japon fut déclanchée par cette cession et la Russie vaincue rétrocéda au Japon le bail des deux ports et les eaux adjacentes ainsi que d'autres avantages découlant du traité. La Chine consentit à ce transfert au Japon des avantages accordés à la Russie (1905).

En 1915, le Japon obtint de prolonger le bail qui devait arriver à expiration en 1925 pour un nouveau terme de 99 ans. Cette prolongation d'ailleurs n'a jamais été ratifiée par le parlement chinois. En 1923 le gouvernement de Pékin demanda en vain la restitution au Japon.

Après la Russie, la France vint à son tour et réclama un territoire à bail. La Chine lui accorda la location pour 99 ans du territoire de Kouang-Tchéou-Wan sur la côte de Kouang-Foug. L'Angleterre ne manqua

1. Accord secret négocié à Saint-Pétersbourg par Li-Hong-tchang au moment du couronnement du tsar Nicolas II.

2. On se souvient que la Chine avait racheté au Japon Port-Arthur et Ta-lien-wan pour la somme de trente millions de taëls

pas de se prévaloir de l'équilibre des puissances en Chine. Elle obtint pour la même période la concession de Kown-Loon ainsi que le territoire et les eaux voisines de Hong Kong et ceci pour une période égale à celle de la Russie pour Port-Arthur, le port de Wei-Haï-Wei sur la côte du Chan-Toung. L'assassinat des deux missionnaires allemands si providentiellement envoyés par l'Allemagne dans la région désirée comme champ d'expansion commercial, avait déterminé les funestes organisations de territoires à bail, qui sous le prétexte d'équilibre des puissances en Extrême-Orient s'était étendu à la Russie, la France, l'Angleterre et devait plus tard être réclamé par l'Italie.

CHAPITRE III. — Tentative de rénovation chinoise. — Le mouvement intellectuel et le mouvement populaire. — La réaction et la guerre des Boxers.

Il aurait fallu que la Chine fut indigne de son ancienne civilisation pour ne pas souffrir de ses pertes territoriales et de sa diminution constante de souveraineté, pour ne pas supporter avec peine les étrangers sur son territoire, pour ne pas avoir de réaction contre ceux qui avaient forcé les portes de la Chine et qui y avaient apporté les souffrances des vaincus. Les missionnaires surtout qui servaient de prétexte si opportun à intervention, à pénétration,

à concession, apparaissaient comme des indésirables. Le mouvement de rénovation se traduisit, chez les Lettrés par le désir de mettre leur Patrie au niveau des peuples modernes, chez le peuple par une xénophobie, dont la révolte des Boxers (1) a été l'explosion.

L'amour de l'Empereur était en Chine la forme sous laquelle se manifestait le sentiment inné de l'amour du sol natal. Le patriotisme tel qu'il est conçu en Europe n'était pas encore dans l'esprit chinois, mais il commençait à se développer chez ceux (2) qui avaient contact avec la civilisation européenne et avec le Japon dont les progrès et les succès étonnaient le monde occidental. Un parti « Jeune Chine » fut formé afin de décider l'Empereur à sauver l'Empire de l'agonie ; il s'étendait à la classe même des Lettrés qui avaient blâmé les premiers exhortateurs aux progrès. Le gouverneur général Tchang-Tche-Fong exerça une influence considérable sur l'esprit des mandarins et de la classe

1. Les Boxers, association secrète connue en Europe sous ce nom avait pour devise : Protéger la dynastie mandchoue des T'sing et exterminer les étrangers.

2. En 1885, Kang-Yeou-Wei, lettré de Canton, ayant continué ses études au Japon publia un livre *Rénovation du Japon* où précisément il expliquait ce qu'était l'amour de la Patrie, forme étendue du culte dû aux ancêtres nés et morts sur le sol ; il publia aussi une *Histoire de la Turquie* où il montra les conséquences de la rivalité des puissances ; une histoire des changements constitutionnels de l'Angleterre, une *Vi^e de Pierre le Grand*. Il a été appelé ironiquement d'abord, le Confucius moderne. Vers la même époque le grand réformateur chinois Suen-Wen commençait à lutter contre l'impassibilité chinoise.

cultivée de la jeunesse. En 1898, il publie les *Exhortations à l'étude*, il y réproouve la conception parlementaire parce que le peuple chinois n'a pas l'éducation politique voulue, mais il engage précisément la jeunesse à voyager pour connaître l'étranger chez lui dans sa véritable ambiance, à traduire les livres européens, à lire les journaux, à se former en un mot à la civilisation moderne. Il déclare enfin que la protection de l'Empire, de la nation, de la race, est inséparable (1).

Bientôt Wong-T'ong-Lo, précepteur de l'empereur Konang-Sin et partisan du prince Kong fait lire à l'Empereur les œuvres de Kang-Yeon-Wei (2). Le 11 juin 1898 l'Empereur publia un décret où il s'engagea aux Réformes. Il y eut réaction de la part de l'Impératrice, qui d'ailleurs obtint la disgrâce de Wong-Tong-ho. Mais K'ang-Yeou-Wei et ses disciples, reçus en audience par l'Empereur le 16 juin, neutralisèrent l'influence de l'Impératrice et les réformes se poursuivirent. Les édits impériaux sont encore inspirés du plus large esprit de réforme ; la rénovation chinoise est commencée.

Mais l'évolution du peuple marchait moins vite que celle de la classe cultivée. Bientôt Kang-Yeou-Wei eut contre lui tous ceux qui regrettaient la paisible civilisation chinoise, tous ceux qui, comprenant mal les bienfaits de la réforme, y voyaient une

1. C'est déjà le triple Démisme de Sun Yat Sen, en voie de naissance sous une autre forme.

2. V. *supra*, p. .

pactisation avec l'Etranger, tous ceux qui étaient dépossédés de bénéfices, de places, tous les fonctionnaires qui trouvaient inutile l'effort nécessaire pour se mettre au courant des procédés modernes, et enfin sournoisement les grandes Puissances, la Russie et son alliée la France, qui craignaient l'éveil de la Chine pour leurs intérêts particuliers.

Il serait trop long d'entrer dans cette brève étude dans toute l'histoire de la période appelée « les cents jours » qui amena la déchéance de l'Empereur et le retour en arrière sous la direction de l'Impératrice. Le mouvement xénophobe s'étend ; les révoltes des Boxers deviennent inquiétantes ; la cour tout entière se montre favorable à ces rebelles, dont elle compte tirer partie pour écarter les puissances occidentales. Celles-ci, d'ailleurs, maladroitement augmentent leurs prétentions et l'Italie qui n'avait jusqu'alors rien obtenu de la Chine, ni rien demandé parce que son pavillon y était à peine représenté, l'Italie présente une demande de cession à bail de la baie de San-men dans le Tcho-Kiang et le droit de construire un chemin de fer de cette baie au lac de Po-yang dans le Kang-si. La cour laisse agir les Boxers.

Les grandes Puissances avaient cru que la guerre civile leur permettrait de dépécer plus facilement la dépouille de l'Empire Chinois. Elles avaient bien protesté contre le développement des sociétés secrètes, mais par pure forme. Les Anglais étaient d'ailleurs occupés au Transwall et les autres lég-

lions espéraient trouver prétexte à interventions profitables pour leurs pays.

Le 20 mai des placards sont affichés sur les murs de la capitale chinoise, annonçant le massacre des étrangers pour le premier jour de la 5^e Lune. Le corps diplomatique s'émeut ; il reçoit les assurances que les sociétés secrètes ne pourront rien et le Tsong-Li-Yamen insistait pour qu'il ne soit pas donné suite au débarquement des troupes européennes (28 mai 1900).

Le lendemain, les Boxers sont à la porte de la ville, le corps diplomatique s'unit devant le danger. Les ministres d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique, d'Autriche, de France et d'Italie, du Japon et de Russie ont demandé le secours des escadres ; le lendemain les gardes internationales arrivent à Pékin. Mais la cour pactise avec les Boxers ; elle destitue même un général qui a dispersé une bande, qui a coupé le télégraphe entre Tien-Tsin et Pékin.

Les amiraux exigent la remise entre leurs mains des forts de Takou (16 juin) ; ils reçoivent pour réponse un coup de canon. Les troupes des puissances étrangères débarquent et le lendemain prennent les forts.

L'état de guerre est un fait ; le Tsong-li-Yamen donne 24 heures aux légations pour quitter la capitale.

Won Ketteler, représentant allemand, veut aller protester en personne ; il est tué en chemin. A l'ex-

piration du délai de 24 heures, le feu est ouvert sur les légations. Les Puissances s'unissent pour les opérations militaires sous la conduite du feld maréchal Comte de Walderse. Le 14 août Pékin est aux mains des alliés. L'impératrice s'enfuit au Chamsi, province du Nord-Ouest de la Chine, emmenant avec elle l'Empereur déchu et considéré comme fou.

Le 21 août l'Impératrice charge Li-Houng-Tchang de négocier la paix. Le 22 déc. les représentants des puissances remettaient aux délégués chinois l'énumération des conditions imposées par les alliés ; elles durent être acceptées en entier, si dures qu'elles fussent. Le protocole fut signé le 1^{er} septembre 1901. Il comprenait 12 articles.

Sans nous arrêter aux clauses relatives à l'envoi du Prince Tchouen en Allemagne, chargé de porter les regrets du gouvernement pour le meurtre du Baron Van Ketteler, ni aux édits impériaux qui, d'après l'article 2, condamnèrent à la peine de mort, l'exil ou la démission, tous ceux qui avaient participé au mouvement Boxer, ni aux regrets qui furent exprimés au Japon par Na-Toung, vice-président du ministère des Finances, pour la mort du vice-chancelier japonais, le gouvernement chinois dut élever à ses frais un monument expiatoire dans chacun des cimetières étrangers, la Chine acceptait de prohiber pendant une durée de deux ans l'importation sur son territoire des armes et des munitions ainsi que du matériel destiné à leur

fabrication, de payer aux puissances une indemnité de 450 millions de haïkouan taëls et donner en garantie les revenus des douanes et de la gabelle (art. 6), de reconnaître le quartier des légations comme quartier spécialement réservé à l'usage des étrangers et placé sous leur police exclusive ; les Chinois étaient exclus de ce quartier. Les forts de Takou et ceux qui pouvaient empêcher la libre communication entre Pékin et la mer devaient être rasés (art. 8) et les Puissances avaient le droit d'occuper Houang-Tsoun, Sang-Fang, Yan-Tsoun, Tien-Tsin, Kinng-Léang-Tchang, Tang-Kou, Lou-Tai, Tang-Chan, Louan-Tcheou, Tchang-Li, Tsing-Wang-Tao, Chan-Haï-Kouan pour maintenir la liberté de communication avec la mer (art. 9).

Le gouvernement chinois s'engageait à afficher ces édits pendant deux ans et à interdire toute propagande anti-étrangère dans toutes les villes (art. 10). Il acceptait le concours des gouvernements étrangers pour améliorer les cours des rivières Pei-ho et Honang-Pou (11). Le Tsoung-Li-Yamen deviendrait le « Wai-Wou-Pou » (ministère des Affaires étrangères) et un accord devait régler le cérémonial relatif à la Chine.

Tel était le résultat de l'insurrection des Boxers soutenue par le parti réactionnaire chinois. C'était au point de vue territorial, comme au point de vue financier et militaire, la mainmise sur la Chine par les Puissances.

Le corps diplomatique à Pékin était maintenant le « Super gouvernement ».

CINQUIÈME PARTIE

LES PUISSANCES ET LA CHINE AU XX^e SIÈCLE

CHAPITRE I. — Accords anglo-japonais, franco-russe, sino-japonais.

Le xx^e siècle débute par la rivalité russo-japonaise ; elle est suscitée par le maintien des troupes russes en Mandchourie, et en Corée, maintien qui inquiète les Japonais.

Le 30 janv. 1902, la Grande-Bretagne et le Japon signent un traité d'alliance reconnaissant l'indépendance de la Chine et de la Corée ; ils se déclarent dégagés de toute idée d'agression contre l'un ou l'autre de ces deux pays, mais se réservent le droit d'intervenir si leurs intérêts respectifs sont menacés.

La France et la Russie répondent à cet accord par la conclusion d'une entente similaire franco-russe (19 mars 1902) reconnaissant également l'indépendance de la Chine et de la Corée et s'engageant à maintenir leurs intérêts spéciaux en cas d'action agressive d'une tierce puissance.

Les rivalités des puissances profitaient cette fois à la Chine en maintenant le *statu quo* sous la garde réciproque des rivaux et en calmant leur « faim de terre ».

Toutefois la Russie signait avec la Chine la convention du 8 avril 1902, par laquelle la Russie consentait « au rétablissement de l'autorité chinoise en Mandchourie, demeurant portion intégrale de l'Empire chinois, et rendait à la Chine le droit d'y exercer les pouvoirs administratifs et souverains comme avant l'occupation du pays par les troupes russes et à la condition que le gouvernement prit l'engagement d'obtenir les stipulations relatives au traité conclu le 8 sept. 1896 avec la Banque Russo Chinoise (1), à protéger de toutes façons le chemin de fer et son personnel, à veiller à la protection de tous les sujets russes et de leurs entreprises. Enfin à retirer graduellement toutes les troupes russes de la Mandchourie à compter de la signature de la Convention.

Le 8 oct. 1902, la partie Sud-Ouest de la province de Moukden jusqu'à la rivière Leao et le chemin de fer de Nieou-tchouang était évacué. Mais quand il s'agit de retirer les troupes, la Russie émit des prétentions que la Chine laissa connaître

1. La Russie avait consenti à la Chine un prêt pour l'aider à payer l'indemnité de guerre due au Japon (*suprà*) et avait créé la Banque Russo-Chinoise à qui l'année suivante la Chine accordait la construction du chemin de fer de Mandchourie relié aux lignes russes de la Transbaïkalie et de l'Oussouri (26 août 1896).

aux puissances rivales, au Japon, à l'Angleterre, aux Etats-Unis. L'annonce de la convention russo-chinoise du 8 avril 1902 avait calmé les esprits ; le maintien des troupes russes pour obtenir de nouveaux droits en Chine excita les puissances rivales, en tout premier lieu le Japon. L'expansion russe en Mandchourie et en Corée, lésait ses intérêts ; l'état d'esprit était surexcité. La guerre en résulta (1904-1905). La défaite russe amena la signature du traité de Portsmouth (5 sept. 1905).

Ce traité nous intéresse parce que, dans l'art. 5, « le Gouvernement impérial de Russie transfère et assigne au Gouvernement impérial du Japon avec le consentement du Gouvernement de la Chine le bail de Port-Arthur, Talien-Wan, et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou incluses dans le dit bail. »

« Il transfère également et assigne au Gouvernement impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par bail ci-dessus mentionné. »

Par la Convention de Mandchourie (22 déc. 1905) signée à Pékin, le Gouvernement impérial chinois accepta tous les transferts que la Russie avait consentis au Japon.

De l'accord anglo-japonais et de l'accord franco-russe dont nous avons parlé plus haut, nés l'un et l'autre des rivalités des Puissances en Extrême-Asie sortit, sous l'influence de l'Angleterre et de la

France unies pour l'Entente cordiale la réconciliation du Japon et de la Russie (13 juin 1907) sanctionnée par un accord le 30 juillet, où les deux puissances « s'engagent à respecter tous les droits résultant pour l'un ou pour l'autre des traités en vigueur, accords ou conventions appliqués à présent entre eux et la Chine ».

Ce fut donc de l'action des Puissances en Asie que sortit la « Triple Entente » (1907).

CHAPITRE II. — La guerre mondiale de 1914-1918 et la Chine. Le traité de Versailles (1919).

A la Triple Entente, Angleterre, France, Russie, s'opposait en Europe la Triple Alliance (Allemagne, Autriche, Italie). Les compétitions territoriales de ces puissances soit dans le Nord Africain, soit sur la route des Indes, en Asie-Mineure, avaient plusieurs fois failli entraîner une guerre européenne. La Méditerranée avait semblé reprendre son importance dans les aspirations impérialistes de ces deux groupes de nations. Les Balkans s'agitaient ; la Turquie sortait à peine de la guerre avec l'Italie qu'elle entraît dans celle des Balkans (Bulgarie, Grèce et Serbie). Ce dernier Etat dans son différend avec l'Autriche dans l'attentat de Serajevo fut soutenu par la Russie, tandis que l'Allemagne prenait le parti de l'Autriche. Le 2 août 1914 la grande

guerre éclata, entraînant la Russie dans le conflit austro-serbe. D'un côté la France et l'Angleterre, de l'autre, l'Allemagne, à côté de son alliée l'Autriche.

Le 6 août 1914, par pure forme, et peut-être aussi par prudence, le gouvernement chinois faisait auprès des puissances en guerre une déclaration de neutralité, tandis que le Gouvernement japonais remettait le 15 août 1914 au représentant de l'Allemagne à Tokio une note ainsi conçue : « Le Gouvernement impérial du Japon considérant qu'il est important et nécessaire dans la situation présente de prendre des mesures propres à écarter toute cause de trouble pour la paix de l'Extrême-Orient et à sauvegarder les intérêts généraux prévus dans le traité d'alliance entre le Japon et la Grande-Bretagne, afin d'assurer la paix durable de l'Asie orientale, croit de son devoir de donner avis au gouvernement impérial allemand d'avoir à exécuter les deux propositions suivantes : 1^o retirer immédiatement des eaux japonaises et chinoises les bâtiments de guerre allemands et les navires armés de tout genre et désarmer ceux qui ne pourraient être retirés ; 2^o livrer et remettre aux autorités impériales japonaises à une date n'excédant pas le 15 septembre 1914, sans condition et compensation, tout le territoire cédé à bail de Kiao-tchéou, en vue d'une restitution éventuelle du dit territoire à la Chine. » Le gouvernement japonais déclarait en outre que s'il n'avait pas reçu du gouvernement allemand le 23 août à midi accep-

tation sans condition de cette note, il se verrait obligé de se réserver toute liberté d'action, qui lui semblerait convenable.

Le 23 août au matin, le gouvernement allemand déclara ne pouvoir répondre à cet ultimatum et remit ses passeports au représentant du Japon à Berlin. Le même jour, à midi, le Japon se déclarait en état de guerre avec l'Allemagne, « par suite de son alliance avec l'Angleterre, disait-il dans une proclamation au peuple japonais, et des préparatifs de guerre dans les mers de Chine menaçant les commerces japonais et anglais ».

L'Allemagne fit alors tous ses efforts pour inquiéter les Etats-Unis sur l'activité japonaise, mais le comte Okuma, premier ministre, déclara au peuple américain, et au monde entier que le Japon n'avait nul dessein d'aggrandissement de territoire. Il en donna sa parole, celle du gouvernement, celle du peuple au monde entier et « le Japon tient toujours ses promesses », terminait-il dans cette adresse. Nous verrons comment.

L'Allemagne se tourna alors vers la Chine et lui offrit de résilier le bail de 1897. La Chine qui savait que cette résiliation serait passagère, conditionnelle certainement, n'accepta pas dans les circonstances présentes l'offre allemande. Alors l'Allemagne chercha à mêler la Chine malgré elle au conflit mondial. Japonais et Allemands violent la neutralité du territoire chinois, ce que la Chine fait remarquer à l'un et à l'autre. Elle avait tout d'abord offert aux Japo-

nais de coopérer pour l'attaque de Kia-Tchéou, mais ceux-ci avaient refusé tandis que les troupes anglaises débarquaient à Kiao-Tchéou. Les forces allemandes en Extrême-Orient ayant été détruites ou capturées, la guerre fut terminée dans cette partie du monde au début de 1915.

En Chine, un parti croit aux promesses de non-expansion territoriale du Japon. On espère qu'il rendra à la Chine T'sing-tao qui, depuis le 11 novembre 1914, est en ses mains; au Japon même la question est agitée. Rendra-t-on T'sing-tao? Rendra-t-on Kiao-tchéou? Y a-t-il un contrat qui oblige le Japon à ces redditions? Le ministre des Affaires étrangères japonais déclare qu'il n'y en a pas. Et d'ailleurs la Chine s'est déclarée neutre, pourrait-elle sans violer sa neutralité accepter ce qui a été accordé par elle à l'Allemagne? La Chine remit à plus tard ses revendications, mais elle demanda l'évacuation des troupes japonaises de l'intérieur de Chan-Toung, zone de guerre qui avait été délimitée d'un commun accord.

N'ayant pas reçu de réponse, le 7 janvier, cette zone fut supprimée et sa suppression notifiée aux grandes Puissances belligérantes. Alors le Mikado fait remettre au Ministre des Affaires étrangères en Chine par son ambassadeur à Pékin le document connu sous le nom des « Vingt et une demandes », ayant pour but de resserrer les relations amicales existant entre la Chine et le Japon et d'assurer ainsi la paix permanente en Extrême-Orient.

La Chine et le Japon entamèrent des négociations pénibles qui auraient pu aboutir à la guerre si la Chine n'avait pas subi depuis quelques années une crise intérieure politique grave. Yuan-Chi-Kai était en effet Président de la République chinoise, mais il rêvait de faire un coup d'Etat (1). Il céda aux demandes du Japon parce que le représentant japonais à Pékin, qui s'était adressé à lui directement le 19 janvier 1915, lui avait fait espérer s'il acceptait les 21 demandes « de l'avancement » (2). Les négociations ne traînèrent pas, sauf pour garder les apparences. Le 7 mai le Japon somma la Chine d'accepter ses conditions et le 9 la Chine apposa sa signature au bas des 21 demandes, signature que le monde chinois considéra comme une « honte nationale ».

Que comportaient ces vingt et une demandes ?

Tout d'abord le complet assentiment de la Chine à tout ce que le gouvernement japonais pourrait ultérieurement convenir avec le gouvernement allemand concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède en vertu de traités ou autrement relativement à la province de Chantung. L'engagement par la Chine de ne céder ni donner à bail à une tierce puissance aucun territoire, aucune île de cette province ou le long de la côte.

1. Voir à ce sujet Léon Yang, *Les territoires à bail en Chine*. Paris 1929, p. 172.

2. Yuan-Che-K'ai préparait à son profit la restauration de l'Empire.

La Chine reconnaît des droits spéciaux au Japon en Mandchourie méridionale et Mongolie Inférieure orientale ; elle va plus loin, elle s'engage à ne rien céder ni louer à une tierce puissance, ni port, ni île, ni baie quelconque le long de sa côte chinoise.

En résumé la Chine est mise sous le protectorat du Japon par les 21 demandes. La publication en fut interdite par le gouvernement japonais qui craignait la réaction du peuple. Différents accords furent signés, que la Chine, accepta sous la contrainte pendant que les autres Puissances ne pouvaient venir à son aide. C'est pourquoi les Etats-Unis protestèrent, déclarant qu'ils ne reconnaîtraient aucun des accords qui porteraient atteinte aux droits que les Etats-Unis ou leurs citoyens tiennent des traités en Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République chinoise, ou à la politique internationale connue sous le nom de la porte ouverte. La protestation fut remise en même temps aux gouvernements chinois et japonais.

L'Angleterre, puis la Russie, la France et l'Italie acquiescèrent en 1917 à la reconnaissance des accords sino-japonais et échangèrent tous les documents nécessaires à cette reconnaissance.

Le Parlement chinois qui, conformément à la Constitution provisoire de 1912 (art. 35) devait ratifier les traités ou accords conclus avec les Etats Etrangers par le Président de la République ne ratifia jamais les 21 demandes, il en dénonça la vali-

dité d'autant plus qu'ils avaient été signés par Yuan-chi-Kai traître à la république.

Le 14 avril 1917, le gouvernement chinois, redevenu un gouvernement républicain, entra dans le groupement des « alliés » contre l'Allemagne (1). Lorsqu'en novembre 1918 les hostilités cessèrent, la Chine était donc une puissance s'étant rangée du côté des Alliés. Le 18 janvier 1919, au Palais de Versailles, les plénipotentiaires chinois se trouvaient à côté des délégués de toutes les Puissances ayant combattu à côté de l'Angleterre et de la France, et comme tels ils revendiquaient les droits qui devaient découler de la place qu'ils occupaient à la conférence de la Paix. Ils revendiquèrent les droits et avantages de toute sorte que l'Allemagne avait obtenus jadis au Chantoung et les concessions aux environs de Kiaotchéou. L'état de guerre n'avait-il pas annulé tous les traités existant entre l'Allemagne et la Chine ? Quant aux clauses contenues à ce sujet dans les « vingt et une demandes », la Chine ne pouvait admettre qu'on en fasse état puisqu'elles avaient été signées par un traître et non ratifiées par le Parlement. Le Président de la Conférence (2) reconnut l'importance, sinon le bien-fondé de cette demande, mais la décision insérée dans les art. 156-

1. C'est alors (sept.-oct. 1917) que le Japon consentit à la Chine une série d'emprunts dits « Alliance des armes ».

2. Le premier ministre français, M. Clémenceau, déclara qu'il convenait d'attendre pour cela que le département et l'administration politique de la Société des nations put exercer ses pouvoirs et ses fonctions.

158 du traité de Versailles provoquera la protestation de la délégation chinoise. Ces articles accordaient au Japon les droits et privilèges de l'Allemagne découlant du traité sino-allemand, du 6 mars 1898. L'Amérique joignit sa protestation à celle de la Chine. Mais les délégués chinois ne purent rien obtenir et il s'ensuivit que le gouvernement chinois refusa de signer le traité de Versailles.

CHAPITRE III. — La conférence et le traité de Washington (11 nov. 1921, 6 février 1922).

En 1921 se tint à Washington une conférence « sur la limitation des armements et les questions du Pacifique et de l'Extrême Orient ». Le Président des Etats-Unis d'Amérique, alors M. Harding, invita la Chine à y participer. La Chine accepta et y délégua MM. Alfred Lseu et Wellington Kou. Lors de la première réunion du comité chargé de l'examen primordial des questions qui devaient être portées devant la Conférence, M. Alfred Lseu exposa les vues du gouvernement chinois sur la question du Pacifique : Intégrité territoriale, indépendance politique et administrative de la République chinoise qui appliquerait le principe de la « Porte Ouverte » sur tout son territoire. La Chine a en outre le droit de connaître les traités relatifs au Pacifique ou en Extrême-Asie, suppression de toutes les restrictions politiques, juridictionnelles et admi-

nistratives, apportées par les Puissances en Chine; respect des droits de la Chine en cas de neutralité.

A la séance publique du 20 nov. 1921, Wellington Kou parla dans ce même sens et le 22 nov. la Conférence adoptait un ordre du jour mémorable, favorable au respect de la souveraineté de l'indépendance et de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Le premier traité, signé à Washington le 6 fév. 1922, concernant « les principes et directives à suivre dans les questions intéressant la Chine », donnait pleine satisfaction à la Chine, et le second, signé le même jour, concernant les tarifs douaniers accordait à la Chine l'élévation demandée par elle.

Pour la juridiction consulaire, la commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient adopta la résolution qu'une commission de juristes serait créée afin d'enquêter sur les pratiques actuelles de la juridiction, de la législation et de l'administration judiciaire en Chine afin de soumettre aux Puissances leurs constatations et les moyens qu'ils pourraient juger convenables pour aider la Chine dans les réformes. A partir du 1^{er} janvier 1923, la suppression des bureaux de poste étrangers fut décidée, exception faite pour les territoires à bail.

Quant à la restitution des territoires à bail, aucune solution ne fut prise, M. Viviani, délégué français, offrit de rétrocéder Konang-Tchéou Wan à la Chine sous réserve que les autres puissances feraient de même. M. Baofous, délégué anglais, se déclara prêt à

rétrocéder Wei-Hai-Wei dans les mêmes conditions que la rétrocession proposée par la France.

Toutefois la question du Chan toung ne put être examinée en raison de l'attitude du Japon qui parlait de revenir sur tout ce qu'il avait accordé. Il fut décidé qu'elle ferait l'objet de pourparlers directs. Le 1^{er} déc. 1921, commencèrent en effet les conversations directes entre les représentants Chinois et Japonais et le 4 févr. 1922 un traité fut signé comprenant la restitution de Kiao-Tcheou à la Chine sans indemnité, le transfert à la Chine du Chemin de fer du Chan-Toung avec indemnité de 55 millions de dollars-or payés au Japon sous garantie. Diverses clauses relatives au chemin de fer du Chan-Toung, aux marais salants étaient insérées. Mais la Chine ne put arriver à obtenir l'abolition du traité de 1915 et les revendications chinoises ne purent donc être acceptées que partiellement. Depuis le traité du 6 fév. 1922, la Chine est donc obligée de maintenir la politique de la « Porte Ouverte » de par sa propre signature.

CHAPITRE IV. -- Les nouveaux traités de la Chine avec les Puissances.

La guerre mondiale de 1914-1918 rendait nécessaire la signature de nouveaux traités. L'Allemagne privée de tout ce que lui avait accordé les accords antérieurs à 1914, a signé avec la Chine le 20 mai

1924 une convention qui contient sept articles. L'Allemagne renonce à son droit d'exterritorialité, en Chine, reconnaît l'autonomie douanière chinoise, le respect de la souveraineté territoriale sur la base de la plus parfaite égalité (1). Ce traité a été complété par le traité sino-germain du 19 août 1928, qui admet le traitement réciproque de la nation la plus favorisée. La Russie qui n'est pas tsariste depuis la révolution de 1917 et qui, dans ses théories internationales condamne l'impérialisme des peuples, a signé un traité le 31 mai 1924 avec la République chinoise annulant les traités précédents. La Russie de son plein gré a renoncé à tous ses droits spéciaux et son accord est conclu sur la base de l'égalité et de réciprocité (2).

Les autres Puissances d'ailleurs sont décidées à signer avec la Chine des traités plus conformes aux conceptions modernes des droits des peuples. Les Etats-Unis ont signé un traité commercial provisoire. La Chine a également renouvelé ses traités sur de nouvelles bases avec la Norvège (13 nov. 1928), le Danemark, l'Angleterre (20 déc.), la France (22 déc.), l'Espagne (28 déc.), l'Italie, la Suède, le Portugal. Seul le Japon n'a pas encore réglé ses rapports avec la Chine sur de nouvelles et solides bases.

Tous ces traités ont été conclus sur la base d'égalité et de réciprocité, quant au régime douanier.

1. V. annexes, p. .

2. V. annexes, p. .

Au point de vue du droit d'exterritorialité, la date du 1^{er} janvier 1930 a été choisie comme date de la renonciation à ce droit par le Danemark et le Portugal. Les questions de la juridiction consulaire, des concessions, des territoires à bail, des troupes étrangères en Chine ont été réservées.

CONCLUSION

LES REVENDICATIONS DIPLOMATIQUES DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE

« Conventio omnis intelligitur rebus
sic stantibus. »

Nous avons montré dans cette modeste étude comment la Chine avait été forcée de pratiquer la « Politique de la Porte Ouverte » ; elle l'avait abandonnée au xvi^e siècle à la vue des caravelles armées des Portugais et de l'envahissement du Pacifique, par l'Occident désireux de conquérir les riches marchés d'Extrême-Orient. Elle avait pris une attitude hostile lorsque sa porte qu'elle n'avait plus qu'entr'ouverte lui avait valu l'importation sur son territoire de l'opium néfaste pour la santé de ses habitants et prohibé par elle en raison de la dégénérescence grandissante que causait ce stupéfiant ; le commerce et la vente sont aujourd'hui limités par toutes les nations civilisées (1).

1 La police chinoise a saisi à bord du vapeur italien *Hilda* du port de Trieste 800 livres d'héroïne d'une valeur de 35.000 livres sterling, ce qui constitue un record dans les saisies de cette époque (*Le Temps*, 14 oct. 1930.)

Mais trop faible au point de vue militaire, elle n'a pu imposer son droit et la force conquérante a triomphé.

L'Angleterre du xix^e siècle ne pouvait se confiner dans l'isolement ; elle avait besoin de l'empire des mers pour pourvoir aux besoins économiques de son peuple, pour écouler les produits de ses manufactures, le fer et le charbon de ses mines et pour obtenir les matières étrangères utilisées pour son alimentation ou pour ses usines. Elle a donc voulu imposer à la Chine « la navette de ses vaisseaux qui vont d'un pays à un autre comme la navette du tisserand » (1). Mais au lieu de tisser avec la Chine « des liens d'amitié et de concorde », ils ont tissé la « guerre de l'opium » qui aboutit au traité de Nankin (18 août 1842). Ce traité détruisit l'isolement de la Chine, sans qu'elle puisse poser en pleine égalité la base de ses rapports avec l'Angleterre et par suite du principe d'équilibre sur toutes les puissances.

Depuis lors, celles-ci ont rivalisé entre elles pour forcer la porte de la Chine, appuyant chaque demande de l'envoi d'une flotte ou d'un débarquement de troupes. Sous cette menace la Chine a toujours accordé des avantages politiques ou économiques sans recevoir rien en retour, et nous

1. « Les vaisseaux qui vont d'un pays à un autre sont comme la navette du tisserand. Ils tissent des liens d'amitié et de concorde entre les peuples » (Gladstone).

pourrions appeler l'étude que nous présentons le martyrologue diplomatique de la Chine.

La diminution des droits souverains de l'Empire chinois sur son territoire a été établie par le droit d'extraterritorialité qui consiste en Chine non pas à soustraire, comme cela existe conformément au droit des gens dans tous les pays civilisés, le souverain et les agents diplomatiques à la juridiction territoriale de l'Etat où ils sont en visite ou accrédités, mais à leur accorder une partie de territoire sur lequel les agents ont en dehors des immunités personnelles, des droits de protection et de police à l'exclusion de l'Etat lui-même. En Chine les puissances ont acquis ce droit spécial d'extraterritorialité qui n'a rien de réciproque et qui se confond avec la juridiction consulaire. La juridiction consulaire établie en Chine après la guerre de l'opium dans cinq ports : Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-Po et Changhaï, fut réclamé par les Etats-Unis et par la France; elle devint générale pour toutes les Puissances après les traités de Tsen-Tsin (1858) et ceux de Pékin (1860).

Il s'est donc constitué sur le territoire chinois une justice extra-territoriale qui applique la législation et la procédure de chaque pays représenté par l'agent du fonctionnaire étranger et ses assessseurs. Les affaires criminelles elles-mêmes sont enlevées à la justice locale, lorsqu'il s'agit d'étrangers. Pour tous les cas entre Chinois et étrangers, les autorités compétentes sont celles de la natio-

nalité de l'accusé ou défendeur en présence de l'officier de nationalité du plaignant ou demandeur, qui a le droit de protestation. Des cours mixtes ont été établies à cet effet à Changhaï, Amoy et Hankéou (1) et ce sont les étrangers qui, naturellement, ont le plus de privilèges dans ces cours. Le Kuomintang a publié en janvier 1927 un manifeste contre le maintien des cours mixtes, parce que la Chine est privée par ce maintien de droits souverains, qui sont des droits naturels à tout Etat, et qui, par essence, sont inaliénables et imprescriptibles.

A la Conférence de Washington, la délégation chinoise a demandé l'abolition du droit d'exterritorialité pour les étrangers en tant qu'humiliation nationale et des inconvénients qui découlent de la diversité des législations appliquées par les cours mixtes, mais cette demande a été rejetée en séance plénière du 10 décembre 1921, prévoyant une commission d'enquête sur les progrès accomplis par la justice de la République chinoise. Le 12 janvier 1926, la commission où treize puissances étaient représentées se réunit pour inspecter les cours, tribunaux, prisons et maisons d'arrêt dans les provinces.

1 Pendant la révolution de 1911, le gouvernement chinois protesta contre le corps consulaire de Changhaï qui s'était même arrogé le droit de nommer les juges chinois et de juger même les affaires où seuls les Chinois étaient en cause. En mai 1925 les négociations n'avaient pas abouti et les abus de la police anglaise produisirent les troubles sanglants de Changhaï. Les Anglais durent restituer la cour mixte à la Chine par l'accord du 13 juil. 1926. Ce fut un retour au *statu quo*.

Le rapport fut signé le 16 juin 1926 ; les délégués sont d'avis qu'une fois leurs recommandations satisfaites, les puissances pourraient abandonner leurs droits d'exterritorialité, pour reprendre les règles établies entre les nations sur une juste et équitable base de réciprocité.

Le gouvernement national n'a cessé de réclamer cette suppression, actuellement il fait l'objet de négociations avec les puissances (1).

Depuis 1842, la Chine a perdu le droit de fixer elle-même ses droits de douane. Donc l'autonomie douanière lui a été enlevée et elle a dû subir pour les marchandises imposées sur son territoire, les droits que les Puissances ont bien voulu lui consentir. Ces droits consistent en général en des droits calculés sur la base de 5 % *ad valorem* depuis la révision de 1858 des traités conclus avec la France et la Grande-Bretagne. En 1902 et en 1918, lors des révisions il n'y eut pas de changement dans le tarif mais bien dans l'estimation en douanes des marchandises. La clause de la nation la plus favorisée a

1. Nous lisons dans *Le Temps* du 26 sept. 1930, M. C. T. Wang, ministre des Affaires étrangères a déclaré dans un entretien que des bruits émanant de Washington concernant une conférence tripartite entre la Chine, l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de l'exterritorialité sont dénués de fondement. Il a ajouté qu'en ce qui concerne l'Angleterre les négociations sont conduites entre sir Miles Lampson et lui et, quoi qu'on en ait dit, elles ne sont pas encore terminées. Le gouvernement national attend en ce moment les contre-propositions anglaises. Quant aux conversations sino-américaines, elles seront reprises à Washington entre le département d'Etat et le ministre de Chine à son retour de Genève.

été insérée dans les traités de commerce de toutes les puissances, il en ressort que le même tarif est appliqué à toutes.

Quant à l'impôt spécial « likin » (taxe au millième) installé sur les frontières provinciales ou départementales, il constitue une recette provinciale ou départementale, il est un droit de transit qui établit tant pour les marchandises chinoises qu'étrangères une sorte d'octroi local variable. Il a été fixé en 1858 à la moitié du taux du tarif douanier soit 2 1/2 % *ad valorem* et moyennant un « transit pass. » La marchandise étrangère ne paie qu'une somme fixe et une seule fois tandis que les marchandises indigènes payent le même droit de 2 1/2 % devant tous les postes de likin. On juge par là des avantages, dont jouissent sur le sol chinois les produits importés de l'étranger.

Le gouvernement chinois avait promis l'abolition du « likin » pour le 1^{er} janvier 1929 en même temps que serait mis en vigueur la loi sur le tarif national chinois auquel les Puissances avaient consenti en 1925. Mais la situation intérieure n'a pas encore permis de le faire (1).

Le régime douanier actuel est une atteinte aux

1. Nous lisons dans *Le Temps* du 17 sept. 1930, la politique de Pékin qui vient d'arriver annonce que l'abolition formelle du likin (impôt intérieur) fixé au prochain anniversaire de l'indépendance chinoise, 10 octobre, sera vraisemblablement remise à plus tard à cause des fonds considérables nécessités par la guerre civile. La date d'ailleurs d'ouverture de la conférence de l'abolition du likin n'a pas encore été annoncée.

droits souverains de la Chine. Par l'accord de 1853, le poste de Directeur général des Douanes est occupé par un Anglais, que le gouvernement chinois a le droit de nommer. Il y a plus de cent postes importants qui ne peuvent être donnés qu'à des Anglais, car les douanes maritimes impériales, par la convention de 1853, ont été placées entre les mains des étrangers. A la conférence de Washington, il a fait l'objet de la protestation du D^r Willington Koo et le délégué des Etats-Unis M. Underwood déclara que « s'il y avait un Etat non signataire du traité de Washington qui, malgré l'opinion des neuf puissances, empêche l'augmentation des ressources douanières de la Chine indispensables à la prospérité du pays, le gouvernement chinois pourrait abolir les traités ou conventions de commerce passés entre cet Etat et la Chine ». Ce fut pour cette question douanière que la France ne ratifia pas le traité de Washington (1). La commission spéciale avait prévu une augmentation minimum de 25 % et plus élevée pour les objets de luxe.

L'autonomie douanière est nécessaire à la Chine pour son économie nationale. Sa balance commerciale accuse une différence sensible entre les exportations et les importations, l'excédent de celles-ci est d'environ deux cents millions de taëls de déficit annuel.

Pour la consolidation de ses dettes intérieures et

1. A cause de la question des francs-or.

extérieures, pour tenir ses engagements, il ne faut pas que les Puissances lui refusent d'accroître ses ressources principales. Le Japon principalement fait une campagne contre l'autonomie des douanes en Chine et proteste contre la mise en vigueur du tarif national qui lui a été accordé par la Conférence de 1925 réunie spécialement à Pékin et à laquelle ont participé les neuf signataires de la conférence de Washington. « Le tarif accepté par les signataires a été promulgué le 7 déc. 1929 et notifié aux nationaux des Puissances par les représentants diplomatiques le 1^{er} fév. 1929 (1).

Mais la Chine rénovée dans son gouvernement, son administration, sa justice ne doit pas être maintenue dans un état financier défavorable par le consortium des Puissances.

Une des revendications de la République chinoise est la suppression des concessions accordées sur son territoire à des Etats Etrangers. Leur origine remonte dit-on au traité de Nankin (1842) qui accorda aux sujets britanniques la permission de venir en Chine avec leurs familles. Le désir d'éviter des conflits entre la population indigène et

1. On lit dans *Le Temps* du 14 oct. 1930 : Le général Tchang Kaï Chek a repris ses fonctions civiles de président du gouvernement de Nankin, il a reçu les membres du corps diplomatique. Le conseil des ministres chinois se réunira le 12 novembre afin d'étudier certains projets se rapportant plus particulièrement à la réorganisation du Conseil d'Etat, à l'amélioration des transports, à la mise en application du nouveau système douanier et enfin à la politique étrangère de la Chine.

étrangère de mœurs si différentes, présida à l'octroi aux Anglais ou plutôt à une fixation de résidence dans les cinq villes exclusivement : Canton, Amoy, Fou-Tchéou. Ming-Po, Chang-Haï. Le traité supplémentaire de 1843 leur octroya (1) la possibilité d'y construire des maisons de commerce ou d'habitation avec l'autorisation du Consul et des autorités locales ; cette autorisation fut étendue par les traités de Wanghia et de Whampora aux Américains et aux Français, puis devint de style dans les traités subséquents.

La Chine peu à peu perdit l'administration de ces parties de territoires, ainsi que nous l'avons relaté dans le cours de cette étude. On se rappelle que « la question des légations » créés à Pékin en vertu du protocole du 7 sept. 1901 était soustrait à l'usage et au contrôle des Chinois (2). La souveraineté de la République chinoise n'a pu admettre cette humiliation de voir des territoires dépendant de la Chine échapper à ses lois d'ordre public (3). Les raisons qui avaient présidé à l'octroi des concessions n'existent plus, le commerce sino-étranger est répandu ; chinois et étrangers de toute nationalité sont en meilleurs termes au dehors ainsi qu'à l'intérieur des concessions et la Chine ne cesse et

1. V. *supra*.

2. La capitale de la République est Nankin.

3. Les « concessions » sont des lieux de culture de l'opium interdit en Chine et elles échappent à la prohibition. Ce sont des endroits favorisés de la contrebande, des fumeries d'opium et de la culture illicite.

ne cessera de réclamer la restitution des parcelles de terre nationale qu'elle a accordées pour des raisons commerciales mais qu'elle n'a pas aliénées. La politique d'ouverture de la Chine ne rend plus nécessaires « ces parages » d'êtres humains qui sont en relations commerciales constantes et qui trouveront leurs intérêts, dans leur suppression sitôt que des conflits internationaux ne pourront plus naître des blessures nationales.

Nous avons relaté également comment la Chine en 1897 avait été amenée brusquement par le gouvernement allemand à lui céder à bail la baie de Kiaotchéou pour une période limitée à 99 ans (1) et comment les Puissances invoquant le principe de l'équilibre (2) établi entre elles avait demandé la cession à bail d'autres parties du territoire chinois, où la souveraineté de la Chine était toutefois réservée. Dans la pensée chinoise cession à bail limitée formellement n'impliquait pas aliénation (3).

Or, en 1923, lorsque le gouvernement chinois réclama la restitution de Port-Arthur et de Talieuvan au gouvernement japonais lors de l'arrivée du terme d'échéance de bail des deux ports, le gouver-

1. V. *supra*.

2. « Le principe de l'équilibre bien loin de servir l'indépendance des Etats, la compromet. C'est une règle purement empirique que la politique des grandes puissances peut faire servir à l'accroissement des autres ». C. de Lapradelle, Cours à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

3. Terme employé par la Chine Tson-Yu qui se décompose en Tsen : à bail et Yu : cession.

nement japonais répondit qu'il tenait ses droits du gouvernement russe.

Nous ne pouvons entrer dans cette étude sur les discussions juridiques qu'engendrent les compréhensions diverses du mot cession à bail (1). Disons seulement que l'équilibre des Puissances doit être établi en faveur de la Paix et non de la guerre. Il n'est plus possible que des terres « irrédentes » soient maintenues en Chine. La Chine a besoin des territoires loués à bail pour sa sécurité territoriale ; c'est sa garantie contre l'agression étrangère et une agression étrangère en Extrême-Orient pourrait être une source de conflit mondial.

Les sphères d'influences établies en même temps que les territoires à bail qui comprennent une clause d'inaliénabilité consacrent la sphère d'influence où un Etat se garantit contre les avantages défavorables pour lui qui pourraient être accordés à un autre. Nous oserons la comparer à la garantie qu'offre le propriétaire à un locataire de ne pas laisser installer dans la même maison un commerce concurrent. Il y a intérêt spécial accessoire du principal.

Nous avons vu qu'à la Conférence de Washington la délégation chinoise présenta aux Puissances une demande officielle de renonciation et que le délégué français déclara le gouvernement de la République française prêt à s'associer à cette restitution collec-

1. Nous renvoyons à ce sujet à l'étude spéciale de M. Léon Yang, *Les territoires à bail en Chine*. Paris, 1929.

tive, le délégué anglais déclara Kowloon indispensable à la sécurité de Hong-Kong mais prêt à rétrocéder Wei-Haï-Wei (1), ce à quoi la France répondit par la seule rétrocession de Konang Tchéou Won en cas d'abandon par les Anglais de Kowloon (2). Quant au Japon il déclara vouloir garder Port-Arthur et Darien qu'il tenait de la Russie. La Chine n'a donc pu avoir encore satisfaction sur cette double question. Pas plus d'ailleurs que sur le droit de navigation intérieure qui, en Chine, appartient à l'Etranger, tandis que tous les autres états le réservent à leurs marines de guerre ou de commerce sauf autorisation spéciale. C'est un monopole qui fait partie des droits souverains de l'Etat, et qui échappe encore à la République chinoise.

Depuis 1911 l'Empire chinois est devenu la République chinoise. Sortie de son isolement, de son immobilité elle s'est rapidement transformée et les Chinois des Générations contemporaines ne ressemblent plus à ceux que les Occidentaux peuvent voir dans leurs universités ou dans les rues des grandes villes. Le contact avec eux leur a appris que leur civilisation ancienne était admirable par sa belle et noble philosophie, mais que le progrès était néces-

1. Voir *Le Temps* (oct. 1930) pour cette rétrocession.

2. Nous lisons dans *Le Temps* du 19 sept. 1930. « On télégraphie de Nankin : Sir Miles Lampson ministre de Grande-Bretagne et M. C. T. Wang ministre des Affaires étrangères ont signé une note relative à l'accord auquel ils sont arrivés sur la remise de la concession britannique d'Amoy. »

saire aux peuples pour ne pas disparaître par suite de la loi qui condamne toute stagnation.

La politique intérieure de la Chine s'inspire des principes modernes du droit public ; sa politique extérieure reconnaît le principe de l'interdépendance des Etats qu'elle avait méconnu dans une idée simpliste de la dignité et de la majesté d'une grande nation.

En vertu de l'adage « *Conventio omnis intelligitur rebus sic stantibus* » la République Chinoise demande l'abolition des traités inégaux qui portent atteinte à sa souveraineté (1). L'opinion publique réclame leur annulation. Elle le fait en vertu d'un principe de droit International reconnu de tous temps par tous les peuples et en vertu d'une collaboration étroite sur de plus justes bases des nouvelles conditions économiques et politiques qui règlent les rapports des nations entre elles.

1. Les nouveaux traités réservent toutes les questions importantes (juridiction consulaire, concessions, territoires à bail).

ANNEXES

TRAITÉ DU CHANTOUNG (du 6 mars 1898).

« Les incidents relatifs à la Mission dans la préfecture de Tsao-tchou dans le Chantoung ; étant maintenant clos, le Gouvernement Impérial Chinois juge à propos de donner une preuve spéciale de son appréciation reconnaissante pour l'amitié que lui a témoigné l'Allemagne. C'est pourquoi les Gouvernements Impérial Allemand et Impérial Chinois, inspirés par le désir mutuel et égal de fortifier les liens d'amitié qui unissent les deux contrées, et de développer les relations économiques et commerciales entre les sujets des deux Etats, ont conclu la convention séparée suivante :

SECTION I. — *Convention du bail de Kiao-Tchéou.*

Art. premier. — Sa Majesté l'Empereur de Chine guidée par l'intention de fortifier les relations amicales entre la Chine et l'Allemagne et en même temps d'augmenter la préparation militaire de l'Empire chinois, s'engage tout en se réservant tous ses droits de souveraineté dans une zone de 50 kilomètres (100 li — le li vaut environ 500 mètres — chinois) entourant la baie de Kiao-tchaou à marée haute, à prendre le libre passage de troupes allemandes dans les limites de cette zone en tout temps comme aussi de s'abstenir de prendre aucune mesure, ou d'y promulguer aucun règlement, sans le consentement préalable du Gouvernement Allemand, et spécialement de ne placer aucun obstacle en travers d'aucun règlement pour les cours d'eau qui pourraient être reconnus nécessaires.

Sa Majesté l'Empereur de Chine en même temps se réserve le droit d'avoir une garnison dans cette zone, d'accord avec le Gouvernement Allemand, et de prendre d'autres mesures militaires.

Art. 2. — Dans l'intention de satisfaire au désir légitime de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, que l'Allemagne, comme les autres Puissances, possède une station sur la côte chinoise, pour la réparation et l'équipement de ses navires, pour l'emmagasinement de matériel et de provisions pour ceux-ci et pour tous autres arrangements s'y rapportant. Sa majesté l'Empereur de Chine cède à bail à l'Allemagne, provisoirement pour 99 ans, les deux côtés de la baie de Kia-tchaou. L'Allemagne s'engage à construire, à un moment convenable sur le territoire ainsi cédé, des fortifications pour la protection des bâtiments à y construire et de l'entrée du port.

Art. 3. — En vue d'éviter la possibilité de conflits, le Gouvernement impérial chinois s'abstiendra d'exercer ses droits de souveraineté sur le territoire cédé, pendant la durée du bail et en abandonne l'exercice à l'Allemagne, dans les limites suivantes :

1^o Sur le côté Nord de l'entrée de la Baie, la péninsule bornée au nord-est par une ligne tirée du coin du nord-est de l'île Potato au port de Lo-chan.

2^o Sur le côté sud de l'entrée de la Baie, la péninsule bornée au sud-ouest par une ligne tirée des points les plus au sud-ouest de la Baie se trouvant au sud-ouest de l'île Tchi-posan dans la direction de l'île Tolosan.

3^o L'île de Tchi-posan et l'île de Potato.

4° Tout le mouillage de la Baie jusqu'au plus haut étiage connu jusqu'à présent ;

5° Toutes îles vers la mer de la Baie de Kiao-tchéou qui pourraient être importantes pour sa défense telles que Tolosan, Tcha-lien-tchéou, etc...

Les hautes parties contractantes se réservent de délimiter d'une manière plus exacte, d'accord avec les traditions locales, les limites du territoire loué par l'Allemagne et de la zone des 50 kilomètres autour de la baie par le moyen de Commissionnaires devant être nommés des deux côtés.

Les navires de guerre chinois et les bâtiments de commerce devront jouir des mêmes privilèges dans la baie de Kia tcheou que les vaisseaux des autres nations en termes amicaux avec l'Allemagne ; et l'entrée, le départ et le séjour des vaisseaux chinois dans la baie ne devront pas être soumis à aucune restriction autre que celles que le Gouvernement impérial allemand en vertu des droits de souveraineté sur l'ensemble de tout le mouillage de la baie transférés à l'Allemagne, peut à un moment quelconque trouver nécessaire d'imposer en vue des vaisseaux des autres nations.

Art. 4. — L'Allemagne s'engage à construire des signaux nécessaires à la navigation sur les îles et les bas-fonds à l'entrée de la baie.

Aucun droit ne sera demandé aux vaisseaux de guerre chinois et aux bâtiments de commerce dans la baie de Kiao-tcheou, excepté ceux qui pourront être levés sur les autres vaisseaux dans le but d'entretenir les arrangements du port et les quais.

Art. 5. — Si, dans l'avenir, l'Allemagne exprimait le désir de rendre la baie de Kia-tcheou à la Chine, avant l'expira-

tion du bail, la Chine s'engage à rembourser à l'Allemagne les dépenses qu'elle a encourues à Kiao-tcheou et de céder à l'Allemagne un endroit plus convenable.

L'Allemagne s'engage à ne sous-louer à aucune époque à une autre Puissance le territoire loué par la Chine.

La population chinoise demeurant dans le territoire cédé devra en tout temps jouir de la protection du Gouvernement allemand pourvu qu'elle agisse en conformité de la loi et de l'ordre, à moins que leur terrain ne soit requis pour d'autres usages, les habitants pourront y rester.

Si le terrain appartenant à des propriétaires chinois est requis pour d'autres buts, le propriétaire recevra une compensation. En ce qui concerne le rétablissement des bureaux de Douanes Chinoises qui existaient auparavant en dehors du territoire cédé, mais dans les limites de la zone des 50 km. le Gouvernement impérial allemand a l'intention d'arriver à un accord avec le Gouvernement chinois pour le règlement définitif de la frontière douanière, et le mode de prélèvement des droits de douane, de façon à sauvegarder tous les intérêts de la Chine et propose d'entrer en négociations à ce sujet.

SECTION II. — *Concession des Chemins de fer et des mines.*

La Chine confie à l'Allemagne la construction de deux chemins de fer dans la province du Chantoung : l'un de Kia-tcheou à Tsinan et à la frontière de la province de Chantoung en passant par Wei hsien, Chingchou, Po-shan, Tze-tchouan, Tcheou-Ping, etc... ; l'autre de Kiao-tcheou à Tcheou-fou et de cette dernière ville à Tsinan, en passant par Lei-Wou-hsien,

Dans une zone de 30 li, voisine des deux chemins de fer ci-dessus mentionnés, l'Allemagne aura le droit d'exploiter les gisements de mines, notamment à Weo-shien, Po-shan, Lei-Wouhsien, etc...

SECTION III. — *Droits préférentiels dans la province de Chantoung.*

La Chine donne un droit de préférence aux nationaux et aux capitaux allemands quand elle aura recours aux spécialistes et aux capitaux étrangers pour la mise en valeur économique de la province du Chantoung tout entière.

* * *

La convention ci-dessus devra être ratifiée par les Souverains des deux Etats contractants, et les ratifications échangées de telle manière que, après la réception à Berlin, du traité ratifié par la Chine, la copie ratifiée par l'Allemagne sera remise entre les mains du ministre chinois à Berlin

Le présent traité a été tiré en 4 copies, 2 en allemands, 2 en chinois, et a été signé par les représentants des deux Etats contractants, le 6 mars 1898, équivalent au 14^e jour du 2^e mois de la 24^e année Kouang-Siu.

Grand Sceau du Tsoung Li Jamen

Le Ministre Impérial Allemand,

Signé : BARON DE HEYKING

LI HOUNG TCHANG

Grand secrétaire Impérial Chinois

Ministre du Tsoung-Li Jamen.

WENG TSOUNG-HO

Grand secrétaire Impérial Chinois,

Membre du Conseil d'Etat,

Ministre du Tsoung-Li Jamen (etc...).

ARTICLE V DU TRAITÉ DE PAIX RUSSO-JAPONAIS DE PORTSMOUTH

(Du 23 août-5 sept. 1905).

Art. 5. — Le Gouvernement Impérial de Russie transfère et assigne au Gouvernement Impérial du Japon, avec le consentement du Gouvernement de la Chine, le bail de Port-Arthur, Talien-Wan et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou incluses dans le dit bail.

Il transfère également et assigne au Gouvernement Impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par bail ci-dessus mentionné.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du Gouvernement Chinois mentionné dans la stipulation précédente.

Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage de son côté à ce que les droits de propriété des sujets russes dans le territoire auquel il est fait allusion ci-dessus, soient parfaitement respectés.

CONVENTION DE MANDCHOURIE

(du 22 décembre 1905).

(Signée à Pékin).

Article premier. — Le Gouvernement Impérial Chinois accepte tous les transferts et assignements que la Russie a consenti au Japon par les articles 5 et 6 du traité de paix du 5 septembre 1905 entre le Japon et la Russie.

Art. 2. — Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage, en ce qui concerne le territoire cédé à bail, aussi bien qu'en ce qui concerne la construction de voies ferrées et l'exploitation, à se conformer autant que possible aux accords primitifs conclus entre la Chine et la Russie. Dans le cas où une question se poserait à l'avenir sous ces rapports, le Gouvernement Japonais consultera le Gouvernement Chinois avant de prendre une décision.

Art. 3. — Ce traité aura son effet à partir de la date de signature. Il sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur de Chine et les dites ratifications devront être échangées à Pékin le plus tôt possible, dans deux mois à partir de la date de signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé et apposé leurs sceaux respectifs sur le traité, fait avec duplicata en japonais et en chinois.

Fait à Pékin le 22 décembre 1905, le 26^e jour de la 11^e lune
de la 31^e année de Kouang-Siu correspondant au 22^e jour
du 12^e mois de la 38^e année de Meiju.

Signé : KOMURA JUTARO, envoyé extraordinaire,
ministre des Affaires étrangères.

UCHIDA KOSAI, ministre plénipotentiaire.

PRINCE CHING, ministre plénipotentiaire.

CHU HUNG CHI, ministre plénipotentiaire.

YUAN SHIH KAI, ministre plénipotentiaire.

TRAITÉ DE RÈGLEMENT DE LA QUESTION EN SUSPENS DU CHANTOUNG

(Signé à Washington le 4 février 1922.)

SECTION I. — *Restitution de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-Tcheou.*

Art. I. — Le Japon restituera à la Chine, l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-tcheou.

Art. II. — Les gouvernements des deux parties contractantes, pour le transfert de l'administration de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-tchéou et du domaine public du dit territoire, ainsi que pour toutes les questions de détail à résoudre et à s'arranger, nommeront chacun de son côté trois délégués qui formeront entre eux une commission mixte à laquelle le droit de négocier les règlements d'application détaillée sera donné.

En vue d'atteindre ce but, la commission mixte se réunira sitôt que le présent traité entrera en vigueur.

Art. III. — Le transfert de l'administration de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-tcheou et du domaine public du dit territoire, ainsi que le règlement des autres questions de détail devront être effectués le plus tôt possible. En tout état de cause, ils devront être faits au plus tard dans les six mois à partir de la mise en vigueur du présent traité.

Art. IV. — Le Gouvernement japonais s'engage, quand il effectuera la restitution de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-tcheou à la Chine, de remettre au Gouvernement chinois les archives, registres, plans, titres, et documents de toute sorte, que le Japon possède et qui seraient, soit indispensables au transfert même de l'administration, soit indispensables à l'exercice de l'administration sur le dit territoire ainsi que dans la zone de 50 kilomètres entourant la baie de Kiao-tcheou.

SECTION II. — *Transfert des propriétés publiques.*

Art. V. — Le Gouvernement japonais s'engage à restituer à la Chine toutes les propriétés publiques (sauf celles énumérées dans l'art. 7 du présent traité), de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-tcheou, comprenant : terrains, bâtiments, travaux public, constructions de toute sorte, etc... sans distinction qu'elles soient propriétés de l'ancienne administration allemande ou qu'elles soient celles achetées ou constituées par le Japon.

Art. VI. — A l'occasion du transfert des propriétés publiques dont parle l'article précédent, en principe, aucune indemnité ne serait demandée à la Chine. Seulement, pour celles achetées ou constituées par le Gouvernement japonais et pour les réparations ou améliorations apportées par lui à celles achetées ou constituées sous l'administration allemande, le Gouvernement chinois donnera conformément au principe de la détérioration naturelle (de l'usure normale) et en tenant compte de la valeur restante (continuatrice) une juste compensation proportionnée à ce que le Japon a réellement dépensé.

Art. VII. — Parmi les propriétés publiques de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-Tchéou, celles qui sont nécessaires à la construction d'un consulat japonais à Tsingtao, seront réservées au gouvernement japonais, et celles qui intéressent particulièrement les associations d'utilité politique japonaise, y compris écoles, temple, cimetières, seront conservées par ces associations.

Art. VIII. — Les règlements en détail concernant les dispositions des trois articles précédents devront être arrêtés par la commission mixte (des délégués des deux pays) instituée par l'article 2 du présent traité.

SECTION III. — *Douane maritime de Tsingtao.*

Art. XII. — La douane maritime de Tsingtao constituera à partir de la mise en vigueur du présent traité, une des douanes maritimes purement chinoises.

SECTION VIII. — *Ouverture de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-Tchéou au commerce international.*

Art. XXIII. — Le gouvernement chinois déclare ouvrir toute la région de l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-Tchéou au commerce international. Il permet aux nationaux des Puissances étrangères d'y habiter librement, d'y avoir des entreprises commerciales, industrielles, et toutes autres non prohibées par la loi.

Art. XXIV. — Le gouvernement chinois déclare en outre que les droits acquis des étrangers dans l'ancien territoire à bail allemand de Kiao-Tchéou, sans distinction de l'époque de l'administration allemande ou de l'occupation japonaise,

pourvu qu'ils soient acquis conformément à la loi et d'une façon équitable, seront respectés.

Quant aux effets des droits acquis par les Japonais, et les sociétés japonaises ainsi que toute autre question s'y concernant, seront vérifiés et résolus par la commission mixte de l'article 2 du présent traité.

SECTION IX. — *Exploitations salifères.*

Art. XXV. — Comme l'exploitation salifère est un monopole du gouvernement chinois, les Hautes Puissances contractantes ont convenu que la Chine rachètera au prix équitable, pour les incorporer à la gabelle du sel, des marais salants, de la côte de Kiao-Tchéou déjà commencés à exploiter par les Japonais ou par les sociétés japonaises. La Chine consent en revanche qu'une quantité déterminée de sel à exporter de la production de cette côte sera allouée au Japon sous des conditions raisonnables.

SECTION X. — *Câbles sous-marins.*

Art. XXVI. — Le gouvernement japonais déclare que les câbles sous-marins spéciaux posés par l'Allemagne entre Tsingtao et Tchéfou et entre Tsingtao et Changhaï, ainsi que les droits et avantages accessoires s'y rattachant, appartiennent à la Chine.

SECTION XI. — *Station de T. S. F.*

Art. XXVII. — Le gouvernement japonais transférera comme une juste et équitable indemnité au gouvernement chinois les stations de T. S. F. qu'il a établies à Tsingtao et à Tsinan, quand ses troupes évacueront ces deux villes.

TEXTE DES NOUVEAUX TRAITÉS
ENTRE LA CHINE ET LES PUISSANCES

ACCORD GERMANO-CHINOIS

DU 20 MAI 1921

Le gouvernement de la République chinoise et le gouvernement de la République allemande, animés du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce par un accord entre les deux pays, en prenant comme base la déclaration de la République allemande, datée de ce jour, et reconnaissant que l'application des principes du respect de la souveraineté territoriale, de l'égalité et de la réciprocité, est le seul moyen de maintenir la bonne entente entre les peuples, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le gouvernement de la République chinoise : M. W. W. Yen, ministre des Affaires étrangères ;

Le gouvernement de la République allemande : M. H. von Borch, consul général.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les hautes parties contractantes auront le droit d'envoyer mutuellement des agents diplomatiques dûment accrédités, qui jouiront réciproquement dans le pays de leur résidence des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens.

Art. 2. — Les deux hautes parties contractantes s'ac-

cordent réciproquement le droit de nommer, dans toutes les localités où s'est établi un consulat ou un vice-consulat d'une autre nation, des consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui seront traités avec la considération et les égards qui sont accordés aux agents de la même catégorie des autres nations.

Art. 3. — Les ressortissants d'une des deux Républiques résidant sur le territoire de l'autre, auront la faculté conformément aux lois et règlements du pays, de voyager, de s'établir et d'exercer le commerce ou l'industrie, dans toutes les localités où des ressortissants d'une autre nation peuvent le faire.

Ils sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident. Ils ne payeront aucun impôt, taxe ou contribution, supérieur à des nationaux du pays.

Art. 4. — Les deux hautes parties contractantes reconnaissent que toutes les matières douanières sont réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles. Toutefois aucun droit supérieur à ceux acquittés par les nationaux du pays, ne sera prélevé sur les produits bruts ou manufacturés d'origine d'une des deux Républiques, ou d'un autre pays, à leur importation, exportation ou transit.

Art. 5. — La déclaration de la République allemande de ce jour et les stipulations du présent accord, seront prises comme base pour la négociation du traité définitif.

Art. 6. — Le présent accord est rédigé en chinois, en allemand, et en français ; en cas de divergence d'interprétation, le texte français fera foi.

Art. 7. — Le présent accord sera ratifié le plus tôt possible et entrera en vigueur dès le jour où les deux gouvernements ont fait connaître, l'un à l'autre, que les ratifications ont été effectuées.

Fait à Pékin, en double exemplaires, le vingtième jour du cinquième mois de la dixième année de la République chinoise, correspondant au vingt mai mil neuf cent vingt et un.

Signé: W. W. YEN et H. VON BORCH.

LE TRAITÉ SINO-RUSSE DU 31 MAI 1924

La République de Chine et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, désireuses de rétablir des relations normales entre les deux pays, se sont entendues pour conclure un arrangement établissant les principes généraux du règlement des questions en litige, et ont nommé, à ces fins, leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. E. le Président de la République de Chine. M. Vi-Kyuin Wellington Koo ;

Le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes, Lev Mikhaïlovitch Karahan.

Qui, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article premier. — Immédiatement après la signature du présent accord, les relations normales, diplomatiques et consulaires, seront rétablies entre les deux parties contractantes.

Le gouvernement de la République chinoise accepte des prendre les mesures nécessaires pour transférer au gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes les immeubles de la légation et des consulats ayant auparavant appartenu au gouvernement impérial.

Art. 2. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour tenir, dans un délai d'un mois, à

partir de la date de la signature du premier accord, une conférence devant élaborer un arrangement détaillé, suivant les principes établis dans les articles du présent accord, une conférence devant élaborer un arrangement détaillé, suivant les principes établis dans les articles du présent accord, relatif aux questions en litige.

Cet arrangement doit être accompli dans le plus bref délai possible et, en tous cas, pas plus tard que six mois à partir de la date de l'ouverture de la conférence, ainsi que stipulé dans le paragraphe suivant.

Art. 3. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour annuler à la conférence, ainsi que stipulé dans le paragraphe suivant, toutes les conventions, traités, arrangements, protocoles, contrats, etc..., conclus entre le gouvernement de la Chine et le gouvernement impérial, et pour les remplacer par de nouveaux traités, arrangements, etc..., sur les bases d'égalité, de réciprocité et de justice, ainsi que dans l'esprit des déclarations du gouvernement des soviets des années 1919 et 1920.

Art. 4 . — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, d'accord avec sa politique, et d'accord avec les déclarations faites par lui en 1919 et 1920, déclare que tous les traités, arrangements, etc..., passés entre l'ancien gouvernement impérial et quelque autre tierce partie que ce soit, qui sont de nature à affecter les droits souverains ou les intérêts de la Chine, deviennent nuls et non avenus.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent qu'à l'avenir, aucun des deux gouvernements ne conclura quelque traité ou arrangement que ce soit, qui porte-

rait atteinte aux droits souverains ou aux intérêts d'une des deux parties contractantes.

Art. 5. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes reconnaît que la Mongolie extérieure fait partie intégrale de la République chinoise, et s'engage à respecter les droits souverains de la Chine sur ce territoire.

Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes déclare que, aussitôt que les questions se rapportant au retrait de toutes les troupes soviétiques de la Mongolie extérieure, notamment celle de la date du retrait de ces troupes et celle des mesures à adopter dans les intérêts de la sécurité des frontières, seront réglées à la conférence, comme stipulé dans l'art. 2 du présent accord, il effectuera le retrait complet de ses troupes de la Mongolie extérieure.

Art. 6. — Les gouvernements des deux parties contractantes s'engagent mutuellement à ne pas admettre, sur leurs territoires respectifs, l'existence ou l'activité de quelque organisation que ce soit, qui aurait pour but de lutter, par des actes de violence, contre le gouvernement d'une des parties contractantes.

De plus, les gouvernements des deux parties contractantes s'engagent à ne plus mener de propagande dirigée contre le système politique ou social régnant dans un des deux pays.

Art. 7. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour revoir la démarcation de leurs frontières nationales à la conférence, comme stipulé à l'art. 2 du présent accord, et, en attendant, de maintenir les présentes frontières.

Art. 8. — Les gouvernements des deux parties contrac-

tantes sont d'accord pour régler, à la conférence mentionnée plus haut, les questions se rapportant à la navigation sur les rivières, lacs et eaux avoisinant leurs frontières respectives, ceci, sur une base d'égalité et de réciprocité.

Art. 9. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour régler, à la conférence sus-mentionnée, la question du Chemin de fer chinois de l'Est, conformément aux principes ci-dessous établis :

1^o Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent que le Chemin de fer chinois de l'Est représente une entreprise purement commerciale.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent conjointement, qu'à l'exception des affaires ayant droit à son fonctionnement, qui se trouvent sous le contrôle direct du Chemin de fer chinois de l'Est, toutes les autres affaires relevant des droits du gouvernement national, ainsi que des gouvernements locaux de la République chinoise, telles que questions judiciaires, questions se rapportant à l'administration civile et militaire, la police, l'administration municipale, la perception des taxes, et la location des terrains (sauf les terrains indispensables au Chemin de fer) seront sous l'administration des autorités chinoises.

2^o Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent au rachat du Chemin de fer chinois de l'Est par le gouvernement chinois, avec des capitaux chinois et de tous les biens, meubles et immeubles lui appartenant, ainsi qu'au transfert à la Chine de toutes les actions et obligations du dit Chemin de fer.

3^o Les gouvernements des deux parties contractantes régleront, à la conférence, comme stipulé à l'article 2 du pré-

sent accord, le montant et les conditions de rachat, ainsi que la procédure à adopter pour le transfert du Chemin de fer de l'Est.

4° Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à faire face à toutes les réclamations des actionnaires obligataires et créanciers du Chemin de fer chinois de l'Est, antérieures à la révolution du 9 mars 1917.

5° Les gouvernements des deux parties contractantes consentent mutuellement à ce que l'avenir du Chemin de fer chinois de l'Est soit fixé par la République chinoise et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, à l'exclusion de toute tierce partie ;

6° Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour établir un arrangement pour l'administration provisoire du Chemin de fer chinois de l'Est jusqu'au règlement de la question traitée dans le paragraphe 3 du présent article ;

7° Les droits des deux gouvernements découlant du contrat du 27 août-8 septembre 1896, pour la construction et l'exploitation du Chemin de fer chinois de l'Est, qui ne sont pas en contradiction, ni avec le présent accord, ni avec l'arrangement pour l'administration provisoire du dit chemin de fer et qui ne sont pas préjudiciables aux droits souverains de la Chine, seront maintenus jusqu'au moment où les diverses questions concernant le Chemin de fer chinois de l'Est seront réglées à la conférence, ainsi que stipulé à l'article 2 du présent accord.

Art. 10. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à renoncer aux droits et

privilèges spéciaux se rapportant à toutes les concessions acquises, dans quelque partie de la Chine que ce soit, par le gouvernement impérial, par des conventions, traités, arrangements.

Art. 11. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques sociales consent à renoncer à la tranche russe de l'indemnité des Boxers.

Art. 12. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à abandonner les droits d'exterritorialité et de juridiction consulaire.

Art. 13. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour établir, en même temps qu'ils concluront un traité commercial, à la conférence, stipulée à l'art. 2 du présent accord, un tarif douanier, qui serait conforme aux principes d'égalité et de réciprocité.

Art. 14. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour discuter, à la conférence susmentionnée, les questions relatives aux réclamations pour compensation des pertes.

Art. 15. — Le présent accord entre en vigueur à partir de la date de la signature.

En fait de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord en deux exemplaires, rédigés en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Pékin, ce trente et unième jour du cinquième mois de la troisième année de la République de Chine, soit le 31 mai 1924.

Sceau : V. K. WELLINGTON KOO.

Sceau : L. M. KARAHAN.

LE TRAITÉ ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS DU 17 JANVIER 1928.

Les Etats Unis d'Amérique et la République de la Chine animés tous deux du désir sincère de maintenir les bonnes relations qui subsistent heureusement, entre les deux pays, et désireux d'étendre et de consolider les rapports commerciaux entre eux, ont, dans le but de négocier un traité de nature à faciliter ces objets, nommé, pour être leurs plénipotentiaires, le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. J. A. Mac Murray, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etat-Unis d'Amérique en Chine, et le Conseil des ministres du gouvernement nationaliste de la République de Chine, M. T. V. Soong, ministre des Finances du gouvernement national de la République de Chine, lesquels, s'étant réunis, et ayant échangé, comme il convient leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé, d'un commun accord, le traité ci-dessous, entre les deux pays.

Art. 1^{er}. — Toutes les dispositions figurant dans les traités conclus jusqu'ici, et qui sont en vigueur entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, en ce qui concerne les droits perçus sur les marchandises à l'importation ou à l'exportation, les ristournes, les droits de transit et les droits de tonnage, en Chine, sont et demeurent annulés et inopérants, et il sera appliqué le principe d'une entière autonomie douanière nationale, sous réserve, toutefois, que chacune des hautes

parties contractantes jouira, sur le territoire de l'autre, par rapport aux points spécifiés ci-dessus, et autres questions connexes, d'un traitement qui n'établira aucune discrimination par rapport au traitement accordé à n'importe quel autre pays.

Les nationaux, ni de l'une ni de l'autre des hautes parties contractantes, ne seront contraints, sous n'importe quel prétexte, de payer, sur le territoire de l'autre partie, des redevances ou impôts d'aucune sorte, qui soient différents ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays lui-même, ou par les nationaux de n'importe quel pays.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1929, à condition que l'échange de ratifications, prévu ci-dessous ait été effectué avant cette date et autrement, à une date postérieure de quatre mois, au dit échange de ratifications.

Art. 2. — Les textes, en Anglais et en Chinois, du présent traité ont été attentivement compris et contrôlés, mais, au cas où il y aurait une différence de signification entre les deux textes, le sens exprimé dans le texte anglais prévaut.

Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes, selon leurs méthodes constitutionnelles respectives, et les ratifications seront échangées le plus tôt possible. En fait de quoi, les soussignés, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, ont signé, en double, le présent traité, en langue anglaise et chinoise et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Péking, le 25 juillet 1928, soit le vingt-cinquième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

Signé : J. V. A. MAC-MURRAY T. V. SONG.

LE TRAITE SINO-ALLEMAND DU 17 AOUT 1928

Le Reich allemand et la République chinoise animés du désir de consolider encore plus les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays, de développer et de faciliter les relations commerciales entre eux, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Le Président du Reich allemand : M. H. von Borch, ministre plénipotentiaire du Reich allemand en Chine, en mission extraordinaire ;

Le Président du Conseil du gouvernement nationaliste ; Monsieur le Docteur Chanting T. Wang, ministre des Affaires Etrangères.

Qui, après s'être communiqués leurs pouvoirs, et les ayant reconnus en bonne et due forme, ont convenu l'accord ci-après, entre les deux pays :

Art. 1^{er}. — En vue de réaliser l'égalité complète dans les questions douanières et de compléter les conventions du 20 mai 1921, entre l'Allemagne et la Chine les deux hautes parties contractantes conviennent que, dans toutes les questions douanières et analogues, aucune des deux hautes parties contractantes, ne sera traitée plus mal ni désavantagée, sur le territoire de l'autre, par rapport à aucun autre pays.

Dans aucun cas, les ressortissants de l'une des deux hautes parties contractantes, ne seront obligés d'acquitter, sur le territoire de l'autre, des droits de douane, impôts intérieurs, taxes d'importation ou d'exportation sur les mar-

chandises, différents ou supérieurs à ceux que paient les citoyens du pays ou les ressortissants d'aucun autre pays étranger.

Sont abrogées, les dispositions résultant de l'échange de notes concernant l'accord germano-chinois, du 20 mai 1921, en vertu desquelles les marchandises importées d'Allemagne sont soumises aux droits du tarif général, jusqu'au moment où les dispositions particulières seront généralement mises en vigueur.

Art. 2. — Les deux hautes parties contractantes, dans le plus bref délai possible, des négociations, en vue de conclure un traité de commerce et de navigation, sur la base de l'égalité complète de situation et de droits.

Art. 3. — Le présent traité est rédigé en langue allemande, en langue chinoise et en langue anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 4. — Le présent traité sera ratifié, dans le plus bref délai possible, et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront informés mutuellement de l'exécution des ratifications.

Signé : H. VON BORCH, Dr C. T. WANG.

TRAITÉ SINO-NORVÉGIEN
SIGNÉ A CHANGHAI
LE 12 NOVEMBRE 1928

Le Royaume de Norvège et la République chinoise, animés, l'un et l'autre, du désir sincère de maintenir les bonnes relations qui existent heureusement entre les deux pays et désireux d'étendre et de consolider entre eux les rapports commerciaux, ont, afin de négocier un traité destiné à faciliter ces objets, nommé comme plénipotentiaire :

Sa Majesté le roi de Norvège : M. N. Aall, chargé d'affaires de Norvège en Chine ;

Et le président du gouvernement national de la République chinoise : le Dr Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République chinoise ; lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Toutes les dispositions contenues dans les traités conclus jusqu'ici, et actuellement en vigueur entre la Norvège et la Chine, par rapport aux droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises, aux ristournes, aux droits de transit et aux droits de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes et le principe de l'autonomie nationale complète, en matière

douanière sera appliqué, sous réserve, toutefois, que chacune des hautes parties contractantes jouira, sur les territoires de l'autre, par rapport aux questions spécifiées ci-dessus, et aux questions s'y rapportant, d'un traitement tout à fait égal à celui qui aura été accordé à n'importe quel autre pays.

Les nationaux de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes ne seront astreints, sous aucun prétexte à payer, sur les territoires de l'autre partie, aucun droit, redevance intérieure, ou taxe à l'importation ou à l'exportation, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays en cause ou par les nationaux de n'importe quel autre pays.

Art. 2. — Le texte anglais et le texte chinois du présent traité ont été comparés et vérifiés avec attention, mais au cas où il existerait, entre ces deux textes, une différence quelconque de signification, le sens exprimé dans le texte anglais fera foi.

Le traité actuel sera ratifié, aussitôt que possible, et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront avisés, réciproquement, que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double exemplaires, en langue chinoise et en langue anglaise, et y ont apporté leurs sceaux. Fait à Changhaï, ce douze novembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au douzième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

Signé : N. AALI, CHANGTING T. WANG.

ANNEXE I. — NOTE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU GOUVERNEMENT NATIONAL, LE DOCTEUR
C. T. WANG, A M. N. AALL.

15 novembre 1928.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de déclarer qu'il s'est passé plus de trois quarts de siècle depuis la conclusion du traité de paix d'amitié et de commerce en 1847, entre la Chine et la Norvège, et que, au cours de cette longue période, les conditions dans nos deux pays se sont modifiées à tel point qu'un grand nombre des dispositions du dit traité ont fait leur temps et si on les laissait subsister sous leur forme actuelle, elles feraient naître des difficultés et des complications. C'est pourquoi je désire que votre gouvernement entre bientôt en négociations avec le gouvernement national chinois, en vue de la conclusion d'un nouveau traité, à la place du traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Signé : C. T. WANG.

ANNEXE II. — NOTE ADRESSÉE PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE
NORVÈGE M. N. AALL, AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRAN-
GÈRES DU GOUVERNEMENT NATIONAL, M. C. T. WANG.

17 novembre 1928.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 15 courant, suggérant que mon gou-

vernement entre en négociations pour un nouveau traité, en place du traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Le fait même que mon gouvernement a répondu avec tant d'empressement aux désirs exprimés dans la note de Votre Excellence, en date du 12 septembre 1928, proposant un nouveau traité relatif aux questions douanières et autres s'y rapportant, suffirait amplement, à mon avis, à témoigner des sentiments amicaux dont on est animé en Norvège à l'égard de la République chinoise, et ces sentiments s'étant traduits par la conclusion du nouveau traité douanier entre les deux pays, je suis persuadé que l'attitude amicale de mon gouvernement s'avèrera inchangée lorsque le moment sera venu d'examiner la question de la révision de tout le traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Signé : N. AALL.

**TRAITÉ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ
ET DE COMMERCE ENTRE L'UNION
BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA
RÉPUBLIQUE CHINOISE, SIGNÉ A NANKIN
LE 22 NOVEMBRE 1928.**

Sa Majesté le roi des Belges, agissant en son nom et au nom de S. A. R., la grande-duchesse de Luxembourg, en vertu des accords existants, et le gouvernement national de la République chinoise, étant animés mutuellement du désir de renforcer encore les liens d'amitié déjà heureusement établis entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et la Chine, ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce, et ont, à cette fin, nommé comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi des Belges : le Baron J. Guillaume, chargé d'affaires intérimaire de Belgique en Chine ;

Et son Excellence, le président du gouvernement national de la République chinoise : le Dr Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République chinoise ; lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu et arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les deux hautes parties contractantes, reconnaissent que, en ce qui concerne les douanes et toutes les questions s'y rapportant, elles sont placées sur un pied de

parfaite égalité et, sur la base de ce principe, elles admettent que ces questions devront être réglées exclusivement par leurs lois nationales respectives.

Il est convenu, d'autre part, que, en ce qui concerne, toutes les questions de douanes et toutes les questions s'y rapportant, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes ne sera soumise, sur le territoire de l'autre, à un traitement moins favorable que le traitement accordé à un autre pays quelconque.

En aucun cas, les nationaux de l'une des deux hautes parties contractantes ne seront astreints à payer, sur le territoire de l'autre, à l'importation comme à l'exportation des marchandises, des droits de douane, droits de transit, ou taxes d'aucune autre sorte, autres ou plus élevées que ceux que doivent payer les nationaux de la dite partie, ou de tout autre pays.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des deux hautes parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre, aux lois et à la juridiction des tribunaux de la dite autre partie.

Art. 3. — Les deux hautes parties contractantes entreranno en négociations, aussitôt que possible, en vue de conclure un traité de commerce et de navigation fondé sur le principe de la réciprocité et de l'égalité des traitements.

Art. 4. — Le présent traité est rédigé en français, en chinois et en anglais; en cas de désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible, et les ratifications seront échangées à Nankin. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se

seront réciproquement avisés que les ratifications ont été effectuées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double, et y ont apposé leurs sceaux. Fait à Nankin, ce vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit correspondant au vingt-deuxième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

Signé : Baron J. GUILLAUME, Changting T. WANG.

ANNEXE I. — LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
CHINOIS AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE BELGIQUE.

Nankin, le 22 novembre 1928.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Au nom du gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que l'article 2 du traité signé aujourd'hui, entre la Chine et la Belgique, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois conclura avec le gouvernement belge, des accords détaillés pour l'extension de la juridiction chinoise sur les sujets belges. Si ces accords n'étaient pas conclus à la date indiquée, les sujets belges seront soumis, à partir de ce moment, aux lois et à la juridiction chinoises, dès que la majorité des puissances possédant actuellement le privilège de l'exterritorialité en Chine auront accepté d'y renoncer.

Signé : Changting T. WANG.

Réponse du Chargé d'Affaires de Belgique.

Nankin, 22 novembre 1928.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui qui est conçue en ces termes :

(Suit le texte de la note ci-dessus).

J'ai l'honneur d'exprimer à Votre Excellence l'adhésion du gouvernement de Sa Majesté à cette proposition.

Signé : BARON J. GUILLAUME.

ANNEXE 2. — DÉCLARATION CHINOISE.

J'ai l'honneur de déclarer que, à partir du 1^{er} janvier 1930, au plus tard, le Code civil et le Code commercial, venant s'ajouter aux autres codes et lois actuellement en vigueur, seront dûment promulgués par le gouvernement national de la République chinoise.

ANNEXE 3. — DÉCLARATION COMMUNE.

Les gouvernements chinois et belges déclarent qu'il ne leur a pas paru nécessaire d'insérer, dans le traité sino-belge, signé aujourd'hui, une clause garantissant aux nationaux belges et luxembourgeois en Chine, et aux nationaux chinois en Belgique et au Luxembourg, l'application

de leur loi nationale respective, en ce qui concerne leur statut personnel, étant donné que les hautes parties contractantes reconnaissent, d'une manière générale ce principe, fondé sur le droit privé international, sauf dans le cas, où ces lois seraient contraires à l'ordre du pays auquel il incomberait de les appliquer.

Signé : BARON J. GUILLAUME.

CHANGTING T. WANG.

ANNEXE 4. — DÉCLARATION CHINOISE.

Au nom du gouvernement national de la République chinoise j'ai l'honneur de déclarer que, quand les nationaux belges cesseront de jouir des privilèges de l'exterritorialité consulaire et quand les relations entre les deux pays seront sur un pied de parfaite égalité, le gouvernement chinois étant donné que les ressortissants chinois sont autorisés à vivre, à faire du commerce et à acquérir des propriétés dans toute l'étendue des territoires belges et luxembourgeois, permettra aux nationalistes belges et luxembourgeois de jouir des mêmes droits en Chine sous réserve des limitations qui seront prescrites dans ses lois et règlements.

Signé : CHANGTING T. WANG.

ANNEXE 5. — DÉCLARATION BELGE.

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer que les sujets belges et luxembourgeois, en Chine, paieront

les taxes qui seront prescrites dans les lois et règlements dûment promulgués par le gouvernement national chinois, à condition que les mêmes taxes soient payées par les nationaux de toutes les puissances ayant des traités avec la Chine.

Signé : BARON J. GUILLAUME.

TRAITÉ SINO-ITALIEN

SIGNÉ A NANKIN LE 27 NOVEMBRE 1928

Le royaume d'Italie et la République de Chine, étant également animés du désir de renforcer les liens d'amitié qui, heureusement, subsistent entre les deux nations, et de développer et de consolider leurs relations commerciales, ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce, et ont, à cette fin, nommé comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi d'Italie : M. Daniele Varé, commandeur de l'ordre de la Couronne d'Italie, officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi d'Italie, en Chine ; son Excellence le président du gouvernement national de la République en Chine ; le Dr Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République de Chine.

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et dûe forme, ont convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les deux hautes parties contractantes déclarent que, le tarif douanier et toutes les questions qui s'y rapportent seront déterminés et réglés par leurs législations nationales respectives.

Il est en outre, admis, que chacune des hautes parties contractantes, jouira sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne les douanes et tout ce qui s'y rapporte, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé à tout autre pays.

Les ressortissants de chacune des hautes parties contrac-

tantes ne seront tenus, sous aucun prétexte, de payer, sur les territoires de l'autre partie, des droits, impôts intérieurs ou taxes à l'importation ou à l'exportation des marchandises, autres ou plus élevées que ceux qui sont payées par les ressortissants de tout autre pays.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre aux lois et à la juridiction des tribunaux de cette partie, auxquels ils auront le libre accès pour exiger le respect de leurs droits et pour défendre ceux-ci.

Art. 3. — Les deux hautes parties contractantes ont décidé d'engager, le plus tôt possible, des négociations, en vue de la conclusion à un traité de commerce ou de navigation, basé sur les principes d'égalité absolue, et de non discrimination dans leurs relations commerciales et pour le respect mutuel de leur souveraineté.

Art. 4. — Le présent traité a été rédigé en doubles exemplaires, en chinois, en italien, et en anglais. Dans le cas de désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié, aussitôt que possible et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements ne seront notifiés que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le vingt-septième jour de novembre dix-neuf cent et vingt-huit la septième année de l'ère fascite, correspondant au vingt-septième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

Signé : DANIELE VARE, CHANGTING T. WANG.

ANNEXE I. — LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
CHINOIS AU MINISTRE D'ITALIE A PÉKIN.

Nankin, le 27 novembre 1927.

Monsieur le Ministre,

Au nom du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'article 2 du traité signé ce jour, entre la Chine et l'Italie, est considéré comme devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois s'entendra, avec le gouvernement italien pour prendre toutes les mesures nécessaires afin que la Chine puisse appliquer sa juridiction aux sujets italiens. Au cas où ces mesures ne seraient pas prises à la date indiquée, les sujets italiens seraient soumis aux lois et à la juridiction chinoises, à partir d'une date qui sera fixée par la Chine, après avoir conclu un accord pour l'abolition de l'exterritorialité avec toutes les puissances signataires des traités de Washington, étant entendu que cette date sera valable également pour toutes les autres puissances.

Par « puissances signataires des traités de Washington » il faut comprendre les puissances autres que la Chine qui ont directement pris part à la discussion des questions du Pacifique et d'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements à Washington en 1921-1922.

Je profite de cette occasion pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Signé : CHANGTING T. WANG.

Réponse du Ministre d'Italie.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui :

(Suit le texte de la note ci-dessus).

J'ai l'honneur de vous annoncer que le gouvernement italien approuve entièrement cette déclaration.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

DANIEL VARE.

ANNEXE 2. — DÉCLARATION CHINOISE.

J'ai l'honneur de déclarer que le 1^{er} janvier 1930 ou avant cette date, le code civil et le code de commerce, qui s'ajoutent aux autres codes et lois en vigueur, seront promulgués par le gouvernement national de la République de Chine.

Signé : CHANTING T. WANG.

ANNEXE 3. — DÉCLARATION CHINOISE.

Au nom du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les sujets italiens cesseront de bénéficier des privilèges de la juridiction consulaire et des autres privilèges spéciaux et lorsque les relations entre les deux nations seront basées sur le prin-

cipe de parfaite égalité, le gouvernement chinois, prenant en considération ce fait que les citoyens chinois, sous réserve des restrictions prescrites dans les lois et règlements italiens, ont le droit de vivre, de faire du commerce, et d'acquérir des propriétés dans tout le territoire italien, accordera les mêmes droits aux sujets italiens en Chine, sous réserve des restrictions qui seront prescrites par ses lois et ses règlements.

Signé : CHANGTING T. WANG.

ANNEXE 4. — DÉCLARATION COMMUNE.

Il est entendu que les sujets italiens en territoire chinois et que les citoyens chinois en territoire italien, paieront, à l'avenir, les taxes, et impôts qui pourront être prescrits dans les lois ou règlements promulgués par les gouvernements chinois et italien, respectivement à la condition que ces taxes et impôts ne soient pas autres ou plus élevés que ceux qui sont payés par les ressortissants de tout autre pays.

Signé : DANIEL VARE, CHANGTING T. WANG.

TRAITÉ SINO-BRITANNIQUE

SIGNÉ A NANKIN LE 20 DÉCEMBRE 1928

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Dominions britanniques, au-delà des mers, empereur de l'Inde, et son Excellence le président du gouvernement national de la République de Chine, désirant renforcer les bonnes relations qui existent déjà entre les deux pays, faciliter et développer l'industrie et le commerce entre eux, ont décidé de conclure un trait, à cette fin, et ont nommé, comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au-delà des mers, empereur de l'Inde : pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Sir Milles Welderburn Lampson K. C. m. G., C. B. m. V. O. envoyé extraordinaire de sa Majesté et ministre plénipotentiaire auprès de la République de la Chine ;

Son Excellence, le président du gouvernement national de la République de Chine, Son Excellence le Docteur Changting T. Wang, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement national de la République de Chine, qui ayant échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il est convenu que toutes les dispositions des traités existant entre les hautes parties contractantes, qui limitent, sous une forme quelconque, le droit pour la Chine, d'établir son tarif douanier comme elle entend le faire, sont abrogés et que le principe d'une complète autonomie douanière nationale est appliqué.

Art. 2. — Les ressortissants de l'une et l'autre des

hautes parties contractantes ne seront obligés, sous aucun prétexte, de payer en Chine et sur les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique ce traité, respectivement des droits, impôts intérieurs ou taxes sur les produits importés ou exportés par elles, autres ou plus élevés que ceux qui sont payés sur les produits de la même origine par les ressortissants chinois ou britanniques, respectivement, ou par les ressortissants de tout autre pays étrangers.

Art. 3. — Sa Majesté britannique consent à abroger toutes les dispositions des traités existant entre les hautes parties contractantes qui limitent le droit, pour la Chine, d'imposer des taxes de tonnage d'après le taux qu'elle croit devoir imposer.

En ce qui concerne les taxes de tonnage et toutes les questions qui s'y rapportent, les navires britanniques en Chine et les navires chinois dans les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique le présent traité, recevront un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux navires de tout autre pays étranger.

Art. 4. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres, le plus tôt possible. Il sera mis en vigueur à la date à laquelle les deux parties se seront notifiées que la ratification a été effectuée.

Les textes anglais et chinois du présent traité ont été soigneusement comparés et vérifiés, mais, dans le cas où il y aurait désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fait loi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité, en double, et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le vingtième jour de décembre mil neuf-cent vingt-huit, correspondant au vingtième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

Signé : M. W. LAMPSON, CHANGTING T. WANG.

ANNEXE I. — LETTRE DU MINISTRE BRITANNIQUE AU MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE

Comme suite au traité conclu aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de vouloir bien confirmer mon interprétation, à savoir que :

1^o Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique le présent traité, et importés en Chine, et réciproquement, les articles produits ou manufacturés en Chine, et importés sur les dits territoires de Sa Majesté britannique de quelque endroit qu'ils viennent, recevront, en ce qui concerne les taxes d'importation, les impôts intérieurs, les taxes de transit, et toutes les questions qui s'y rapportent, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

2^o Les articles produits ou manufacturés en Chine et exportés sur les territoires de Sa Majesté Britannique, auxquels le présent traité s'applique, et réciproquement, les articles produits ou manufacturés sur les dits territoires, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit, perçus avant l'exportation, et toutes les

questions qui s'y rapportent, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

(M. Wang accuse réception de la note ci-dessus, et déclare que le gouvernement chinois en approuve entièrement les termes.)

ANNEXE 2. — 1^o LETTRE DU MINISTRE BRITANNIQUE A PÉKIN
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

Comme suite au traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, au nom des gouvernements de Sa Majesté, du Canada, du Commonwealth d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud Africaine de l'Etat libre d'Irlande et du gouvernement de l'Inde, que le droit pour ces gouvernements, de bénéficier des dispositions des traités existants, qui limitent, sous une forme quelconque, le droit, pour la Chine, d'établir son tarif douanier et d'imposer des taxes de tonnage aux taux qu'elle croit devoir imposer, est annulé par Sa Majesté, à dater de la mise en vigueur du traité.

J'ai aussi l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que Sa Majesté renonce également à ces droits pour Terre-Neuve, la Rhodésie du Sud, et pour tous ses protectorats, et pour toutes ses colonies qui n'ont pas de gouvernement particulier.

Je serais heureux de recevoir l'assurance du gouvernement national de la République de Chine, que les articles

produits ou manufacturés dans l'une des parties du territoire de Sa Majesté, ou sur tous les territoires sur lesquels le gouvernement de Sa Majesté, en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, et dans l'Union Sud-Africaine, exerce un mandat, recevront le traitement de la nation la plus favorisée en Chine, tant que les articles produits ou manufacturés en Chine, recevront sur ces territoires un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Je serais également heureux de recevoir l'assurance du gouvernement de la République de Chine que les articles produits ou manufacturés en Chine et exportés vers l'un de ces territoires, indiqués ci-dessus, recevront le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit perçues avant l'exportation ou les questions qui s'y rapportent, aussi longtemps que les articles produits ou manufacturés sur ces territoires, et exportés en Chine recevront un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

2^o LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE
AU MINISTRE BRITANNIQUE A PÉKIN.

Je prends acte de la renonciation par Sa Majesté britannique aux droits de ses gouvernements du Canada, du Commonwealth, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-africaine, de l'Etat libre d'Irlande et du gouvernement de l'Inde, à dater de la mise en vigueur du traité signé,

aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, qui permettaient à ces gouvernements de bénéficier des dispositions des traités existant, limitant, d'une manière quelconque, le droit, pour la Chine, d'établir un tarif douanier, ou d'imposer des taxes de tonnage au taux qu'elle croit devoir imposer. Je prends acte de la renonciation, par Sa Majesté à ses droits, en ce qui concerne Terre-Neuve, la Rhodésie du Sud, les protectorats et ses colonies, qui n'ont pas de gouvernement particulier.

J'ai l'honneur, au nom du gouvernement national de la République de Chine, de vous faire savoir que les articles produits ou manufacturés dans l'une des parties quelconques des territoires de Sa Majesté, indiqués ci-dessus, dans les territoires sous leur administration, dans les territoires sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou dans les territoires sur lesquels un mandat est exercé par le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande dans l'Union sud-africaine, recevront le traitement de la nation la plus favorisée en Chine, tant que les articles produits ou manufacturés dans la Chine recevront, dans ces territoires, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Je vous fais également savoir, au nom du gouvernement national de la République de Chine, que les articles produits ou manufacturés en Chine, et exportés vers l'un quelconque des territoires indiqués ci-dessus, recevront le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit

perçues avant l'exportation ou les questions qui s'y rapportent, aussi longtemps que les articles produits ou manufacturés dans ces territoires, et exportés en Chine, recevront un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

ANNEXE 3. — LETTRE DU MINISTRE BRITANNIQUE A PÉKIN,
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

Me référant au traité conclu, aujourd'hui, entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je comprends que le taux *ad valorem* des droits ou les taux basés sur la valeur du tarif national douanier qui doit être adopté par le gouvernement national, sont les mêmes que ceux qui ont été discutés, et provisoirement acceptés à la Conférence douanière de 1926, et qu'ils représentent le maximum de ce qui peut être appliqué aux articles britanniques ; en outre, que ce taux continuera à représenter le maximum pendant une période d'au moins une année, à dater de la mise en vigueur du tarif et que la mise en vigueur de ce tarif fera l'objet d'un préavis de deux mois.

Je serais heureux de savoir que Votre Excellence veut bien confirmer cette interprétation.

Etant donné les doutes et les appréhensions que pourraient éprouver mes compatriotes pour leur commerce, par suite de la mise en vigueur du nouveau tarif, si les taxes diverses, autres que les droits de douane perçus actuellement demeurent en vigueur après l'application du tarif national, je me permets de rappeler à Votre Excellence la

proclamation du gouvernement de la République de Chine, formulée à Nankin, le 20 juillet 1927, annonçant son intention de prendre au plus tôt, les mesures nécessaires pour abolir effectivement le likin, taxes douanières indigènes, taxes de cabotage, et toutes autres taxes sur les articles importés en transit ou parvenus à destination, et je serais heureux de recevoir quelque assurance, au nom du gouvernement national, que ce gouvernement a l'intention de libérer ces articles, le plus tôt possible, de toute taxe de caractère défini dans la proclamation que je viens de citer, lorsque ces articles auront acquitté la taxe d'importation aux douanes maritimes, d'après le taux imposé dans le nouveau tarif ou dans tout tarif national futur.

2^o LETTRE DU MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE CHINE AU MINISTRE BRITANNIQUE A PÉKIN.

Me référant à la note de Votre Excellence, à la date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer votre interprétation à savoir que le taux des taxes *ad valorem* ou le taux spécifique basés sur la valeur du tarif douanier national qui doit être adopté par le gouvernement national, sont les mêmes que ceux qui ont été discutés, et provisoirement acceptés à la Conférence douanière de 1926, et qu'ils représentent le maximum de ce qui peut être imposé aux articles britanniques ; en outre, qu'ils continueront à représenter le maximum, pour ces articles, pendant une période d'au moins une année, à dater de la mise en vigueur du tarif, et que la mise en vigueur du dit tarif fera l'objet d'un préavis de deux mois.

D'autre part, je suis heureux de pouvoir confirmer, au nom du gouvernement national, les termes de la proclamation de ce gouvernement, du 20 juillet 1927, et de vous donner l'assurance que vous demandez que ce gouvernement a l'intention de libérer les articles de toute taxe du caractère indiqué dans la proclamation mentionnée le plus tôt possible, dès qu'ils auront acquitté la taxe d'importation aux douanes maritimes, d'après le taux imposé dans le nouveau tarif ou dans tout autre tarif national futur.

ANNEXE 4.

L'annexe IV est une lettre adressée à Sir Miles Lampson dans laquelle M. Wang, au nom du gouvernement national, déclare que « ce gouvernement se propose d'appliquer le nouveau tarif douanier d'une manière uniforme sur toutes les frontières terrestres ou maritimes de la Chine et qu'à dater de la mise en vigueur du nouveau tarif, le taux préférentiel actuellement perçu sur les articles importés ou exportés par les frontières terrestres sera aboli ».

En accusant réception de la note, Sir Miles Lampson écrit que le gouvernement britannique approuve entièrement cette déclaration.

**TRAITÉ DE COMMERCE
FRANCO-CHINOIS SIGNÉ
A NANKIN LE 22 DÉCEMBRE 1928**

Article premier. — Toutes les dispositions existant dans les traités conclus et jusqu'ici encore en vigueur, entre la France et la Chine, au sujet des taux des droits d'importation et d'exportation des marchandises, des drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes et le principe de l'autonomie complète sera désormais appliqué en ce qui concerne le tarif des douanes et les questions connexes, à la condition, toutefois, que chacune des hautes parties contractantes jouira, dans les territoires, possessions, colonies et protectorats de l'autre, quant aux questions spécifiées ci-dessus et autres questions connexes, d'un traitement qui ne sera en rien moins favorable que celui dont bénéficie effectivement toute autre puissance.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des hautes parties contractantes ne pourront sous aucun prétexte, être obligés de payer dans les limites des territoires protectorats, possessions et colonies de l'autre, aucuns droits, charges et taxes intérieurs sur leurs importations ou exportations autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays ou par les nationaux de toutes autres puissances.

Art. 3. — Le présent traité a été rédigé en français et en chinois et les deux textes ont été soigneusement comparés et vérifiés. Mais, au cas où il existerait une différence de sens entre les deux, le texte français devra prévaloir.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront mutuellement notifié que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux.

ANNEXE I. — PREMIÈRE LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE
A NANKIN AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CHINOIS.

Nankin, le 22 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

En me référant à l'article 1^{er} de l'accord qui vient d'être conclu, à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le tarif minimum français continuera d'être appliqué aux marchandises chinoises énumérées à la liste ci-jointe, jusqu'à la conclusion de l'accord prévu au paragraphe suivant.

Pour les autres articles en faveur desquels le gouvernement chinois désire obtenir le bénéfice du tarif minimum français, il est entendu qu'il convient, en raison de l'impossibilité, pour le gouvernement français, d'accorder son tarif minimum en bloc, de négocier un accord séparé établissant un tarif conventionnel réciproque.

Liste des marchandises admises au tarif minimum, à l'entrée en France :

Tissus de soie pure,
Foulards de soie pure,
Crêpes de soie pure,
Tulle de soie pure,
Passementeries de soie pure,
Poivre, piment, cannelle, muscade en coque, girofle,
thé.

Veuillez agréer, etc..

ANNEXE 2. — RÉPONSE

DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CHINOIS.

Nankin, le 22 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative à l'application de l'article premier du traité, qui vient d'être conclu entre le gouvernement national et le gouvernement français.

Je m'empresse de porter à votre connaissance, que je suis pleinement d'accord sur les dispositions contenues dans cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ANNEXE 3. — DEUXIÈME LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CHINOIS.

Nankin, le 22 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui viennent heureusement d'aboutir, nous avons étudié, dans un esprit également amical, diverses questions pendantes, entre nos deux pays, et je crois devoir préciser, pour la suite, le résultat de notre échange de vues :

Le gouvernement français est disposé à entamer, sans délai, les négociations pour la conclusion d'une convention nouvelle, destinée à remplacer la convention additionnelle de commerce, du 26 juin 1887, et la convention complémentaire de cette convention en date du 10 juin 1895.

Dans l'intérêt des deux gouvernements, aucun changement ne sera apporté à l'état de choses actuel, en ce qui concerne l'Indochine, pendant la durée des négociations, étant entendu, qu'en matière douanière, le principe de l'uniformité de tarif aux frontières maritimes et terrestres de la Chine, demeure acquis, de sorte que le tarif en vigueur sur les frontières maritimes chinoises, s'appliquera en même temps aux frontières indo-chinoises. Toutefois, les taux actuels de réduction des droits, pour les importations et les exportations, resteront en vigueur pendant la durée des négociations, que le gouvernement français est disposé, pour sa part, à conclure rapidement.

Dans l'intérêt du développement des relations écono-

miques franco-chinoises, il est nécessaire que les marchandises ne supportent pas de taxes excessives. C'est dans ce but que la suppression des likins a paru désirable, aussi bien au gouvernement nationaliste qu'au gouvernement français. De même, la superposition des taxes provinciales aux taxes douanières, proprement dites, destinées à remplacer les likins, serait de nature à paralyser les affaires. Le gouvernement français ne doute pas que le gouvernement nationaliste ne supprime les likins dès la mise en vigueur du nouveau régime douanier, et n'empêche effectivement l'établissement des taxes dites provinciales.

Le service de certains emprunts, intéressant l'épargne française, conclu par le gouvernement chinois, se trouve actuellement interrompu faute de ressources. L'affectation d'une partie des fonds supplémentaires, fournis par les douanes, à la consolidation de ces emprunts, constitue une mesure propre à développer heureusement, l'activité des rapports économiques franco-chinois, et le gouvernement français ne doute pas que le gouvernement nationaliste ne prenne, à cet effet, les mesures nécessaires.

Veuillez agréer,...

ANNEXE 4. — RÉPONSE
DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CHINOIS.

Nankin, le 23 décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative :

1^o A l'application prochaine du nouveau tarif douanier

chinois aux frontières indo-chinoises et au maintien de l'état de choses actuel en Indo-Chine, jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention ;

2° A l'opportunité de la suppression des likins ;

3° A l'avantage qu'il y aurait à prendre des mesures appropriées, pour assurer le service régulier de certains emprunts.

Je m'empresse de porter à votre connaissance que je suis pleinement d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

ANNEXE 5. — LETTRE DU MINISTRE CHINOIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE FRANCE.

Le gouvernement national espère que la nouvelle convention concernant l'Indo-Chine, dont la négociation prochaine a été prévue, sera conclue avant le 31 mars 1929.

Toutefois, la disposition relative à la réduction des droits d'importation et d'exportation à la frontière indo-chinoise dont il est fait mention dans la lettre de Votre Excellence, en date de ce jour, cessera de s'appliquer à partir du 31 mars 1929, même si la nouvelle convention ne se trouve pas encore conclue.

ANNEXE 6. — RÉPONSE FRANÇAISE.

Votre Excellence m'a adressé, à la date de ce jour, une note, pour me faire connaître que les taux actuels de réduction des droits pour les importations et les exportations à

la frontière indo-chinoise, cesseront d'être appliqués le 31 mars 1929, même si, à cette date, les négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention n'ont pas encore abouti. Je m'empresse d'accuser réception de cette communication, à toutes fins utiles.

TRAITÉ SINO-ESPAGNOL DU 27 DÉCEMBRE 1928.

Art. 1^{er}. — Les parties contractantes consentent à ce que le tarif des douanes et les matières en relevant, soient régis exclusivement par leurs législations nationales respectives.

Aucune des parties contractantes ne jouira sur le territoire de l'autre en ce qui concerne les douanes, d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux nationaux, des autres pays.

Les nationaux de chacune des parties contractantes ne seront pas obligés de payer, sur le territoire de l'autre, des taxes, impôts, etc..., plus élevés que ceux que paient les nationaux des autres pays.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des puissances contractantes vivant sur le territoire de l'autre partie seront sujets aux lois et juridictions de cette partie.

Art. 3. — Des parties contractantes ont décidé d'entrer en négociations, aussitôt que possible, pour la conclusion d'un traité de commerce et de navigation basé sur les principes d'égalité et de respect de la souveraineté.

ANNEXE I. — L'article 2 cité plus haut, deviendra en force le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois fera des arrangements pour que les sujets espagnols passent sous sa juridiction, à défaut de tels arrangements, à

la date stipulée les Espagnols seront sujets aux lois et juridictions chinoises, à une date qui sera fixée par la Chine, après conclusion d'un accord pour l'abolition de l'exterritorialité avec toutes les puissances signataires des traités de Washington.

ANNEXE II. — Déclaration du D^r C. T. Wang.

Je déclare que les nationaux espagnols quand ils cesseront de jouir des privilèges de la juridiction consulaire, et que les relations entre la Chine et l'Espagne seront sur un pied de parfaite égalité, et que les Chinois auront le droit de vivre, de commercer, et de posséder des propriétés en territoire espagnol je déclare que le gouvernement chinois accordera les mêmes droits aux Espagnols.

ANNEXE III. — Les Espagnols, en Chine, paieront les taxes et impôts prescrites par les lois chinoises.

Vu : le Président de la thèse,
DE LAPRADELLE.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Cordier (Henri)*. — Histoire générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers. 4 vol. Lib. Paul Geuthner, 1920.
- Dujardin-Baumetz (F.)*. — La Chine dans ses rapports actuels avec l'Europe. Paris, 1897.
- Lui-Yain*. — Histoire diplomatique contemporaine de la Chine (en Chinois), Changhaï Commercial Press, 1921.
- Mac-Murray*. — Treaties and agreements with and concerning China, New-York, Oxford, University, Press, 1921.
- Geouffre de Lapradelle*. — Droit International, Cours de Doctorat de la Faculté de Droit de Paris, 1925-1926.
- La Question Chinoise (Revue générale du droit international public, t. 1901-1902-1903).
- Funck-Brentano (Th.) et Sorel (Albert)*. — Précis du droit des gens. E. Plon et Cie, 1877.
- Gérard (A.)*. — L'Extrême-Orient et la Paix Paris, Payot, 1919.
- Parker (E.-H.)*. — China. London, 1917.
- Wang-Chung-Hul*. — Law reform in China (Published in the Chinese social and political science review).
- L'organisation judiciaire de la Chine.
- L'inspecteur général de la Douane maritime chinoise*. — Treaties, conventions, etc. Between China and foreign States, 3 vol. Changhaï.
- Houllagne (Emile)*. — Les Peuples d'Extrême-Orient, la Chine Paris, Ernest Flammarion, 1928.
- Yoshitomi*. — Les zones exterritoriales soumises à l'administration étrangère en Chine au point de vue du droit international. Paris, 1922.
- Escarra (Jean)*. — Droits et intérêts en Chine (Recueil Sirey, 1921).
- Duboscq*. — L'évolution de la Chine. Paris. Bossard, 1921.

- Pinon (René) et de Marcillac (Jean).* — La Chine qui s'ouvre.
Tsen Tsonming. — La Chine Pacifique. Lyon, 1924.
- Gaston Cahen.* — Deux ambassades chinoises en Russie au XVIII^e siècle. Paris, 1920.
- Halde S.I. (P. J. B du).* — Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de Chine et de la Tartarie chinoise. La Haye, 4 vol., 1876.
- Lavollée.* — France et Chine. Paris, 1900.
- Hoschien Tchen.* — Etude sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon. Paris.
- Ouang-Fung-Y.* — Les rapports entre le commerce extérieur de la Chine et sa situation financière.
- Wang-King-Ky.* — La voix de la Chine. Bruxelles, Albert Dewit, 1927.
- Wong-Ching-Wal.* — La Chine et les Nations. Paris, Librairie Gallimard, 1927.
- Chang-Chung-Sing.* — Les concessions en Chine. Paris, 1925.
- Baudes.* — Essai sur la situation juridique des étrangers en Chine. Paris, Pedone, 1931.
- Keun-Yen-Tsine.* — Le régime des capitulations jusqu'à la Conférence de la Paix de 1919.
- Willonghky (W. W.).* — Foreign Rights and Interests in China. Baltimore, 1927.
- Lavisse et Rambaud.* — Histoire générale. Paris.
- Hsu-Shih-Chang.* — La Chine après la guerre. Paris, A. Pdeone, 1922.
- Nagao-Ariga.* — La Chine et la Grande Guerre.
- Sargent.* — Anglo-chinese commerce and diplomacy.
- Mao.* — Les relations politiques et économiques entre la Chine et les Puissances. Lyon, 1923.
- Hao-Chi-Tsai.* — Sur les bases conventionnelles des relations modernes entre la Chine et la Russie. Paris, 1918.
- Soulie (Georges).* — Les droits conventionnels des étrangers en Chine.
- Elysée Reclus.* — La Chine et la Diplomatie européenne.
- Guerlet (Pierre).* — Etude des divers procédés d'action politique des puissances en Chine.
- Linag-Chi-Chao.* — La Chine et la Paix mondiale.
- Saofong-Wou.* — La Chine et la Conférence de Washington. Paris, Les Presses Modernes, 1926.

- Wou-Kienpong*. — La Chine et les Grandes Puissances. Gand, S. Hussein et Cie, 1926.
- Dubarbier (G.)*. — La Chine contemporaine, politique et économique. P. Geuthner, 1926.
- Maspero (G.)*. — La Chine. Paris, 1925.
- Russell (Bertrand)*. — The problem of China, 1922.
- Suen Wen*. — Le Triple Demisme. Chang Haï, 1929.
- Padoux (G.)*. — Conditions juridiques en Chine des étrangers ressortissants à des puissances sans traités (Journ. de droit intern., 1920).
- The consolidation of China's insecure indebtedness and the creation of a Chinese consolidated Budget Pékin, 1925.
- Couvreur (S.)*. — Choix de documents, lettres officielles, proclamations, édits. Texte chinois avec traductions française et latine. Ho Kien Fou, 1894, in-8.
- Documents*. — Le Mémoire de la délégation chinoise présenté à la Conférence de la Paix en 1919.
- Statement of the Chinese Government and other official documents relating to the negotiation for the Termination of the Sino-Belgian Treaty of amity, commerce and navigation of November 1865. Règlement relatif à la Cour mixte de Changhaï. Exposé des revendications de la Chine touchant la restitution directe du territoire cédé à bail de Kiaochow, du chemin de fer de Tsingtan à Canton et des autres droits allemands relatifs à la province de Chantung. Le rapport de la Commission d'exterritorialité.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le Pacifisme Chinois.	5

PREMIÈRE PARTIE

LES RELATIONS DE L'EMPIRE CHINOIS AVEC LES PUISSANCES OCCIDENTALES AVANT LE XVII^e SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER. — L'antiquité et le Moyen Age.....	12
CHAPITRE II. — La découverte des routes maritimes. Le Partage du Monde.....	15

DEUXIÈME PARTIE

LES PUISSANCES EN CHINE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES ET JUSQU'À LA GUERRE DE L'OPIMUM.

CHAPITRE PREMIER. — Les Portugais.....	24
CHAPITRE II. — Les Espagnols.....	27
CHAPITRE III. — Les Hollandais.....	27
CHAPITRE IV. — Les Anglais.....	31
CHAPITRE V. — Les Français.....	38
CHAPITRE VI. — Les Russes.....	43
CHAPITRE VII. — Relations diverses.....	49

TROISIÈME PARTIE

LES RELATIONS DE LA CHINE ET DES PUISSANCES AU XIX^e SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER. — L'Angleterre.....	52
CHAPITRE II. — Les Etats-Unis et la France.....	65
CHAPITRE III. — Traités divers.....	70

CHAPITRE IV. — Les Taip'ing.....	70
CHAPITRE V. — Les traités de Tien-T'sin.....	74
CHAPITRE VI. — Les traités avec diverses puissances.....	86
CHAPITRE VII. — Perte des pays vassaux.....	88

QUATRIÈME PARTIE

LES RIVALITÉS DE LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE EN CHINE.

CHAPITRE PREMIER. — Le traité de Shimonoski en 1895....	98
CHAPITRE II. — Les territoires à bail.....	102
CHAPITRE III. — Tentative de rénovation chinoise. Le mouvement intellectuel et le mouvement populaire. La réaction et la guerre des Boxers.....	105

CINQUIÈME PARTIE

LES PUISSANCES ET LA CHINE AU XX^e SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER. — Accords anglo-japonais, franco- russes, sino-japonais.....	112
CHAPITRE II. — La guerre mondiale (1914-1918).....	115
CHAPITRE III. — La conférence et le traité de Washington, 11 nov. 1921, 6 février 1922.....	122
CHAPITRE IV. — Les nouveaux traités de la Chine avec les Puissances.....	124
CONCLUSION. — Les revendications diplomatiques de la République Chinoise.....	127
ANNEXES.....	141
BIBLIOGRAPHIE.....	203

